

# **CGG SA**

(Anciennement Compagnie Générale de  
Géophysique – Veritas)

Rapport des Commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2013

# **CGG SA**

(Anciennement Compagnie Générale de Géophysique –  
Veritas)

Société anonyme au capital de 70 756 346 €  
Siège social : Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine  
75015 Paris  
RCS : Paris 969 202 241

**Rapport des Commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2013

## Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société CGG SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe relative aux nouvelles normes

d'application obligatoire, et en particulier la norme IAS 19 révisée, dont l'incidence à fin 2013 est présentée dans cette même note.

## II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 1 de l'annexe aux états financiers mentionne les jugements et estimations significatifs retenus par votre groupe. Nous avons considéré, dans le cadre de notre audit, que ces jugements et estimations concernent principalement :

- les modalités d'amortissement et la réalisation de tests de perte de valeur des études « multi-clients » (immobilisations incorporelles),
- la réalisation de tests de perte de valeur des actifs non courants,
- la reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de services « exclusifs » et « multi-clients »,
- les provisions pour risques, charges et litiges,
- la reconnaissance des impôts différés actifs.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces jugements et estimations, à revoir, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection les calculs effectués par votre groupe et à vérifier que les différentes notes aux états financiers fournissent une information appropriée à cet égard.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

CGG SA

Comptes consolidés

Exercice clos le

31 décembre 2013

### III - Vérification spécifique


Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris La Défense, le 9 avril 2014


Les Commissaires aux comptes

MAZARS

  
JEAN-LUC BARLET

ERNST & YOUNG ET  
AUTRES

  
PIERRE JOUANNE

  
LAURENT VITSE

## Bilan consolidé

(En millions de dollars US)	Notes	31 décembre		
		2013	2012 (retraité) <sup>(1)</sup>	2011 (retraité) <sup>(1)</sup>
<b>ACTIF :</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28	530,0	1 520,2	531,4
Clients et comptes rattachés	3	987,4	888,7	876,0
Stocks et travaux en cours	4	505,2	419,2	361,5
Créances d'impôt		118,1	111,7	119,4
Autres actifs courants	5	175,6	139,6	157,0
Actifs détenus en vue de la vente, nets	5	37,7	393,9	64,5
<b>Total actif courant</b>		<b>2 354,0</b>	<b>3 473,3</b>	<b>2 109,8</b>
Impôts différés actifs	24	222,6	171,4	188,8
Participations et autres immobilisations financières	7	47,8	53,7	24,7
Sociétés mises en équivalence	8	325,8	124,5	131,7
Immobilisations corporelles, nettes	9	1 557,8	1 159,5	1 183,2
Immobilisations incorporelles, nettes	10	1 271,6	934,9	865,1
Écarts d'acquisition des entités consolidées	11	2 483,2	2 415,5	2 688,2
<b>Total actif non courant</b>		<b>5 908,8</b>	<b>4 859,5</b>	<b>5 081,7</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>8 262,8</b>	<b>8 332,8</b>	<b>7 191,5</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES :</b>				
Concours bancaires court terme	13	4,5	4,2	6,0
Dettes financières — part court terme	13	247,0	47,8	64,5
Fournisseurs et comptes rattachés		557,6	505,5	386,4
Dettes sociales		251,1	209,9	185,7
Impôts sur les bénéfices à payer		73,9	97,0	159,7
Acomptes clients		52,4	36,0	51,0
Provisions — part court terme	16	73,1	21,0	34,6
Autres passifs courants	12	283,9	300,2	272,3
<b>Total passif courant</b>		<b>1 543,5</b>	<b>1 221,6</b>	<b>1 160,2</b>
Impôts différés passif	24	148,9	106,0	104,4
Provisions — part long terme	16	142,5	123,5	123,8
Dettes financières — part long terme	13	2 496,1	2 253,2	1 871,6
Autres passifs non courants	17	41,7	46,6	49,8
<b>Total dettes et provisions non courantes</b>		<b>2 829,2</b>	<b>2 529,3</b>	<b>2 149,6</b>
Capital social 301 784 014 actions autorisées et 176 890 866 actions émises au nominal de 0,40 € au 31 décembre 2013	15	92,7	92,4	79,8
Primes d'émission et d'apport		3 180,4	3 179,1	2 669,3
Réserves		1 273,9	1 190,6	1 147,5
Autres réserves		(46,1)	(27,8)	(17,0)
Titres d'autocontrôle		(20,6)	(20,6)	(20,6)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère		(698,8)	75,2	(27,1)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres		(7,6)	(7,6)	(11,5)
Écarts de conversion		26,0	1,9	(25,8)
<b>Total capitaux propres — attribuables aux actionnaires de la société mère</b>		<b>3 799,9</b>	<b>4 483,2</b>	<b>3 794,6</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		90,2	98,7	87,1
<b>Total capitaux propres</b>		<b>3 890,1</b>	<b>4 581,9</b>	<b>3 881,7</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>8 262,8</b>	<b>8 332,8</b>	<b>7 191,5</b>

<sup>(1)</sup> Retraitement lié à l'application d'IAS 19 révisée – voir Note 1 – Changement de méthodes comptables.

## Compte de résultat consolidé

(En millions de dollars US, sauf pour les données par action)

		31 décembre		
	Notes	2013	2012 (retraité) <sup>(4)</sup>	2011 (retraité) <sup>(4)</sup>
Chiffre d'affaires	19	3 765,8	3 410,5	3 180,9
Autres produits des activités ordinaires	19	2,1	3,6	3,3
<b>Total produits des activités ordinaires</b>		<b>3 767,9</b>	<b>3 414,1</b>	<b>3 184,2</b>
Coût des ventes		(2 977,2)	(2 685,4)	(2 649,4)
<b>Marge brute</b>		<b>790,7</b>	<b>728,7</b>	<b>534,8</b>
Coûts nets de recherche et développement	20	(105,9)	(92,8)	(77,0)
Frais commerciaux		(118,6)	(96,0)	(83,1)
Frais généraux et administratifs		(215,9)	(182,6)	(201,8)
Autres produits et charges, nets	21	(745,2)	(26,7)	34,3
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>19</b>	<b>(394,9)</b>	<b>330,6</b>	<b>207,2</b>
Coût de l'endettement financier brut		(193,3)	(159,0)	(177,2)
Produits financiers sur la trésorerie		1,6	2,3	2,7
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>22</b>	<b>(191,7)</b>	<b>(156,7)</b>	<b>(174,5)</b>
Autres produits (charges) financiers	23	(22,3)	(19,7)	0,8
<b>Résultat avant impôt des entreprises intégrées</b>		<b>(608,9)</b>	<b>154,2</b>	<b>33,5</b>
Impôts différés sur les variations de change		9,7	—	(4,6)
Autres impôts sur les bénéfices		(92,6)	(99,2)	(58,5)
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>24</b>	<b>(82,9)</b>	<b>(99,2)</b>	<b>(63,1)</b>
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>		<b>(691,8)</b>	<b>55,0</b>	<b>(29,6)</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence		0,6	37,4	16,4
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>(691,2)</b>	<b>92,4</b>	<b>(13,2)</b>
<i>Attribué aux :</i>				
Actionnaires	\$	(698,8)	75,2	(27,1)
Actionnaires <sup>(5)</sup>	€	(527,2)	58,3	(19,3)
Participations ne donnant pas le contrôle	\$	7,6	17,2	13,9
Nombre moyen pondéré d'actions émises <sup>(3)</sup>	29	176 734 989	162 077 608	158 571 323
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options	29	(1)	827 902	(1)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites	29	(1)	503 932	(1)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles	29	(1)	(2)	(1)
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif	29	176 734 989	163 409 442	158 571 323
<b>Résultat net par action <sup>(3)</sup></b>				
Base	\$	(3,95)	0,46	(0,17)
Base <sup>(5)</sup>	€	(2,98)	0,36	(0,12)
Dilué	\$	(3,95)	0,46	(0,17)
Dilué <sup>(5)</sup>	€	(2,98)	0,36	(0,12)

- (1) Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relatif. Par conséquent, les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.
- (2) Les obligations convertibles avaient un effet accrétif; par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination du résultat dilué par action.
- (3) Le calcul du résultat net par action de base et dilué de 2012 et 2011 a été ajusté suite à l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription réalisée par CGG SA en 2012. Le nombre d'actions ordinaires émises a été ajusté rétrospectivement.
- (4) Retraitement lié à l'application d'IAS 19 révisée – voir note 1 - Changement de méthodes comptables.
- (5) Converti au taux moyen de 1,3254 dollar US ; 1,2900 dollar US et 1,4025 dollar US pour un euro respectivement en 2013, 2012 et 2011.

## État du résultat global consolidé

<i>(En millions de dollars US)</i>	31 décembre		
	2013	2012 (retraité) <sup>(a)</sup>	2011 (retraité) <sup>(a)</sup>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>(691,2)</b>	<b>92,4</b>	<b>(13,2)</b>
<b>Eléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net:</b>			
Produits (charges) sur couverture des flux de trésorerie	—	3,7	(4,4)
Impôts	—	(1,3)	1,6
<b>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie</b>	<b>—</b>	<b>2,4</b>	<b>(2,8)</b>
Variation de l'écart de conversion	25,2	27,7	(30,6)
<b>Total des éléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net (1)</b>	<b>25,2</b>	<b>30,1</b>	<b>(33,4)</b>
<b>Eléments non classés ultérieurement en résultat:</b>			
Produits (charges) sur écarts actuariels des plans de retraite	(3,8)	(18,0)	(1,7)
Impôts	1,3	6,2	0,6
<b>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite</b>	<b>(2,5)</b>	<b>(11,8)</b>	<b>(1,1)</b>
<b>Total des éléments non reclassés ultérieurement en résultat (2)</b>	<b>(2,5)</b>	<b>(11,8)</b>	<b>(1,1)</b>
Quote-part de variation du résultat global des sociétés mises en équivalence, nette d'impôts (3)	—	1,5	(4,6)
<b>Autres éléments du résultat global des sociétés, nets d'impôts (1)+(2)+(3)</b>	<b>22,7</b>	<b>19,8</b>	<b>(39,1)</b>
<b>État du résultat global consolidé de la période</b>	<b>(668,5)</b>	<b>112,2</b>	<b>(52,3)</b>
<b>Attribué aux :</b>			
Actionnaires de la société mère	(677,6)	95,0	(68,4)
Participations ne donnant pas le contrôle	9,1	17,2	16,1

(a) *Retraitement lié à l'application d'IAS 19 révisée – voir Note 1 – Changement de méthodes comptables.*

Les écarts actuariels des plans de retraite ne seront pas reclassés au compte de résultat les exercices suivants. Les autres éléments du résultat global consolidé seront reclassés au compte de résultat si certaines conditions sont remplies



Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>(En millions de dollars US, sauf les nombres d'actions)</i>	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en capitaux propres	Écarts de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2011 (retraité)</b>											
<b>(a)</b>	<b>151 506 109</b>	<b>79,6</b>	<b>2 666,3</b>	<b>1 039</b>	<b>(21,4)</b>	<b>(20,6)</b>	<b>(4,7)</b>	<b>7,6</b>	<b>3 745,8</b>	<b>77,1</b>	<b>3 822,9</b>
Augmentations de capital	355 823	0,2	3,0						3,2		3,2
Dividendes										(4,0)	(4,0)
Résultat net				(27,1)					(27,1)	13,9	(13,2)
Paiements fondés sur des actions				15,7					15,7		15,7
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)				(1,1)					(1,1)		(1,1)
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)							(7,4)		(7,4)		(7,4)
Variation de l'écart de conversion (3)							0,6	(33,4)	(32,8)	2,2	(30,6)
<b>Autres éléments du résultat étendu consolidé (1)+(2)+(3)</b>				<b>(1,1)</b>			<b>(6,8)</b>	<b>(33,4)</b>	<b>(41,3)</b>	<b>2,2</b>	<b>(39,1)</b>
Emission d'obligations convertibles, nets d'impôts différés				81,9					81,9		81,9
Variation de périmètre et autres				12,0	4,4				16,4	(2,1)	14,3
<b>Au 31 décembre 2011 (retraité)</b>											
<b>(a)</b>	<b>151 861 932</b>	<b>79,8</b>	<b>2 669,3</b>	<b>1 120,4</b>	<b>(17)</b>	<b>(20,6)</b>	<b>(11,5)</b>	<b>(25,8)</b>	<b>3 794,6</b>	<b>87,1</b>	<b>3 881,7</b>

(a) Retraitement lié à l'application d'IAS 19 révisée - voir Note 1 - Changement de méthodes comptables.

<i>(En millions de dollars US, sauf les nombres d'actions)</i>	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en capitaux propres	Écarts de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2012 (retraité) (a)</b>	<b>151 861 932</b>	<b>79,8</b>	<b>2 669,3</b>	<b>1 120,4</b>	<b>(17)</b>	<b>(20,6)</b>	<b>(11,5)</b>	<b>(25,8)</b>	<b>3 794,6</b>	<b>87,1</b>	<b>3 881,7</b>
Augmentations de capital	24 530 293	12,6	509,8						522,4		522,4
Dividendes									—	(5,6)	(5,6)
Résultat net				75,2					75,2	17,2	92,4
Paiements fondés sur des actions				21,5					21,5		21,5
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i>				(11,8)					(11,8)		(11,8)
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)</i>							3,9		3,9		3,9
<i>Variation de l'écart de conversion (3)</i>								27,7	27,7		27,7
<b>Autres éléments du résultat étendu consolidé (1)+(2)+(3)</b>				<b>(11,8)</b>			<b>3,9</b>	<b>27,7</b>	<b>19,8</b>		<b>19,8</b>
Emission d'obligations convertibles, nets d'impôts différés				64,1					64,1		64,1
Variation de périmètre et autres				(3,6)	(10,8)			—	(14,4)		(14,4)
<b>Au 31 décembre 2012 (retraité) (a)</b>	<b>176 392 225</b>	<b>92,4</b>	<b>3 179,1</b>	<b>1 265,8</b>	<b>(27,8)</b>	<b>(20,6)</b>	<b>(7,6)</b>	<b>1,9</b>	<b>4 483,2</b>	<b>98,7</b>	<b>4 581,9</b>

(a) Retraitement lié à l'application d'IAS 19 révisée - voir Note 1 - Changement de méthodes comptables

(a) Retraitement lié à l'application d'IAS 19 révisée - voir Note 1 - Changement de méthodes comptables.

en millions de dollars US, sur les nombres d'actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en capitaux propres	Écarts de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
au 1 <sup>er</sup> janvier 2013											
retraité(a)	176 392 225	92,4	3 179,1	1 265,8	(27,8)	(20,6)	(7,6)	1,9	4 483,2	98,7	4 581,9
Augmentations du capital	498 641	0,3	1,3	(0,2)					1,4		1,4
Dividendes										(7,5)	(7,5)
Résultat net				(698,8)					(698,8)	7,6	(691,2)
Pris en compte des effets sur des opérations				11,9					11,9		11,9
Opérations propres											
Produits netts des écarts actuariels des plans de traitement (1)				(2,5)					(2,5)		(2,5)
Produits netts de couverture des flux de trésorerie (2)											
Variation de l'écart de conversion (3)							(0,4)	24,1	23,7	1,5	25,2
Autres éléments du résultat netts consolidé (1)+(2)+(3)				(2,5)			(0,4)	24,1	21,2	1,5	22,7
Variation de l'équilibre et autres				(1,1)	(18,3)		0,4		(19,0)	(10,1)	(29,1)
au 31 décembre 2013	176 890 866	92,7	3 180,4	575,1	(46,1)	(20,6)	(7,6)	26,0	3 799,9	90,2	3 890,1

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En millions de dollars US)	Notes	31 décembre		
		2013	2012 (retraité) <sup>(1)</sup>	2011 (retraité) <sup>(1)</sup>
<b>EXPLOITATION</b>				
Résultat net (y compris participations ne donnant pas le contrôle)		(691,2)	92,4	(13,2)
Amortissements et dépréciations	28	1 213,0	368,0	343,7
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	10, 28	398,7	340,9	285,3
Amortissements et dépréciations des études multi-clients capitalisés	10	(92,9)	(54,2)	(25,8)
Augmentation (diminution) des provisions		39,6	(20,1)	(22,6)
Charges liées aux stock-options		15,8	20,9	15,7
Plus ou moins-values de cessions d'actifs	28	(90,3)	(9,4)	(23,6)
Résultat des mises en équivalence		(0,6)	(37,4)	(16,4)
Dividendes reçus		10,0	48,2	6,9
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie		4,5	(0,5)	(22,2)
<b>Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt</b>		<b>806,6</b>	<b>748,8</b>	<b>527,8</b>
Annulation du coût de la dette financière		191,7	156,7	174,5
Annulation de la charge d'impôt		82,9	99,2	63,1
<b>Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt</b>		<b>1 081,2</b>	<b>1 004,7</b>	<b>765,4</b>
Impôt décaissé		(117,3)	(145,1)	(92,3)
<b>Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>963,9</b>	<b>859,6</b>	<b>673,1</b>
Variation des actifs et passifs circulants :				
(augmentation) diminution des clients et comptes rattachés		46,5	(49,3)	60,3
(augmentation) diminution des stocks et travaux en cours		(46,8)	(46,7)	(14,4)
(augmentation) diminution des autres actifs circulants		25,5	7,1	40,2
augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés		(76,9)	113,8	(13,4)
augmentation (diminution) des autres passifs circulants		0,5	37,8	54,3
impact du change sur les actifs et passifs financiers	28	(5,0)	(1,4)	(10,2)
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</b>		<b>907,7</b>	<b>920,9</b>	<b>789,9</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>				
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations	9	(347,2)	(368,8)	(365,6)
Investissements en trésorerie dans les études multi-clients	10	(479,4)	(363,8)	(203,2)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles		6,1	6,2	21,3
Plus ou moins-values sur immobilisations financières	28	33,7	35,4	13,0
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise	28	(937,9)	(52,5)	(10,7)
Variation des avances reçues		3,9	1,7	4,6
Variation des subventions d'investissement		(1,5)	(1,2)	—
Variation des autres actifs financiers non courants		2,8	(1,6)	2,1
<b>Flux de trésorerie affectés aux investissements</b>		<b>(1 719,5)</b>	<b>(744,6)</b>	<b>(538,5)</b>
<b>FINANCEMENT</b>				
Remboursement d'emprunts		(481,3)	(94,8)	(1 186,9)
Nouveaux emprunts		444,4	537,4	1 190,7
Paiement du principal des contrats de crédit-bail		(16,8)	(30,1)	(38,0)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires		(0,4)	(1,7)	—
Charges d'intérêts payés	28	(136,9)	(125,2)	(126,9)
Augmentation de capital :				
par les actionnaires de la société mère		1,4	514,8	3,2
par les participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—
Dividendes versés et remboursement de capital :				
aux actionnaires		—	—	—
aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées		(7,5)	(5,6)	(4,0)
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations de financement</b>		<b>(197,1)</b>	<b>794,8</b>	<b>(161,9)</b>
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		21,4	17,7	(6,9)
Incidence des variations de périmètre		(2,7)	—	—
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>(990,2)</b>	<b>988,8</b>	<b>82,6</b>
Trésorerie à l'ouverture	28	1 520,2	531,4	448,8
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>28</b>	<b>530,0</b>	<b>1 520,2</b>	<b>531,4</b>

<sup>(1)</sup> Retraitement lié à l'application d'IAS 19 révisée – voir Note 1 – Changement de méthodes comptables.

CGG SA (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») sont un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe publiés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 sont établis suivant les normes comptables internationales *International Financial Reporting Standards* (IFRS) et leurs interprétations publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB), adoptées par l'Union européenne et applicables au 31 décembre 2013.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 26 février 2014 et seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 4 juin 2014.

## Principaux principes comptables

Les principaux principes comptables appliqués par le Groupe sont décrits de manière détaillée ci-dessous. Les principes comptables influent de manière importante sur la constitution des états financiers et des soldes de gestion du Groupe. Dès lors que la mise en œuvre de certains de ces principes relève pour partie d'une appréciation, leur application peut comprendre un degré d'incertitude.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- ^ amendement d'IAS 1 « Présentation des états financiers — présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) »
- ^ amendement d'IAS 19 « Avantages du personnel »
- ^ IFRS 10 « États financiers consolidés »
- ^ IFRS 11 « Partenariats »
- ^ IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »
- ^ amendement d'IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises »
- ^ IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur »
- ^ améliorations annuelles (2009-2011)

L'adoption de ces normes et interprétations n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers présentés, à l'exception de l'amendement d'IAS 19 « Avantages du personnel ». L'adoption des normes IFRS 10 et IFRS 11 n'a pas eu d'incidence sur les méthodes de consolidation appliquées aux filiales de CGG SA.

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application n'est pas obligatoire, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation au 31 Décembre 2013 :

- ^ amendement d'IAS 36 « Information à fournir relative à la valeur recouvrable des actifs non financiers » ;
- ^ amendement d'IAS 39 et IFRS 9 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture » ;
- ^ amendement d'IAS 32 et IFRS 7 « Compensation des actifs financiers et des passifs financiers »

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2013 :

- ^ IFRS 9 « Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers » ;
- ^ Interprétation d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » ;
- ^ amendement d'IAS 19 « Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel »
- ^ Améliorations annuelles (2010-2012) ;
- ^ Améliorations annuelles (2011-2013).

La revue de ces normes, amendements et interprétations est en cours actuellement afin de mesurer l'impact potentiel sur les comptes consolidés. Aucun impact significatif n'a été anticipé.

Dans les états financiers présentés, l'application des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne ne diffère pas de l'application des normes et interprétations telles que publiées par l'IASB.

## Application d'IAS 19 révisée – Avantages au personnel

Depuis le 1er janvier 2013, le Groupe applique l'amendement de la norme IAS 19. L'application de cet amendement constitue un changement de méthodes comptables applicable de manière rétrospective. A ce titre, les états financiers historiques ont été retraités :

^ Les coûts des services passés résultant de changements de régimes de retraite ne sont plus amortis sur la durée résiduelle d'acquisition des droits mais sont comptabilisés en résultat à la date de modification du régime ou lorsque les coûts de restructuration correspondants sont comptabilisés.

^ Les intérêts sur les actifs de régime comptabilisés au compte de résultat sont désormais calculés en multipliant la juste valeur de ces actifs à l'ouverture par le taux d'actualisation et non plus par le taux de rendement attendu des actifs. La notion de rendement attendu n'existe donc plus. La réestimation liée au rendement réellement constaté est comptabilisée en « autres éléments du résultat global », sans reclassement ultérieur en résultat.

^ Le Groupe appliquait déjà l'option proposée par IAS 19 de comptabilisation immédiate des écarts actuariels au cours de la période de leur constatation en autres éléments du résultat global. Cet amendement n'a donc pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

Les retraitements liés à l'application de cet amendement et notamment à la reconnaissance du coût des services passés se présentent comme suit :

(En million de dollars US)	31 décembre 2012	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Augmentation des provisions pour départ à la retraite	15,9	17,1	19,2
Diminution des impôts différés passifs	(5,9)	(6,4)	(7,0)
Augmentation du résultat avant impôt des entreprises intégrées	1,5	1,7	1,6
Augmentation de la charge d'impôt sur les bénéfices	(0,5)	(0,6)	(0,6)
<b>Incidence sur le résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>
Incidence sur les réserves et écarts de conversion	(11,0)	(11,8)	(13,2)
<b>Incidence sur les réserves consolidées</b>	<b>(10,0)</b>	<b>(10,7)</b>	<b>(12,2)</b>
Attribuable aux :			
Actionnaires	(10,0)	(10,7)	(12,2)
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—

Ce changement n'a pas d'impact sur le tableau des flux de trésorerie consolidés. L'impact sur le résultat net par action de base et dilué est non significatif.

## Jugements et estimations

Pour établir les états financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments du bilan, du compte de résultat et des formations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

Le tableau suivant récapitule les hypothèses déterminantes pour les jugements et estimations présents dans les comptes de CGG :

Note	Jugements et estimations	Hypothèses clés
Note 2	Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Note 3	Caractère recouvrable des créances clients	Estimation du risque de défaillance des clients
Notes 7 et 8	Évaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers Estimation de la valeur des sociétés mises en équivalence
Note 10	Amortissement et dépréciation des études multi-clients	Taux de marge attendu par catégorie d'études Durée d'utilité des études multi-clients
Note 10	Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Durée d'utilité des actifs
Note 11	Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	Perspectives industrielles du marché de la géophysique Taux d'actualisation (CMPC)
Note 16	Avantages postérieurs à l'emploi	Taux d'actualisation Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi Taux d'inflation
Note 16	Provisions pour risques, charges et litiges	Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le Groupe est partie prenante
Note 19	Reconnaissance du revenu	Estimation de l'avancement des contrats Estimation de la juste valeur des programmes de fidélisation des clients Estimation de la juste valeur des différents éléments identifiables d'un contrat
Note 20	Coûts de développement	Estimation des avantages futurs des projets
Note 24	Impôts différés actifs	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

## Changements d'estimations

CGG a réévalué la durée d'utilisation normale de ses streamers solides « Sentinelles » de 7 à 6 ans. De ce fait, depuis le 1er janvier 2013, CGG calcule les amortissements pratiqués sur ces équipements sur leur durée de vie résiduelle réestimée. Ce changement d'estimation a été appliqué de façon prospective et n'affecte pas les exercices précédents.

L'impact sur les comptes consolidés arrêtés au 31 Décembre 2013 se présente comme suit :

- Augmentation des dépréciations et amortissements du résultat d'exploitation de 13,3 millions de dollars US ;
- Diminution de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles de 13,3 millions de dollars US.

## Devise de présentation

Le 1er janvier 2012, le Groupe a changé la devise de présentation de ses états financiers consolidés de l'euro au dollar US afin de mieux refléter le profil des produits, des coûts et des flux de trésorerie qui sont principalement générés en dollars US, et ainsi, permettre de mieux figurer sa performance financière.

Un changement de devise de présentation constitue un changement de méthode comptable, et à ce titre, les états financiers historiques ont été retraités de l'euro au dollar US.

Les écarts de conversion cumulés, remis à zéro au 1<sup>er</sup> janvier 2004 lors de la transition aux IFRS, sont présentés comme si le Groupe avait appliqué le dollar US comme devise de présentation depuis cette date.

La devise fonctionnelle de la maison-mère demeure l'euro. Les écarts de conversion provenant de la maison-mère sont présentés en autres réserves.

Les principaux retraitements liés au changement de devise de présentation de l'euro au dollar US pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010 sont présentés comme suit (en millions):

	Comptes consolidés historiques 31/12/11 en euros	Comptes consolidés historiques 31/12/11 convertis en dollar US <sup>(1)</sup>	Retraitements <sup>(2)</sup>	Retraitements IAS 19R	Comptes consolidés 31/12/11 retraités en dollar US
Capital, primes, réserves et autres	2 883,1	3 730,5	+102,4	(12,5)	3 820,4
Écarts de conversion	55,8	72,2	(99,8)	1,8	(25,8)
<b>Capitaux propres – attribuables aux actionnaires de CGG</b>	<b>2 938,9</b>	<b>3 802,7</b>	<b>+2,6</b>	<b>(10,7)</b>	<b>3 794,6</b>

<sup>(1)</sup> Conversion au taux de clôture €/U.S.\$ de 1,2939

<sup>(2)</sup> Écarts entre les taux historiques et le taux de clôture de 1,2939 U.S.\$ pour 1 euro, y compris écarts de conversion négatif de la maison-mère de 17,0 millions de dollars US classés en autres réserves.

	Comptes consolidés historiques 31/12/10 en euros	Comptes consolidés historiques 31/12/10 convertis en dollar US <sup>(1)</sup>	Retraitements <sup>(2)</sup>	Retraitements IAS 19R	Comptes consolidés 31/12/10 retraités en dollar US
Capital, primes, réserves et autres	2 837,2	3 791,1	(39,3)	(13,6)	3 738,2
Écarts de conversion	(25,1)	(33,6)	39,8	1,4	7,6
<b>Capitaux propres – attribuables aux actionnaires de CGG</b>	<b>2 812,1</b>	<b>3 757,5</b>	<b>+0,5</b>	<b>(12,2)</b>	<b>3 745,8</b>

<sup>(1)</sup> Conversion au taux de clôture de 1,3362 dollar US pour un euro.

<sup>(2)</sup> Écarts entre les taux historiques et le taux de clôture de 1,3362 dollar US pour un euro, y compris écarts de conversion négatif de la maison-mère de 21,4 millions de dollars US classés en autres réserves.

## 1. Méthodes de consolidation

Nos états financiers incluent CGG SA et toutes ses filiales.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date à laquelle le contrôle de la filiale est obtenu. Elles sont consolidées tant que le contrôle perdure. La société mère contrôle une filiale lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec cette filiale, et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient. Même si elle détient moins de la majorité des droits de vote dans la filiale, la société mère peut avoir le pouvoir, notamment du fait d'accords contractuels conclus avec les autres détenteurs de droits de vote ou encore du fait de droits de vote potentiels.

Les états financiers des filiales sont établis à la même date que la société mère et selon des méthodes comptables uniformes. Les soldes, les transactions, les produits et les charges intragroupes sont intégralement éliminés.

Le résultat global total est attribué aux propriétaires de la société mère et aux participations ne donnant pas le contrôle, même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle. Les modifications de la part d'intérêt d'une société mère dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur des capitaux propres.

En cas de perte du contrôle d'une filiale, nous :

- (a) décomptabilisons les actifs (y compris tout écart d'acquisition éventuel) et les passifs de la filiale à leur valeur comptable à la date de la perte du contrôle ;
- (b) décomptabilisons la valeur comptable de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'ancienne filiale à la date de la perte de contrôle (y compris tous les autres éléments du résultat global qui lui sont attribuables) ;
- (c) comptabilisons :
  - (i) la juste valeur de la contrepartie éventuellement reçue au titre de la transaction, de l'événement ou des circonstances qui ont abouti à la perte de contrôle, et
  - (ii) si la transaction qui a abouti à la perte de contrôle implique une distribution de parts de la filiale à des propriétaires agissant en cette qualité, cette distribution ;
- (d) comptabilisons toute participation conservée dans l'ancienne filiale à sa juste valeur à la date de perte de contrôle ;
- (e) reclassons en résultat, ou transférons directement en résultats non distribués, la part de la société mère dans les autres éléments du résultat global ;
- (f) comptabilisons toute différence qui en résulte au titre de profit ou de perte en résultat attribuable à la société mère.

Nous utilisons la méthode de comptabilisation par mise en équivalence pour les filiales qualifiées de coentreprises, dans lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint et avons des droits sur l'actif net de celles-ci. Le Groupe possède effectivement des sociétés sous contrôle commun, dans lesquelles le contrôle économique est partagé en vertu d'un accord contractuel. Les décisions stratégiques financières et opérationnelles correspondant à l'activité imposent alors le consentement unanime des partenaires.

## 2. Conversion des états financiers de certaines filiales françaises et des filiales étrangères et des opérations en devises

Les comptes des filiales du Groupe sont tenus dans leur monnaie locale, à l'exception des comptes des filiales pour lesquelles la monnaie fonctionnelle est différente. Pour ces filiales, les comptes sont tenus dans la principale monnaie de l'environnement économique dans lequel ces sociétés opèrent. Les écarts d'acquisition des filiales sont comptabilisés dans leur devise fonctionnelle.

Les bilans des sociétés dont la monnaie n'est pas le dollar US sont convertis en dollars US au cours de change de clôture et les comptes de résultat au taux moyen de l'année. Les différences de conversion qui en résultent sont enregistrées en écarts de conversion dans les capitaux propres.

Pour les sociétés étrangères mises en équivalence, l'incidence des variations de change sur l'actif net est inscrite directement en écarts de conversion dans les capitaux propres.

Les opérations en devises sont converties au cours du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires comptabilisés en devises étrangères sont revalorisés au cours de clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de changes latents qui en résultent sont enregistrés directement en compte de résultat. Les différences de change latent sur des actifs et passifs monétaires dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible sont comptabilisées directement dans les capitaux propres.

### 3. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Les coûts d'acquisition sont mesurés comme la somme de la juste valeur des actifs identifiables acquis, des passifs repris et des participations ne donnant pas le contrôle. Pour chaque regroupement d'entreprise, nous évaluons toute participation détenue dans l'entreprise acquise et ne donnant pas le contrôle soit à la juste valeur, soit pour la quote-part de l'actif net identifiable comptabilisé de l'entreprise acquise à laquelle donnent droit ces titres représentant des droits de propriété actuels. Les coûts connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges sur les périodes durant lesquelles ils sont encourus.

Lors d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, nous réévaluons la participation détenue précédemment dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et comptabilisons l'éventuel profit ou perte en résultat. Nous comptabilisons toute contrepartie éventuelle à sa juste valeur à la date de l'acquisition comme faisant partie de la contrepartie transférée en échange de l'entreprise acquise. Nous comptabilisons les changements de juste valeur de contreparties éventuelles comme des instruments financiers qui relèvent du champ d'application d'IAS 39 ; ainsi, pour tout profit ou perte en résultant est comptabilisé soit en résultat, soit en autres éléments du résultat global. Si la contrepartie éventuelle est classée en capitaux propres, celle-ci n'est pas réévaluée et son règlement ultérieur est comptabilisé en capitaux propres.

L'écart d'acquisition à la date d'acquisition est évalué comme l'excédent du total de la contrepartie transférée évaluée à la juste valeur et des participations ne donnant pas le contrôle par rapport au solde net des actifs identifiables acquis et des passifs assumés. Si la contrepartie transférée est inférieure à la juste valeur du solde des actifs identifiables acquis et des passifs repris, la différence est constatée en résultat. Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est égal à sa valeur initiale minorée des pertes de valeurs cumulées constatées au cours des différents exercices. Afin d'effectuer des tests de perte de valeur, l'écart d'acquisition comptabilisé après un regroupement d'entreprise est alloué à chacune des unités génératrices de trésorerie du Groupe susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient ou non affectés à ces unités. Si l'écart d'acquisition a été affecté à une unité génératrice de trésorerie et si le Groupe se sépare d'une activité incluse dans cette unité, l'écart d'acquisition lié à l'activité sortie est inclus dans la valeur comptable de l'activité lors de la détermination du résultat de la cession et est évalué sur la base des valeurs relatives de l'activité sortie et de la part de l'unité génératrice de trésorerie conservée.

### 4. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

#### Études multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles. Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés, ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Le Groupe examine la librarie des études pour toute dépréciation potentielle des études indépendantes dans une logique de continuité d'exploitation.

Le chiffre d'affaires généré par les études multi-clients est composé des préfinancements et de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

*Préfinancements* — D'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans le bilan en « acomptes clients ».

Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction de l'avancement physique dudit projet.

*Après-ventes* — D'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multi-clients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données.

Si le contrat comporte de multiples éléments, le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation contractuelle. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque élément.

*Après-ventes sur des contrats multiblocs* — Le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et a sélectionné les blocs, et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable.

#### Études exclusives

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement — pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lorsque ces services sont contractuellement exécutés selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat apprécié sur la base de coûts engagés en fonction de la réalisation effective de la prestation de services sur les coûts totaux lorsque ceux-ci peuvent être estimés de façon fiable.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique.

Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multi-clients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les objectifs qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement soient atteints.



## Vente de matériel

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

## Vente de logiciels et de matériel informatique

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciels est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique, selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque section.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support client » post-livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

## Autres prestations géophysiques

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

## Programmes de fidélisation des clients

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs. Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie.

Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.

## 5. Coût de l'endettement financier net

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, indépendamment de l'utilisation qui est faite des fonds empruntés.

Les coûts d'emprunt relatifs aux actifs qualifiés dont la construction a commencé après le 1<sup>er</sup> janvier 2009 sont capitalisés.

## 6. Impôt sur les bénéfices et impôt différé

L'impôt sur les bénéfices inclut toutes les taxes assises sur les profits taxables.

Un impôt différé est constaté sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est jugé suffisamment probable.

Un impôt différé passif est également constaté sur les immobilisations incorporelles valorisées lors de regroupement d'entreprises (actifs technologiques, relations clientèles).

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

## 7. Immobilisations corporelles et incorporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

- ^ installations techniques, matériel et outillage : 3 à 10 ans ;
- ^ véhicules : 3 à 5 ans ;
- ^ avions : 5 à 10 ans ;
- ^ navires sismiques : 12 à 30 ans ;
- ^ bâtiments industriels : 20 ans ;
- ^ bâtiments administratifs et commerciaux : 20 à 40 ans.

Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

### Contrats de location

Les biens financés par un contrat de location-financement ou de location de longue durée, qui en substance transfère tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur un solde restant dû au passif. Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité et de la durée du contrat si le Groupe n'a pas une certitude raisonnable de devenir propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges d'exploitation jusqu'à l'échéance du contrat.

## Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est déterminé conformément à IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » pour les acquisitions réalisées après le 1<sup>er</sup> janvier 2010. L'écart d'acquisition n'est pas amorti, mais est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an à la date de clôture.

## Études multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. L'éventualité de dépréciation à constater est réexaminée de manière courante et au niveau pertinent en matière de données multi-clients (études indépendantes). Le Groupe examine à chaque clôture la librarie des études pour toute dépréciation éventuelle des études au niveau pertinent (études ou groupes d'études indépendants).

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes, ces estimations étant généralement fondées sur les historiques de ventes.

Les études multi-clients sont amorties sur la période attendue de commercialisation des données en appliquant au chiffre d'affaires comptabilisé un taux d'amortissement en fonction de la catégorie d'étude.

Le Groupe utilise généralement des taux d'amortissement de 50 % à 83,3 % qui correspondent au rapport des coûts totaux estimés par le chiffre d'affaires total estimé, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent.

Pour toute catégorie d'études et à compter de la date de livraison, un amortissement linéaire sur une période de cinq ans minimum est pratiqué lorsque le total cumulé d'amortissements déterminé à partir des ventes est inférieur à cet amortissement.

Concernant les études multi-clients Marine au Brésil qui ont été directement touchées par les reports répétés d'attribution des licences, la durée d'amortissement linéaire minimum a fait l'objet d'un changement d'estimation et a été étendue à 7 ans de façon prospective à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012.

## Dépenses de développement

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- ^ le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- ^ la faisabilité technique du projet est démontrée ;
- ^ les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- ^ il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le Groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur 5 ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

## Autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels correspondent principalement aux fichiers clients, à la technologie et aux marques commerciales acquis lors de regroupements d'entreprises. Les fichiers clients sont généralement amortis sur des périodes de 10 à 20 ans et la technologie sur des périodes de 5 à 10 ans.

## Perte de valeur

Les valeurs nettes comptables des actifs du Groupe, à l'exception des stocks, des impôts différés actifs, des actifs relatifs aux régimes de retraite et des actifs financiers, font l'objet d'une revue afin d'identifier le risque de perte de valeur, conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ». Lorsqu'une telle indication existe, leur valeur recouvrable doit être déterminée. Les facteurs considérés comme importants et pouvant conduire à une revue de perte de valeur sont :

- ^ sous-performance significative par rapport aux résultats attendus fondés sur des données historiques ou estimées ;
- ^ changement significatif relatif à l'utilisation des actifs acquis ou à la stratégie menée pour l'ensemble des activités ;
- ^ tendance significativement à la baisse de l'industrie ou de l'économie.

La valeur recouvrable d'une immobilisation corporelle ou incorporelle est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité.

Les écarts d'acquisition, les actifs à durée de vie indéfinie et les immobilisations incorporelles sont affectés à des unités génératrices de trésorerie ou à des groupes d'unités génératrices de trésorerie dont la valeur recouvrable est estimée à chaque clôture ou bien dès qu'une indication de perte de valeur d'une unité génératrice de trésorerie survient.

La valeur d'utilité est généralement déterminée en fonction d'une estimation par le Groupe des flux de trésorerie futurs attendus des actifs ou des unités génératrices de trésorerie évalués, ces flux étant actualisés avec le coût moyen pondéré du capital (CMPC) annuellement retenu par le Groupe pour chaque secteur. Lorsque la valeur recouvrable retenue correspond à la juste valeur diminuée des coûts de la vente, la juste valeur est déterminée par référence à un marché actif.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur nette comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Pour un actif non autonome, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie auquel l'actif est rattaché.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat et viennent, dans le cas d'un groupe d'actifs non autonomes affecté à une unité génératrice de trésorerie, réduire en premier lieu la valeur nette comptable des écarts d'acquisition affectés à l'unité génératrice de trésorerie, puis les valeurs nettes comptables des actifs au prorata des actifs de l'unité génératrice de trésorerie, à la condition que la valeur nette comptable ne devienne pas inférieure à sa valeur d'usage ou à sa juste valeur diminuée des coûts de vente.

Une perte de valeur comptabilisée au cours de périodes antérieures pour un actif autre qu'un écart d'acquisition doit être reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur.

La valeur comptable d'un actif, autre qu'un écart d'acquisition, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours d'exercices antérieurs. Une reprise de perte de valeur d'un actif autre qu'un écart d'acquisition doit être immédiatement comptabilisée au compte de résultat, sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas celle-ci doit être traitée comme une réévaluation positive.

Une perte de valeur relative à l'écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

## Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs classés en actifs détenus en vue de la vente correspondent à des actifs non courants dont la valeur comptable sera recouvrée par une cession plutôt que par son utilisation dans le cadre de l'exploitation. Les actifs détenus en vue de la vente sont valorisés au plus bas de leur coût historique et de leur juste valeur diminuée des coûts de vente.

## 8. Participations et autres immobilisations financières

Les participations et autres immobilisations financières comprennent des titres de participation dans des sociétés non consolidées et des prêts et créances.

### Participations dans les entreprises mises en équivalence

Selon la méthode de la mise en équivalence, la participation dans une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût, et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part de l'investisseur dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition. L'écart d'acquisition qui fait partie de la valeur comptable d'une participation dans une entreprise associée n'est pas comptabilisé individuellement et n'est pas soumis au test de dépréciation séparément.

La valeur comptable totale de la participation est soumise au test de dépréciation selon IAS 36 en tant qu'actif unique, en comparant sa valeur recouvrable avec sa valeur comptable.

À la fin de chaque période de reporting, le Groupe apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation de ses participations dans les entreprises mises en équivalence. Dans ce cas, le montant de la perte de valeur est égal à la différence entre la valeur recouvrable et la valeur comptable des participations. La perte de valeur éventuelle est comptabilisée dans la ligne « résultat net des sociétés mises en équivalence » du compte de résultat.

Lors de la perte d'une influence notable, le Groupe évalue à la juste valeur tout investissement qu'il conserve dans l'ancienne entreprise associée. Toute différence entre la valeur nette comptable de la participation dans l'entreprise associée au moment de la perte d'influence notable et la juste valeur de l'investissement conservé et les produits de vente est reconnue au compte de résultat.

### Titres de participation dans des sociétés non consolidées

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers », les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme disponibles à la vente et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Pour les titres cotés, cette juste valeur correspond au cours de bourse à la date de clôture. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût historique. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en autres éléments du résultat global, sauf en cas de perte de valeur jugée définitive. Les gains ou pertes issus de la cession de titres non consolidés disponibles à la vente ayant fait l'objet d'une dépréciation ne sont pas comptabilisés au compte de résultat.

### Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti.

### Dépréciation

À la fin de chaque période de reporting, un examen du portefeuille des titres non consolidés et des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée au compte de résultat.

En cas d'indication objective de dépréciation d'un actif financier (par exemple en cas de baisse sévère ou durable de la valeur de cet actif), une perte de valeur non réversible est enregistrée.

### Décomptabilisation

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque :

- les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou
- lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier ou lorsque le groupe a l'obligation de remettre sans délai significatif tout flux de trésorerie qu'elle recouvre pour le compte des bénéficiaires finaux ; et soit (a) le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier, soit (b) le Groupe ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier mais a transféré le contrôle de l'actif financier.

Lorsque les droits sur les flux de trésorerie liés à cet actif financier sont transférés, le Groupe évalue dans quelle mesure il conserve les risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier.

Si le Groupe ne transfère pas, mais ne conserve pas non plus, la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif transféré, et conserve le contrôle de l'actif transféré, il continue à comptabiliser l'actif transféré à hauteur de son implication continue. Dans ce cas, le Groupe comptabilise également un passif associé. L'actif transféré et le passif associé sont évalués sur une base reflétant les droits et obligations conservés par le Groupe.

Quand l'implication continue du Groupe prend la forme d'une garantie de l'actif transféré, la mesure de l'implication continue est déterminée comme suit : le plus faible des montants entre la valeur comptable de cet actif et le montant maximal de la contrepartie reçue que le Groupe pourra être tenu de rembourser.

## 9. Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

## 10. Stocks et encours de production

Les stocks et encours de production sont évalués au plus bas du coût de revient (y compris coûts indirects de production) et de leur valeur nette de réalisation.

Les coûts de revient sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré pour le secteur des Équipements et selon la méthode FIFO (*First in, First out*) pour le secteur des Services.

## 11. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il existe une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques dont le montant peut être évalué de manière fiable.

### Provisions pour contrats déficitaires

Les contrats déficitaires (ou dits « onéreux ») font l'objet d'une provision correspondant aux coûts inévitables engagés et restant à engager pour la réalisation du contrat, qui ne seront pas couverts par les revenus liés à ce contrat et estimés par le Groupe.

### Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel

Régimes à cotisations définies : le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues, et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestations définies :

- les provisions sont déterminées suivant la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés (*projected unit credit method*), qui prévoit que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale.
- Le passif enregistré au bilan correspond à la valeur de l'obligation actualisée, nette de la juste valeur des actifs de régime. L'impact de l'actualisation est calculé sur la base du montant net de la provision et comptabilisé au compte de résultat.
- Les coûts de services passés sont reconnus immédiatement si les prestations ont été acquises immédiatement après la mise en place ou la modification d'un régime à prestation définies.
- Le Groupe comptabilise les gains et pertes actuariels relatifs aux régimes à prestations définies en capitaux propres.

## 12. Dettes financières

Les dettes financières sont comptabilisées :

^ à l'émission, à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des frais d'émission et/ou des primes d'émission ;

^ puis au coût amorti, correspondant à la juste valeur à laquelle est initialement comptabilisé le passif financier, diminuée des remboursements en principal et majorée ou minorée du cumul de l'amortissement, de toute différence entre cette juste valeur initialement comptabilisée et le montant à l'échéance ; l'amortissement des différences entre la juste valeur initialement comptabilisée et le montant à l'échéance se fait selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## 13. Emprunts convertibles

Le Groupe comptabilise séparément les composantes d'une obligation convertible qui, d'une part, crée un passif financier et, d'autre part, confère au porteur de l'obligation une option de conversion de l'obligation en instrument de capitaux propres du Groupe.

Le Groupe détermine d'abord la valeur comptable de la composante passif en évaluant la juste valeur d'un passif analogue (y compris les composantes dérivées n'ayant pas la qualité de capitaux propres) non assorti d'une composante capitaux propres associée.

La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres représenté par l'option de conversion de l'instrument en actions ordinaires est ensuite déterminée en déduisant la juste valeur du passif financier de la juste valeur de l'instrument financier composé pris dans son ensemble. La valeur comptable de l'instrument de capitaux propres est présentée nette de l'imposition différée relative.

La somme des valeurs comptables attribuées aux composantes de passif et de capitaux propres lors de la comptabilisation initiale est toujours égale à la juste valeur qui serait attribuée à l'instrument dans sa globalité.

## 14. Instruments financiers dérivés

Afin de limiter son exposition aux risques de change liés à des activités libellées dans des monnaies différentes de la monnaie principale de l'environnement économique, le Groupe a recours à des instruments financiers. Le Groupe peut également avoir recours à des contrats de swap de taux d'intérêts afin de limiter son exposition aux variations de ces taux. Conformément à sa politique de couverture, le Groupe n'utilise pas d'instruments de couverture à des fins spéculatives. Cependant, certains de ces dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture sont traités comme des instruments spéculatifs et donc comptabilisés en « autres charges et produits financiers ».

Les écarts de change sur les instruments financiers libellés en devises correspondant à la partie efficace d'une couverture d'investissement net dans une filiale étrangère sont inscrits dans les capitaux propres au poste « écart de conversion cumulé », la partie inefficace étant comptabilisée en compte de résultat. La valeur cumulée des écarts de change enregistrés directement en capitaux propres sera comptabilisée en compte de résultat lors de la cession ou de la perte de l'investissement net.

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur.

Les variations de juste valeur des instruments éligibles à la couverture de flux futurs sont comptabilisées directement dans les capitaux propres pour la partie efficace de la couverture au poste « résultats enregistrés directement en capitaux propres ». La partie inefficace est enregistrée en « autres charges et produits financiers ». Les montants comptabilisés directement en capitaux propres sont comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle la transaction couverte prévue affecte le résultat. Si la transaction prévue ne se réalise pas, les montants précédemment reconnus en autres éléments du résultat global sont comptabilisés en compte de résultat.

Les variations de juste valeur des instruments non éligibles à la couverture sont enregistrées en compte de résultat.

## 15. Tableau de flux de trésorerie

Les flux de trésorerie de la période présentés dans le tableau de flux de trésorerie sont classés en trois catégories : opérations d'exploitation, d'investissement et de financement.

### Flux de trésorerie généré par les opérations d'exploitation

Les opérations d'exploitation correspondent aux principales activités génératrices de revenus pour l'entité ainsi qu'à celles qui n'appartiennent pas aux activités d'investissement et de financement.

### Flux de trésorerie généré par les opérations d'investissement

Les opérations d'investissement correspondent aux actifs à long terme ainsi qu'aux autres investissements non compris dans les équivalents de trésorerie. Lors de l'acquisition d'une filiale, un poste unique, égal au montant versé net des disponibilités ou équivalents de trésorerie détenus par la filiale au moment de l'acquisition, permet de constater la sortie de trésorerie liée à l'investissement.

Les investissements en études multi-clients sont présentés nets des dotations aux amortissements capitalisés dans les études multi-clients, reflétant les sorties de trésorerie effectives. Ces dotations aux amortissements sont également retraitées au niveau des opérations d'exploitation.

### Flux de trésorerie généré par les opérations de financement

Les opérations de financement concernent les opérations entraînant des variations sur les capitaux propres et les emprunts effectués par l'entité. Elles incluent les charges financières décaissées.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie dans le bilan consolidé comprennent des dépôts bancaires ainsi que de la monnaie fiduciaire et des placements à court terme ayant une maturité inférieure à trois mois.

## 16. Options de souscription ou d'achat d'actions

Certains salariés du Groupe (dont les cadres dirigeants) reçoivent une partie de leur rémunération sous la forme de paiements fondés sur des actions. Ces droits peuvent donner lieu soit à l'attribution d'actions (paiement en actions) soit à un versement (paiement en numéraire).

Paiement en actions :

Les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuée est déterminée à la date d'attribution et est comptabilisée en coût du personnel (avec une contrepartie reconnue en capitaux propres) suivant le mode d'acquisition des droits sur la période allant de la date d'octroi à la date de fin d'acquisition des droits. La juste valeur des stock-options est déterminée selon le modèle mathématique de Black-Scholes.

Paiement en numéraire :

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date d'attribution, à l'aide d'un modèle binomial. Les engagements résultant de rémunérations dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie sont provisionnés durant la période de blocage. Ils sont valorisés à leur juste valeur à chaque date de clôture du bilan et tout changement de juste valeur est comptabilisé en compte de résultat.

## 17. Subventions

Les subventions publiques, y compris les subventions non monétaires évaluées à la juste valeur, ne sont pas comptabilisées tant qu'il n'existe pas une assurance raisonnable que l'entreprise se conformera aux conditions attachées aux subventions et que les subventions seront reçues.

Les subventions publiques sont comptabilisées en produits sur les exercices nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles sont censées compenser. Elles sont présentées en déduction des charges auxquelles elles sont liées dans le poste « coûts nets de recherche et de développement ».

Les subventions remboursables sont présentées au bilan en autres dettes non courantes.

## 18. Résultat par action

Le résultat net par action de base est calculé en divisant le résultat net distribuable aux actionnaires ordinaires du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'année.

Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net distribuable aux actionnaires ordinaires du Groupe (ajusté des montants après impôt, des dividendes préférentiels, des écarts résultants du règlement des actions préférentielles et d'autres effets similaires d'actions préférentielles classées en capitaux propres) par le nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation durant l'année plus le nombre moyen pondéré des actions ordinaires qui seraient émises suite à la conversion des obligations convertibles, l'exercice des options en circulation ainsi que des actions gratuites sous condition de performance.

## Au cours de l'exercice 2013

### Acquisition de la Division Géoscience du groupe Fugro

Le 24 septembre 2012, le Groupe a conclu avec Fugro N.V. (« Fugro »), un contrat d'acquisition aux fins d'acquérir la majeure partie de sa Division Géoscience, soit les activités de :

- Fugro Geoteam (spécialisé dans l'acquisition de données sismiques en mer au moyen de câbles *streamers*) ;
- Fugro Seismic Imaging (spécialisé dans le traitement de données sismiques) ;
- Fugro Geophysical and Geological Services (spécialisé dans les services d'exploration géographique) ;
- De Regt Marines Cables (spécialisé dans les câbles haut de gamme et les câbles ombilicaux) ;
- ainsi que tous les actifs et entités qui y sont rattachés (ensemble de la Division Géoscience), hors librairie multi-clients et activité de capteurs marin unitaires (Ocean Bottom Nodes « OBN »).

Conformément aux stipulations du contrat d'acquisition, les parties avaient également convenu de mettre en place des partenariats stratégiques notamment :

- Une joint-venture entre le groupe CGG et Fugro, « Seabed Geosolutions BV », à laquelle Fugro apporterait ses activités d'acquisition sismiques à l'aide de capteurs unitaires OBN et le groupe CGG ses activités en eaux peu profondes, ses activités d'acquisition sismiques en fonds marins réalisées à l'aide de câble (ocean bottom cable « OBC ») ainsi que ses capteurs unitaires OBN (« la joint-venture Seabed Geosolutions BV ») ;
- Des accords commerciaux incluant (i) un contrat de vente et de commercialisation non-exclusif relatif à la librairie multi-clients de Fugro, (ii) un contrat de coopération technique et commercial conférant un statut réciproques de fournisseur privilégié à chacune des parties et (iii) un contrat de services de transition (les Accords commerciaux).

Le 31 janvier 2013, CGG a acquis la Division Géoscience du groupe Fugro, à l'exception de l'Activité Aéroportée et de certains actifs non significatifs dont l'acquisition a été finalisée le 2 septembre 2013 suite à l'obtention des principales autorisations administratives nécessaires.

Le prix d'achat total de l'opération, s'élève à 1 572 millions de dollars US et a conduit à reconnaître un écart d'acquisition de 721 millions de dollars US dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013.

L'opération a été financée par les produits nets de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription de 414 millions d'euros réalisée en octobre 2012 (voir note 15), les produits nets de l'émission d'obligations convertibles de 360 millions d'euros réalisée en novembre 2012 (voir note 13) et par un prêt vendeur consenti par Fugro pour permettre la finalisation rapide de l'accord et s'élevant à 125 millions d'euros à la date de clôture pour être ensuite étendu à 225 millions d'euros lorsque l'activité aéroportée a effectivement été cédée (voir note 13).

A fin décembre 2013, le montant total versé à Fugro après finalisation des ajustements de prix relatifs au besoin en fonds de roulement acquis, ainsi qu'à la position de trésorerie et à la dette financière réellement acquise, s'élève à 933,0 millions de dollars US. Par ailleurs, la moitié de crédit vendeur accordé par Fugro a été remboursée au 31 décembre 2013.

Sur la base des informations financières disponibles relatives au périmètre acquis de la division Géoscience hors librairie multi-client, le chiffre d'affaires 2013 du groupe aurait été de 3 875,8 millions de dollars US si l'acquisition avait eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2013. L'incidence sur le résultat net consolidé du groupe aurait été non significative.

Le montant des actifs nets acquis et des passifs reconnus à la date d'acquisition s'établit comme suit :

<i>(En millions de dollars US)</i>	<b>Juste valeur (en millions de dollars US)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28
Actifs courants, nets	39
Navires et actifs corporels <sup>(1)</sup>	625
Autres actifs non courants, nets	12
Actifs incorporels nets <sup>(1)</sup>	94
Fichiers clients (durée de vie moyenne de 14 ans)	53
Librairie géologique multi-clients (durée de vie maximum de 7 ans) <sup>(2)</sup>	39
Dette financière	(4)
Autres passifs non courants	(35)
<b>Total Actifs net identifiables acquis</b>	<b>851</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>721</b>
<b>Prix d'acquisition</b>	<b>1 572</b>

(1) Les justes valeurs de deux navires et de leurs équipements et technologies associés ont été déterminées sur la base de données de marché comparables.

(2) La juste valeur de la librairie géologique de Robertson a été déterminée selon la méthode d'exemption de redevances.

Les écarts d'acquisition incluent des immobilisations incorporelles ne répondant pas aux critères de comptabilisation séparée telles que le regroupement de nos effectifs et les synergies attendues au sein de notre secteur d'activités « GGR » résultant de cette transaction (voir note 19).

Les écarts d'acquisition reconnus ne sont pas déductibles du calcul de la charge d'impôt.

## Mise en place de la joint-venture Seabed Geosolutions BV avec Fugro

La joint-venture Seabed Geosolutions BV entre CGG et Fugro a été mise en place le 16 février 2013. Le Groupe CGG détient 40% du capital de Seabed Geosolutions BV Cette société est mise en équivalence depuis cette date.

Le tableau suivant détaille les contreparties reçues en échange de l'apport des activités Shallow Water et OBC ainsi que la valeur comptable des actifs et passifs apportés :

(En millions de dollars US)	(en millions de dollars US)
<b>Contreparties reçues</b>	
Soulte due par Fugro <sup>(1)</sup>	281
Juste valeur de notre participation dans la société Seabed Geosolutions BV(2)	217
<b>Contreparties reçues totales</b>	<b>498</b>
<b>Valeur comptable des actifs et passifs apportés</b>	
Trésorerie	9
Ecart d'acquisition	313
Autres actifs et passifs	91
<b>Valeur comptable totale des actifs et passifs apportés</b>	<b>413</b>
<b>Plus-value réalisée</b>	<b>85</b>

(1) Montant lié à la participation de Fugro dans la joint-venture et venant en déduction du prix payé pour l'acquisition de la Division Géoscience (voir ci-dessus).

(2) La juste valeur dans notre participation dans la société Seabed Geosolutions BV a été déterminée à partir de techniques d'évaluation multiples, sur la base de la valeur actuelle attendue (flux de trésorerie attendus) et de multiples de marché dérivés d'un échantillon de transactions comparables.

La plus-value réalisée lors de cette opération s'est élevée à 84,5 millions de dollars US et est présentée sur la ligne « autres produits et charges, nets » du compte de résultat.

Au 31 décembre 2012, conformément au contrat d'acquisition de la division Géoscience de Fugro, il avait été procédé au reclassement en « Actifs détenus en vue de la vente » des actifs destinés à être apportés à la joint-venture Seabed Geosolutions BV pour un montant global de 76,4 millions de dollars US. L'écart d'acquisition lié aux activités apportées avait également été reclassé en « Actifs détenus en vue de la vente » pour un montant de 300 millions de dollars US (voir note 5).

## Création d'une joint-venture avec Louis Dreyfus Armateurs (LDA)

CGG et le groupe Louis Dreyfus Armateurs (LDA) ont créé le 16 avril 2013 la joint-venture Geofield Ship Managements Services SAS dont CGG détient 50%. Cette joint-venture assure la gestion de navires sismiques 3D de haute capacité de la flotte de CGG.. Cette société est mise en équivalence depuis cette date.

## Option d'achat conclue avec Louis Dreyfus Armateurs (LDA)

Le 27 novembre 2013, CGG a convenu avec le groupe Louis Dreyfus Armateurs (LDA) d'exercer son option d'achat sur les titres détenus par LDA dans la société Geomar, la joint-venture propriétaire du navire sismique CGG *Alizé*. Cet achat sera effectif le 1er avril 2014.

Cet accord n'a pas d'incidence sur la méthode de consolidation de cette filiale consolidée par intégration globale. Cette modification de la part d'intérêt de CGG dans Geomar a été comptabilisée comme une transaction portant sur les capitaux propres au 31 décembre 2013.

## Accord-cadre signé avec la société Industrialization & Energy Services Company (TAQA)

Le 31 décembre 2013, CGG et TAQA ont conclu un accord de coopération par lequel les deux sociétés renforcent et étendent leur partenariat à long terme au Moyen-Orient.

CGG et TAQA sont actuellement actionnaires de deux joint-ventures au Moyen-Orient, ARGAS et Ardiseis. ARGAS, une entreprise saoudienne créée en 1966 (détenue à 51% par TAQA et à 49% par CGG) opère des activités de géophysique au Royaume d'Arabie Saoudite. Ardiseis, une société créée en 2006 à Dubaï détenue à 51% par CGG et par TAQA à 49%, collecte des données sur terre et en eaux peu profondes dans le reste du Moyen-Orient.

Par cet accord, ARGAS deviendra l'actionnaire unique d' Ardiseis. L'ensemble des ressources d' Ardiseis et d'ARGAS seront regroupées dans un nouveau Groupe ARGAS, doté d'un capital plus important détenu à 51% par TAQA et à 49% par CGG, plus efficace et plus puissant sur un périmètre d'activité plus étendu.

Selon cet accord, les actifs nets d'Ardiseis ont été reclassés en « actifs détenus en vue de la vente » pour un montant de 22 millions de dollars US (voir Note 5).

## Vente de la participation dans le capital de Spectrum ASA

Le 20 février 2013, le Groupe a cédé l'intégralité de sa participation résiduelle dans Spectrum ASA, soit 3 965 181 actions à un prix par action de 47,50 NOK. Une plus-value de 19,8 millions de dollars US a été reconnue et est présentée sur la ligne « autres produits et charges, nets » du compte de résultat (voir note 21).

## Au cours de l'exercice 2012

### Geophysical Research Corporation

Le 17 janvier 2012, Sercel avait acquis l'ensemble des actifs de Geophysical Research Corporation LLC ("GRC"). Basée à Tulsa, Oklahoma (USA) et créée en 1925 par Amerada Petroleum Corporation, GRC est un fournisseur de premier rang d'outils de puits et de sondes pour l'industrie pétrolière. Le prix d'acquisition s'était élevé à 66 millions de dollars US, y compris un « earn-out » de 17 millions de dollars US. Un écart d'acquisition définitif de 23 millions de dollars US avait été enregistré.

GRC a été consolidée par intégration globale dans les états financiers du groupe depuis le 17 janvier 2012.

### PTSC CGGV Geophysical Survey Company Limited

Le 27 mars 2012, le Groupe avait apporté à la joint-venture PTSC CGGV Geophysical Survey Company Limited un navire sismique 3D de haute capacité, l'*Amadeus* et PTSC un navire sismique 2D, *Binh Minh II*. Cette joint-venture, détenue à hauteur de 51% par PTSC et 49% par CGG, a été mise en équivalence depuis cette date.

### Spectrum ASA

Au cours de l'année 2012, à travers deux transactions datées respectivement du 27 Avril et du 24 Septembre, le Groupe avait cédé 18,82% de ses parts dans la société Spectrum ASA. La plus-value résultante de cette cession s'était élevée à 15 millions de dollars US. Au 31 décembre 2012, le Groupe détenait 10,14% de la société Spectrum ASA. Spectrum ASA était mise en équivalence dans les états financiers du Groupe, dans la mesure où le Groupe disposait d'un siège au Conseil d'Administration de la société.

## Au cours de l'exercice 2011

### Norfield AS

Le 13 janvier 2011, l'opération d'échange d'actifs entre certaines de nos filiales et le groupe norvégien Norfield avait été réalisée. Nous détenions 100 % du capital de la société Voyager AS, renommée « Exploration Vessel Resources II AS », propriétaire du navire sismique *Geowave Voyager*, et avions cédé le navire sismique *Venturer* au groupe Norfield. À l'issue de cette opération, le Groupe n'était plus actionnaire de Norfield AS. La société Exploration Vessel Resources II AS a été consolidée par intégration globale depuis le 13 janvier 2011.

La plus-value résultant de la cession d'actifs dans le cadre de cette opération s'élevait à 10,9 millions de dollars US, et était présentée sur la ligne « autres produits et charges, nets » du compte de résultat (voir note 21).

À la date de son acquisition, la société Exploration Vessel Resources II AS avait signé une convention de crédit sécurisée de 45 millions de dollars US faisant l'objet d'une garantie émise en faveur des banques, et devant respecter des ratios financiers similaires à ceux du crédit senior *Term Loan B*.

### Petrodata Consulting LLC

Le 17 mars 2011, le Groupe avait acquis pour un montant de 2,5 millions de dollars US la société Petrodata Consulting LLC, une société basée à Moscou, fournissant des études statiques et dynamiques de modélisation des réservoirs, des estimations de réserve et de risque, ainsi que le développement de services à l'international pour l'industrie du gaz et du pétrole. Le Groupe détenait 100 % du capital de la société Petrodata Consulting LLC, consolidée par intégration globale.

### PT Elnusa-CGGVeritas Seismic

Un accord avait été signé le 7 avril 2011 avec PT Elnusa Tbk (Elnusa) pour la création d'une joint-venture en Indonésie, nommée « PT Elnusa-CGGVeritas Seismic ». Cette joint-venture avait pour vocation de fournir des services d'acquisition sismique marine 2D et 3D aux compagnies pétrolières et gazières intervenant en Indonésie et d'opérer le premier navire sismique sous pavillon indonésien, le *Pacific Finder*.

PT Elnusa-CGGVeritas Seismic, sous contrôle commun, était détenue à hauteur de 51% par Elnusa et 49% par le Groupe et a été mise en équivalence depuis le 5 juillet 2011.

### PTSC CGGV Geophysical Survey Company Limited

Un accord avait été signé le 19 avril 2011 avec PetroVietnam Technical Services Corporation (PTSC) pour la création d'une joint-venture, nommée « PTSC CGGV Geophysical Survey Company Limited ». Cette joint-venture fournit des services d'acquisition sismique marine 2D et 3D aux compagnies pétrolières et gazières opérant au Vietnam et dans la région.

### CGG Eidesvik Ship Management AS

Un accord avait été signé le 27 juin 2011 avec l'armateur norvégien Eidesvik Offshore en vue de la création d'une joint-venture pour la gestion maritime de dix navires 3D de haute capacité, y compris les deux nouveaux bateaux X-BOW, l'*Oceanic Vega* et l'*Oceanic Sirius*.

Cette joint-venture, nommée « CGG Eidesvik Ship Management AS », détenue à hauteur de 51 % par Eidesvik et 49 % par le Groupe, a été mise en équivalence depuis le 27 juin 2011.

### Spectrum ASA

Le 28 juillet 2011, un contrat stratégique avait été signé avec Spectrum ASA, une société norvégienne spécialisée dans le domaine des études multi-clients. Au terme de cet accord, le Groupe avait apporté à Spectrum ASA la majorité de sa librairie multi-clients 2D en contrepartie d'une rémunération en actions et en numéraire. Cette opération avait été finalisée le 15 septembre 2011, date à laquelle le Groupe était devenu actionnaire de Spectrum ASA à hauteur de 25 %. Cette opération avait permis au Groupe de réaliser une plus-value de 18,8 millions de dollars présentée sur la ligne « autres produits et charges, nets » du compte de résultat (note 21).

Le 3 octobre 2011, Spectrum ASA avait procédé à l'émission d'obligations convertibles en actions pour un montant global de 13,6 millions de dollars US (77 millions de couronnes norvégiennes). Les conditions d'émission de cet emprunt obligataire étaient décrites dans le prospectus émis par Spectrum ASA le 14 septembre 2011. Dans ce cadre, 27 682 970 obligations convertibles en actions, correspondant à un montant de 4,9 millions de dollars US (27,7 millions de couronnes norvégiennes), nous avaient été allouées. Le Groupe avait procédé à la conversion de ces obligations au 30 décembre 2011 et avait reçu en contrepartie 1 977 355 nouvelles actions de Spectrum ASA.

Au 31 décembre 2011, le Groupe détenait 10 840 181 actions, soit 29 % du capital de la société Spectrum ASA. L'investissement réalisé s'élevait à 26,7 millions de dollars US (voir note 8). Cette société était mise en équivalence depuis le 15 septembre 2011.



## Cybernetix

En 2011, le Groupe avait vendu la totalité de ses actions Cybernetix. Cette entité était sortie du périmètre de consolidation au 31 décembre 2011. La plus-value résultant de cette cession s'élevait à 4,2 millions de dollars US, et était présentée sur la ligne « autres produits et charges, nets » du compte de résultat (voir note 21).

## Navires sismiques

Le 3 octobre 2011, Le Groupe avait pris livraison de l'*Oceanic Sirius*. La Société Oceanic Seismic Vessel AS, propriétaire du navire, a été mise en équivalence depuis cette date.

### NOTE 3 CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

L'analyse des créances clients par échéance est la suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Clients et comptes rattachés, bruts — part court terme	751,1	600,4	679,4
Provision pour créances douteuses — part court terme	(29,6)	(23,8)	(22,5)
<b>Clients et comptes rattachés, nets — part court terme</b>	<b>721,5</b>	<b>576,6</b>	<b>656,9</b>
Clients et comptes rattachés, bruts — part à plus d'un an	5,2	9,6	1,8
Provision pour créances douteuses — part à plus d'un an	(1,0)	(0,5)	(1,4)
<b>Clients et comptes rattachés, nets — part à plus d'un an</b>	<b>4,2</b>	<b>9,1</b>	<b>0,4</b>
Créances à l'avancement non facturées	261,7	303,0	218,7
<b>TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS</b>	<b>987,4</b>	<b>888,7</b>	<b>876,0</b>

Les créances clients et comptes rattachés rachetées dans le cadre de l'acquisition de la division Fugro Géoscience le 31 Janvier 2013 s'élèvent à 192,3 millions de dollars US. Au 31 décembre 2012, le Groupe avait reclassé 11 millions de dollars US de créances devant être apportés à la joint-venture Seabed Geosolutions BV en « Actifs détenus en vue de la vente ».

Les créances à l'avancement non facturées représentent le chiffre d'affaires reconnu selon la méthode à l'avancement sur des contrats pour lesquels la facturation n'a pas été présentée au client. Ces créances sont généralement facturées dans les 30 à 60 jours qui suivent la réalisation de la prestation.

Les clients des activités Acquisition et Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR ») sont généralement d'importantes compagnies pétrolières nationales et internationales, ce qui réduit le risque potentiel de crédit. En ce qui concerne l'activité Equipement, une grande partie des ventes fait l'objet de lettres de crédit irrévocables.

Le Groupe constate une dépréciation des créances douteuses, déterminée en fonction du risque de défaillance de certains clients, des tendances historiques, ainsi que d'autres facteurs. Les pertes sur créances irrécouvrables ne sont pas significatives pour les périodes présentées. Les provisions pour créances douteuses concernent exclusivement les créances échues au 31 décembre 2013.

Les créances à plus d'un an sont relatives au secteur Equipement au 31 décembre 2013, 2012, et 2011.

Au 31 décembre 2013, l'analyse de la balance âgée des clients et comptes rattachés s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	Non échus	< 30 jours	30-60 jours	60-90 jours	90-120 jours	> 120 jours	Total
2013 Clients et comptes rattachés — nets	445,3	99,9	71,6	18,6	12,6	77,7	725,7
2012 Clients et comptes rattachés — nets	340,8	103,4	16,8	42,3	13,1	69,3	585,7
2011 Clients et comptes rattachés — nets	374,3	131,5	35,2	39,5	21,0	55,8	657,3

## Litiges

Le 18 mars 2013, la société CGG Services SA, une filiale de CGG SA, a initié une procédure d'arbitrage à l'encontre de la société indienne ONGC aux fins de recouvrer certains sommes dues par cette dernière au titre de trois contrats commerciaux conclus entre les deux sociétés entre 2008 et 2010. Nous estimons que cette procédure d'arbitrage nous permettra de recouvrer le montant figurant à notre bilan au 31 décembre 2013 au titre de ces créances clients non réglées.

## Contrats d'affacturage

En 2012 et 2013, le Groupe a conclu des contrats d'affacturage avec divers établissements bancaires. Au 31 décembre 2013, le montant total des créances commerciales transférées s'élève à 36,9 millions de dollars US et à 68,2 millions de dollars US au 31 décembre 2012. Les principaux risques conservés par le Groupe sont le risque de non-paiement pour une période de 30 jours et le risque de litige commercial, lesquels ont été historiquement bas au regard des créances transférées.

En conséquence, le Groupe n'a constaté que des montants non significatifs correspondant à son implication continue. Les coûts relatifs reconnus en résultat d'exploitation sont non significatifs.

## NOTE 4 STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

Le détail des comptes de stocks et travaux en cours s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	31 décembre 2013			31 décembre 2012 (retraité)			31 décembre 2011 (retraité)		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Matières et pièces détachées	60,6	(0,8)	59,8	48,1	(1,2)	46,9	47,9	(1,2)	46,7
Matières premières et produits intermédiaires	121,8	(16,5)	105,3	108,7	(14,5)	94,2	92,4	(14,0)	78,4
Travaux en cours	245,6	(17,5)	228,1	212,2	(11,7)	200,5	179,9	(11,6)	168,3
Produits finis	127,3	(15,1)	112,0	87,5	(9,9)	77,6	73,7	(5,6)	68,1
<b>STOCKS ET TRAVAUX EN COURS</b>	<b>555,1</b>	<b>(49,9)</b>	<b>505,2</b>	<b>456,5</b>	<b>(37,3)</b>	<b>419,2</b>	<b>393,9</b>	<b>(32,4)</b>	<b>361,5</b>

La variation des comptes de stocks et de travaux en cours s'établit de la manière suivante :

### Variation de la période

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
<b>Solde en début de période</b>	<b>419,2</b>	<b>361,5</b>	<b>353,4</b>
Variations	60,1	49,2	19,8
Dotation nette de reprise aux provisions pour dépréciation	(11,3)	(2,5)	(6,8)
Variations de périmètre	20,9	6,0	—
Effets de change	13,8	6,4	(5,9)
Autres	2,5	(1,4)	1,0
<b>Solde en fin de période</b>	<b>505,2</b>	<b>419,2</b>	<b>361,5</b>

Les dotations nettes de reprises aux provisions pour dépréciation des travaux en cours sont présentées dans le compte de résultat consolidé en « Coût des ventes ».

La ligne « Variations de périmètre » correspond aux entrées de stocks et travaux en cours acquis lors de l'acquisition de la Division géoscience du groupe Fugro.

La ligne « Autres » inclut une reclassification de 2,9 millions de dollars US de stocks en « Actifs détenus en vue de la vente » en 2013 et de 2,0 millions de dollars US en 2012.

## NOTE 5 AUTRES ACTIFS COURANTS ET ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Le détail des autres actifs courants s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Créances d'impôt et sociales	61,7	44,3	51,0
Juste valeur des instruments financiers (voir note 14)	1,8	3,0	3,5
Autres créances diverses <sup>(a)</sup>	34,4	27,3	37,0
Acomptes fournisseurs	52,1	39,2	39,0
Charges constatées d'avance	25,6	25,8	26,5
<b>AUTRES ACTIFS COURANTS</b>	<b>175,6</b>	<b>139,6</b>	<b>157,0</b>

(a) Inclus 4,8 millions de dollars de disponibilités bloquées en 2013.

## Actifs détenus en vue de la vente

Le détail des actifs détenus en vue de la vente s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Actifs nets Ardisels liés à l'accord signé avec TAQA (voir note 2)	21,9	—	—
Site de Massy, terrain et constructions	10,7	10,7	10,7
Actifs nets Seabed Geosolutions BV liés à l'accord signé avec Fugro (voir. note 2)	—	376,4	—
Navires sismiques	—	6,8	48,3
Équipements sismiques et autres actifs	5,1	—	5,5
<b>ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE</b>	<b>37,7</b>	<b>393,9</b>	<b>64,5</b>

Le 16 février 2013, il a été procédé à l'apport des actifs destinés à être apportés à la joint-venture Seabed Geosolutions BV entre CGG et Fugro (voir note 2).

Le 27 mars 2012, le Groupe avait apporté à la joint-venture PTSC CGGV Geophysical Survey Company Limited un navire sismique 3D de haute capacité, l'*Amadeus*, classé en tant qu'actif détenu en vue de la vente au 31 décembre 2011 (voir note 2).

## NOTE 6 DÉPRÉCIATION DES ACTIFS COURANTS

Le détail des dépréciations d'actifs s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre 2013					Solde à la clôture
	Solde à l'ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres <sup>(a)</sup>	
Clients et comptes rattachés	24,3	7,9	(6,1)	—	4,5	30,6
Stocks et en cours	37,3	14,2	(2,9)	—	1,3	49,9
Actifs d'impôt	1,6	—	(1,5)	—	—	0,1
Autres actifs	13,9	3,9	(6,6)	—	—	11,2
Prêts et autres investissements	0,2	—	(0,2)	—	0,1	0,1
<b>DÉPRÉCIATIONS COMPTABILISÉES</b>	<b>77,3</b>	<b>26,0</b>	<b>(17,3)</b>	<b>—</b>	<b>5,9</b>	<b>91,9</b>

(a) Inclut les effets des variations de taux de change et des variations de périmètre.

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre 2012 (retraité)					Solde à la clôture
	Solde à l'ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (a)	
Clients et comptes rattachés	23,9	4,0	(3,8)	—	0,2	24,3
Stocks et en cours	32,4	6,9	(4,4)	—	2,4	37,3
Actifs d'impôt	1,0	0,6	—	—	—	1,6
Autres actifs	10,6	3,3	—	—	—	13,9
Prêts et autres investissements	1,2	—	(1,1)	—	0,1	0,2
<b>DÉPRÉCIATIONS COMPTABILISÉES</b>	<b>69,1</b>	<b>14,8</b>	<b>(9,3)</b>	<b>—</b>	<b>2,7</b>	<b>77,3</b>

(a) Inclut les effets des variations de taux de change et des variations de périmètre.

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre 2011 (retraité)					Solde à la clôture
	Solde à l'ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres <sup>(a)</sup>	
Clients et comptes rattachés	24,4	8,1	(6,6)	—	(2,0)	23,9
Stocks et en cours	28,2	8,2	(1,4)	—	(2,6)	32,4
Actifs d'impôt	0,5	0,6	—	—	(0,1)	1,0
Autres actifs	1,7	7,4	—	—	1,5	10,6
Prêts et autres investissements	2,9	—	(0,7)	—	(0,9)	1,2
<b>DÉPRÉCIATIONS COMPTABILISÉES</b>	<b>57,7</b>	<b>24,3</b>	<b>(8,7)</b>	<b>—</b>	<b>(4,2)</b>	<b>69,1</b>

(a) Inclut les effets des variations de taux de change et des variations de périmètre.

## NOTE 7 PARTICIPATIONS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Le détail des participations et autres immobilisations financières s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Titres non consolidés	8,5	7,3	6,7
Prêts et avances	26,5	30,5	3,0
Dépôts et autres	12,8	15,9	15,0
<b>PARTICIPATIONS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>47,8</b>	<b>53,7</b>	<b>24,7</b>

### Titres non consolidés

Le détail des titres non consolidés est le suivant :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
<b>Autres investissements dans des sociétés non consolidées</b>			
Tronic's Microsystems SA (a)	5,3	5,1	5,0
Autres investissements dans des sociétés non consolidées	3,2	2,2	1,7
<b>TOTAL TITRES NON CONSOLIDÉS</b>	<b>8,5</b>	<b>7,3</b>	<b>6,7</b>

(a) Le pourcentage de participation du Groupe dans Tronic's Microsystems SA est de 16,07 % aux 31 décembre 2013, 2012 et 2011.

### Prêts et avances consentis

Les prêts et avances incluent essentiellement un prêt accordé par CGG Holding BV à la joint-venture PTSC CGGV Geophysical Survey limited pour un montant de 25,1 millions de dollars US et 29,2 millions de dollars US respectivement au 31 décembre 2013 et 2012.

## NOTE 8 SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les sociétés mises en équivalence sont composées de :

(En millions de dollars US)	Siège	% d'intérêt à fin 2013	Au 31 décembre		
			2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Argas	Arabie Saoudite / Al-Khobar	49,0%	63,3	51,1	69,6
CGG Eidesvik Ship Management AS	Norvège / Bergen	49,0%	1,2	(0,8)	0,2
Eidesvik Seismic Vessel AS	Norvège / Bomlo	49,0%	14,2	12,5	10,9
Gardline	Singapour	49,0%	5,8	4,9	3,8
Magnitude Microseismic LLC	Etats Unis / Houston	49,0%	(4,1)	(2,4)	(1,4)
Oceanic Seismic Vessel AS	Norvège / Bomlo	49,0%	21,6	19,2	17,4
PT Elnusa-CGGVeritas Seismic	Indonésie / Jakarta	49,0%	0,6	0,5	3,4
PTSC CGGV Geophysical Survey Limited	Vietnam / Mung Tau City	49,0%	28,9	27,1	—
Reservoir Evaluation Services LLP	Kazakhstan / Almaty	36,0%	1,6	—	—
Seabed Geosolutions BV	Pays Bas / Amsterdam	40,0%	193,2	—	—
Spectrum ASA	Norvège / Oslo	0,0%	—	12,4	27,8
Veri-Illuq Geophysical Ltd.	Canada / Calgary	49,0%	(0,1)	—	—
Yamoria Geophysical Ltd.	Canada / Calgary	49,0%	(0,4)	—	—
<b>INVESTISSEMENTS DANS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE</b>			<b>325,8</b>	<b>124,5</b>	<b>131,7</b>

Le tableau ci-dessous résume les données financières des principales entités mises en équivalence pour l'exercice clos au 31 décembre 2013 :

<i>(En millions de dollars US)</i> Activité de l'entité	Seabed Geosolutions BV	
	Argas Acquisition Terrestre	Acquisition Terrestre
Chiffre d'affaires	195,6	159,9
Amortissements et dépréciations	(40,2)	(38,4)
Coût de l'endettement financier	0,4	—
Impôt sur les bénéfices	—	6,1
<b>Résultat net</b>	<b>24,7</b>	<b>(62,2)</b>
Disponibilités	70,5	19,2
Actifs courants	56,3	65,5
Actifs non courants	47,4	567,1
Passifs financiers courants	—	1,9
Passifs courants	27,6	87,4
Passifs financiers non courants	—	—
Passifs non courants	10,4	4,2
<b>Capitaux propres</b>	<b>136,2</b>	<b>558,3</b>
<b>Dividendes versés à CGG</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

La réconciliation entre les données financières des principales entités mises en équivalence présentées ci-dessus et la valeur nette des investissements au bilan du groupe au 31 décembre 2013 se détaille comme suit :

<i>(En millions de dollars US)</i>	Argas	Seabed Geosolutions BV	Autres entités mises en équivalence	Total
Capitaux propres	136,2	558,3	—	—
% d'intérêt	49%	40%	—	—
Part des capitaux propres des principales entités mises en équivalence	66,7	223,3	—	—
Adjustements et éliminations	(3,4)	(30,1)	—	—
<b>Valeur nette des investissements dans les sociétés mises en équivalence</b>	<b>63,3</b>	<b>193,2</b>	<b>69,3</b>	<b>325,8</b>

La variation du poste « sociétés mises en équivalence » se décompose ainsi :

<i>(En millions de dollars US)</i> Variation de la période	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
<b>Solde en début de période</b>	<b>124,5</b>	<b>131,7</b>	<b>98,6</b>
Variation de périmètre	(13,9)	(20,4)	(8,5)
Investissements effectués durant l'année	219,6	21,7	36,1
Quote-part des résultats	0,6	37,4	16,4
Dividendes reçus et remboursement de capital	(10,0)	(48,2)	(6,9)
Variation du résultat global des sociétés mises en équivalence	—	1,5	(4,6)
Variation de change et autres	5,0	0,8	0,6
<b>Solde en fin de période</b>	<b>325,8</b>	<b>124,5</b>	<b>131,7</b>

En 2013, la variation de périmètre correspond à hauteur de 13,9 millions de dollars US à la cession de 10,14% des parts détenues dans la société Spectrum ASA (voir note 2). L'adoption de la norme IFRS 11 n'a pas eu d'impact sur le périmètre de consolidation.

En 2012, elle correspondait à hauteur de 20,4 millions de dollars US à la cession de 18,82% des parts détenues dans la société Spectrum ASA (voir note 2), et en 2011 elle correspondait pour 8,5 millions de dollars US à la cession de 32,6 % de nos parts dans Cybernetix (voir note 2).

Les investissements en 2013 correspondent pour 217 millions de dollars US à l'investissement au capital de Seabed Geosolutions BV (voir Note 2). Les investissements en 2012 correspondaient pour 21,7 millions de dollars US à notre contribution dans la joint-venture PTSC CGGV Geophysical Survey Limited (voir note 2). Les investissements en 2011 comprenaient pour 26,5 millions de dollars US l'acquisition de 29 % du capital de Spectrum ASA et les souscriptions aux augmentations de capital des sociétés Oceanic Seismic Vessel AS (4,8 millions de dollars US), PT Elnusa - CGGVeritas Seismic (4,8 millions de dollars US) et CGG Eidesvik Ship Management AS (voir note 2).

La quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence inclut respectivement la contribution d'Argas qui s'élève à 9,1 millions de dollars US et la contribution de Seabed Geosolutions BV qui s'élève à (21,8) millions de dollars en 2013. La contribution de la société Argas dans la quote-part des résultats s'élevait respectivement à 27,2 millions de dollars US en 2012, à 13,8 millions de dollars US en 2011.

## NOTE 9 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le détail du poste « immobilisations corporelles » s'établit de la manière suivante :

Au 31 décembre

(En millions de dollars US)	2013			2012 (retraité)			2011 (retraité)
	Bruts	Cumulés	Nets	Bruts	Cumulés	Nets	Nets
Terrains	21,1	—	21,1	20,2	—	20,2	19,4
Constructions	276,8	(110,1)	166,7	243,1	(92,2)	150,9	153,2
Matériels et outillages	1 590,4	(912,8)	677,6	1 281,0	(722,0)	559,0	578,5
Matériel de transport	975,0	(400,6)	574,4	599,7	(245,8)	353,9	341,6
Mobiliers, agencements et divers	140,3	(99,8)	40,5	110,6	(74,8)	35,8	34,7
Immobilisations en cours	77,5	—	77,5	39,7	—	39,7	55,8
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>3 081,1</b>	<b>(1 523,3)</b>	<b>1 557,8</b>	<b>2 294,3</b>	<b>(1 134,8)</b>	<b>1 159,5</b>	<b>1 183,2</b>

Les contrats de crédit-bail sont inclus dans les immobilisations corporelles pour les montants suivants :

Au 31 décembre

(En millions de dollars US)	2013			2012 (retraité)			2011 (retraité)
	Bruts	Cumulés	Nets	Bruts	Cumulés	Nets	Nets
Matériel géophysique et de transport en crédit-bail	117,4	(92,5)	24,9	118,1	(77,6)	40,5	59,4
Terrain et constructions en crédit-bail	106,3	(10,0)	96,3	101,8	(5,6)	96,2	98,0
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	3,7	(3,7)	—	3,7	(3,4)	0,3	1,6
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN CRÉDIT-BAIL</b>	<b>227,4</b>	<b>(106,2)</b>	<b>121,2</b>	<b>223,6</b>	<b>(86,6)</b>	<b>137,0</b>	<b>159,0</b>

L'amortissement économique relatif à des immobilisations faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail est comptabilisé comme si le Groupe en détenait la propriété juridique.

La variation du poste « Immobilisations corporelles » s'établit de la manière suivante :

Au 31 décembre

(En millions de dollars US)	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
<b>Solde en début de période</b>	<b>1 159,5</b>	<b>1 183,2</b>	<b>1 045,6</b>
Acquisitions	289,5	339,1	336,6
Acquisitions par crédit-bail	—	2,8	29,1
Amortissements	(482,2)	(287,5)	(284,6)
Cessions	(16,1)	(16,4)	(33,6)
Effets de change	6,4	4,4	(16,2)
Variation de périmètre	624,1	2,0	160,1
Reclassement d'actifs corporels en actifs détenus en vue de la vente	(20,8)	(57,5)	(41,3)
Autres	(2,6)	(10,6)	(12,5)
<b>Solde en fin de période</b>	<b>1 557,8</b>	<b>1 159,5</b>	<b>1 183,2</b>

En 2013, la ligne « amortissements » inclut des dépréciations exceptionnelles de navires et d'équipements sismiques pour 105,0 millions de dollars US (voir Notes 19 et 21).

Les cessions correspondent essentiellement à des mises au rebut d'équipements Marine.

La variation de périmètre correspond à l'acquisition de la Division Géoscience du groupe Fugro.

En 2013, des immobilisations corporelles ont été reclassées en « Actifs détenus en vue de la vente » à hauteur de 20,8 millions de dollars US dans le cadre des accords conclus avec TAQA (voir note 2). En 2012, les immobilisations corporelles à apporter à la joint-venture Seabed Geosolutions BV étaient reclassées en « Actifs détenus en vue de la vente » à hauteur de 57,5 millions de dollars US.

En 2011, les acquisitions par crédit-bail étaient principalement liées aux équipements des navires *Pacific Finder et Oceanic Sirius*. La variation de périmètre correspondait à l'acquisition de la société Exploration Vessel Resources II, propriétaire du navire sismique *Geowave Voyager* (voir note 2).

La réconciliation avec les acquisitions du tableau des flux de trésorerie s'établit comme suit :

<i>(En millions de dollars US)</i>	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Acquisitions d'immobilisations corporelles (hors crédit-bail)	289,5	339,1	336,6
Coûts de développement capitalisés — voir notes 10 et 20	56,9	29,1	23,0
Acquisitions d'autres immobilisations incorporelles (hors études multi-clients) — voir note 10	8,7	2,5	8,1
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(7,9)	(1,9)	(2,1)
<b>Total acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles selon le tableau des flux de trésorerie</b>	<b>347,2</b>	<b>368,8</b>	<b>365,6</b>

### Dépenses de réparation et maintenance

En 2013, le coût des ventes correspond à hauteur de 115,9 millions de dollars US à des dépenses de rénovation et de réparation des navires sismiques. Ces dépenses s'élevaient à 114,7 millions de dollars US en 2012 et 116,4 millions de dollars US en 2011.

## NOTE 10 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le détail et la variation du poste « immobilisations incorporelles » s'établissent de la manière suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre						
	2013			2012 (retraité)			2011
	Bruts	Cumulés	Nets	Bruts	Cumulés	Nets	(retraité) Nets
Études multi-clients Marine	3 049,2	(2 380,9)	668,3	2 571,3	(2 097,2)	474,1	391,7
Études multi-clients Terrestre	867,5	(752,6)	114,9	820,8	(690,7)	130,1	135,6
Études multi-clients Robertson	51,6	(16,8)	34,8	—	—	—	—
Coûts de développement capitalisés	306,9	(101,6)	205,3	168,5	(72,3)	96,2	86,6
Logiciels	89,3	(55,9)	33,4	75,3	(44,8)	30,5	28,7
Technologies	153,5	(111,5)	42,0	154,5	(103,1)	51,4	49,4
Fichiers clients	239,6	(102,3)	137,3	204,1	(71,9)	132,2	124,0
Marques	45,2	(30,3)	14,9	33,7	(30,0)	3,7	30,0
Autres immobilisations incorporelles	53,6	(32,9)	20,7	44,3	(27,6)	16,7	19,1
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>4 856,4</b>	<b>(3 584,8)</b>	<b>1 271,6</b>	<b>4 072,5</b>	<b>(3 137,6)</b>	<b>934,9</b>	<b>865,1</b>

La variation du poste « Immobilisations Incorporelles » s'établit de la manière suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
<b>Solde en début de période</b>	<b>934,9</b>	<b>865,1</b>	<b>963,9</b>
Investissements dans études multi-clients	572,3	418,0	229,0
Coûts de développement capitalisés	56,9	29,1	23,0
Autres acquisitions	8,7	2,5	8,1
Dépréciation des études multi-clients	(398,7)	(340,9)	(285,3)
Autres amortissements	(90,8)	(80,5)	(59,1)
Cessions	(0,4)	(0,2)	(20,4)
Effets de change	2,3	4,2	(3,5)
Variation de périmètre	184,9	34,5	—
Reclassement d'actifs incorporels en actifs détenus en vue de la vente	—	(6,7)	—
Autres	1,5	9,8	9,4
<b>Solde en fin de période</b>	<b>1 271,6</b>	<b>934,9</b>	<b>865,1</b>

En 2013, la variation de périmètre correspond à l'acquisition de la division Fugro Géoscience (voir note 2). Le fort niveau d'investissement dans les études multi-clients est lié aux programmes dans le golfe du Mexique. Enfin, la ligne « Autres amortissements » comprend une dépréciation des fichiers clients de 21 millions de dollars US (voir notes 19 et 21).

En 2012, la variation de périmètre correspondait à l'acquisition de l'ensemble des actifs de GRC (voir note 2). Les « autres amortissements » comprenaient la dépréciation de 30 millions de dollars US de la marque Veritas suite à la décision de changement de nom du Groupe. Les actifs incorporels à apporter à la joint-venture Seabed Geosolutions BV étaient reclassés en « Actifs détenus en vue de la vente » pour un montant de 6,7 millions de dollars US.

En 2011, les cessions étaient principalement liées à la vente de notre bibliothèque multi-clients 2D à Spectrum ASA (voir note 2).

La réconciliation avec les acquisitions du tableau des flux de trésorerie et les acquisitions présentées dans la note 19 s'établit comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Investissements dans études multi-clients	572,3	418,0	229,0
Amortissements et dépréciations des études multi-clients capitalisés	(92,9)	(54,2)	(25,8)
<b>Investissement dans les études multi-clients selon le tableau des flux de trésorerie</b>	<b>479,4</b>	<b>363,8</b>	<b>203,2</b>



**NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION**

Variation de la période (En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Solde en début de période	2 415,5	2 688,2	2 688,5
Augmentation	721,6	23,0	1,8
Dépréciation	(640,0)	—	—
Reclassement en Actif détenus en vue de la vente (note 5)	(13,0)	(300,0)	—
Effets de change	(0,9)	4,3	(2,1)
<b>Solde en fin de période</b>	<b>2 483,2</b>	<b>2 415,5</b>	<b>2 688,2</b>

Les augmentations correspondent aux écarts d'acquisition provenant de l'acquisition de la division Fugro Géoscience en 2013, de l'acquisition des actifs de Geophysical Research Corporation LLC ("GRC") en 2012, et de l'achat de Petrodata Consulting LLC en 2011 (voir Note 2).

En 2013, une dépréciation de 640,0 millions de dollars US a été reconnue suite au test annuel de valeur des écarts d'acquisition et comptabilisée dans la ligne « Autres produits et charges nets » du Compte de résultat consolidé (voir Note 21).

**Revue des tests de valeur**

La Direction du Groupe effectue au moins une fois par an un test de valeur des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et des actifs à durée de vie indéterminée affectés aux unités génératrices de trésorerie, afin d'apprécier si une dépréciation pour perte de valeur est nécessaire.

La valeur recouvrable retenue par le Groupe correspond à la valeur d'utilité des actifs, unités génératrices de trésorerie ou groupe d'unités génératrices de trésorerie, définie comme étant l'ensemble des flux de trésorerie futurs actualisés. Dans certains cas, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur des actifs minorée des coûts de cession, le cas échéant définie par rapport à un marché actif.

Suite à l'acquisition de la Division Géoscience en Janvier 2013 et à la nouvelle organisation du Groupe autour de trois Divisions Acquisition, GGR, et Equipement, les unités génératrice de trésorerie ont été redéfinies en cohérence avec les nouveaux secteurs à présenter. Cela a notamment été rendu nécessaire par la séparation des précédentes unités génératrices de trésorerie, comme la Marine, entre l'activité multi clients dans un segment et l'activité acquisition dans un autre segment. De plus, les nouvelles activités géoscience acquises auprès du Groupe Fugro ont rendu nécessaire l'identification de nouvelles unités génératrice de trésorerie.

Par conséquent, il y a maintenant 8 unités génératrices de trésorerie. Une unité génératrice de trésorerie est un groupe homogène d'actifs qui génère des flux de trésorerie qui sont largement indépendants de ceux générés par d'autres groupes d'actifs.

Le tableau suivant décrit le détail des écarts d'acquisition par segment au 31 décembre 2013 :

Variation de la période (En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Acquisition	782	1 344	1 644
GGR	1 493	901	901
Equipements	208	170	143
<b>Total</b>	<b>2 483</b>	<b>2 415</b>	<b>2 688</b>

**Hypothèses retenues pour la détermination valeur recouvrable**

Pour déterminer la valeur recouvrable des actifs en approche valeur d'usage, la Direction du Groupe est amenée à effectuer certains jugements, à retenir certaines estimations et hypothèses au regard d'éléments incertains. Les valeurs d'utilité sont déterminées sur la base d'hypothèses économiques, et de conditions d'exploitation prévisionnelles comme présenté ci-dessous :

- ^ flux de trésorerie prévisionnels estimés du budget 2014 et des perspectives 2015-2016 tels que présentés au conseil d'administration du 26 février 2014 ;
- ^ utilisation des flux de trésorerie normatifs au-delà de la troisième année ;
- ^ taux de productivité entre 2% et 2,5% en fonction de l'activité ;
- ^ taux d'actualisation après impôts considéré comme reflétant le coût moyen pondéré du capital (CMPC) du secteur concerné :
  - » 10,0 % pour le secteur Équipements (correspondant à un taux avant impôt de 14,5 %),
  - » 8,5 % pour les unités génératrices de trésorerie du secteur Acquisition (correspondant à un taux avant impôt compris entre 10,3 % et 15,9%) ; et
  - » 9,5 % pour les unités génératrices de trésorerie du secteur GGR (correspondant à un taux avant impôt compris entre 12,7% and 13,3%).

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée pour les exercices clos le 31 décembre 2012 et 2011.

En conséquence du plan de réduction de notre flotte à hauteur de 25% et de la révision des perspectives de marché, le test de valeur de notre unité de génératrice de trésorerie Marine au 31 décembre 2013 s'est traduit par une dépréciation pour perte de valeur des écarts d'acquisition à hauteur de 582 millions de dollars US. Par ailleurs, compte tenu des conditions globalement plus difficiles sur le marché de l'acquisition Terrestre, nous avons reconnu en 2013 une dépréciation pour perte de valeur des écarts d'acquisition de 58 millions de dollars US. Au total, les écarts d'acquisition du segment Acquisition ont été dépréciés fin décembre 2013 pour une perte de valeur de 640 millions de dollars US.

**Sensibilité aux changements dans les hypothèses retenues**

Changer certaines hypothèses définies par la Direction du Groupe, en particulier le taux d'actualisation et les flux normatifs (basés sur l'EBITDAS) retenus, peut affecter significativement l'évaluation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie, et donc les résultats du test de valeur du Groupe.

Les changements d'hypothèses sont présentés de la façon suivante :

(En millions de dollars US)	Écart d'acquisition	Excédent des flux de trésorerie futurs attendus actualisés sur la valeur nette comptable des actifs	Sensibilité à une diminution de 10 % des flux normatifs	Sensibilité à une augmentation de 10 % des flux normatifs	Sensibilité à une diminution de 0,25 sur le taux d'actualisation net d'impôt	Sensibilité à une augmentation de 0,25 sur le taux d'actualisation net d'impôt
Acquisition	782	57	(185)	+ 185	+ 89	(82)
GGR	1 493	325	(292)	+ 292	+ 130	(121)
Équipement	208	1 601	(209)	+ 209	+ 84	(79)
<b>TOTAL</b>	<b>2 483</b>					

Les changements d'hypothèses pour lesquels la valeur recouvrable est égale à la valeur nette comptable sont présentés de la façon suivante :

	Sensibilité aux flux normatifs	Sensibilité au taux d'actualisation net d'impôt
Acquisition	(3,1) %	+ 0,2%
GGR	(11,1) %	+ 0,7%
Équipement	Non pertinent	Non pertinent

## NOTE 12 AUTRES PASSIFS COURANTS

L'analyse des autres passifs courants est la suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
TVA et autres taxes à payer	89,1	75,6	64,3
Produits constatés d'avance	109,3	139,3	145,4
Juste valeur des instruments financiers (voir note 14)	1,0	0,8	9,5
Autres passifs d'exploitation	84,5	84,5	53,1
<b>AUTRES PASSIFS COURANTS</b>	<b>283,9</b>	<b>300,2</b>	<b>272,3</b>

Les autres passifs d'exploitation comprennent un « earn-out » de 9,5 millions de dollars US et 17,0 millions de dollars US relatif à l'acquisition de Geophysical Research Corporation, LLC respectivement au 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012 (voir note 2).

## NOTE 13 DETTES FINANCIÈRES

L'analyse des dettes financières par type de dettes est la suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre						
	2013			2012 (retraité)			2011 (retraité)
	1 an	> 1 an	Total	1 an	> 1 an	Total	Total
Obligations à haut rendement	—	1 234,9	1 234,9	—	1 349,0	1 349,0	1 342,7
Obligations convertibles	—	836,6	836,6	—	763,5	763,5	363,0
Emprunts bancaires	199,5	157,3	356,8	14,7	26,2	40,9	56,9
Autres emprunts	18,8	155,1	173,9	—	—	—	—
Contrats de crédit-bail	9,0	112,2	121,2	16,4	114,5	130,9	157,3
<b>Total dettes long terme</b>	<b>227,3</b>	<b>2 496,1</b>	<b>2 723,4</b>	<b>31,1</b>	<b>2 253,2</b>	<b>2 284,3</b>	<b>1 919,9</b>
Intérêts courus	19,7	—	19,7	16,7	—	16,7	16,2
<b>Dettes financières</b>	<b>247,0</b>	<b>2 496,1</b>	<b>2 743,1</b>	<b>47,8</b>	<b>2 253,2</b>	<b>2 301,0</b>	<b>1 936,1</b>
Découverts bancaires	4,5	—	4,5	4,2	—	4,2	6,0
<b>TOTAL</b>			<b>2 747,6</b>			<b>2 305,2</b>	<b>1 942,1</b>

L'analyse des dettes financières par devise est la suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Dollar US	1 493,1	1 431,3	1 464,5
Euro	1 230,3	853,0	455,4
Autres devises	—	—	—
<b>TOTAL</b>	<b>2 723,4</b>	<b>2 284,3</b>	<b>1 919,9</b>

L'analyse des dettes financières par taux d'intérêt est la suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Taux variables (taux effectif moyen au 31 décembre 2013 : 2,20 %, 2012 : 2,84 %, 2011 : 2,73 %)	168,2	41,4	74,0
Taux fixes (taux effectif moyen au 31 décembre 2013 : 7,20 %, 2012 : 6,27 %, 2011 : 8,16 %)	2 555,2	2 242,9	1 845,9
<b>TOTAL</b>	<b>2 723,4</b>	<b>2 284,3</b>	<b>1 919,9</b>

Les taux d'intérêts variables sont généralement indexés sur les taux interbancaires de la devise concernée.

L'analyse de la dette financière selon les sources de financement au 31 décembre 2013 est la suivante :

	Date d'émission	Échéance	Montant nominal <i>(en millions de devises)</i>	Solde net au 31.12.2013 <i>(en millions de dollars US)</i>	Taux d'intérêt	Dernier amendement
Obligation à haut rendement 2016	2009	2016	350 US\$	217,8	9,50 %	—
Obligation à haut rendement 2017	2007	2017	400 US\$	396,0	7,75 %	—
Obligation à haut rendement 2021	2011	2021	650 US\$	621,1	6,50 %	—
<b>Sous-total obligations à haut rendement</b>				<b>1 234,9</b>		
Obligations convertibles 2016	2011	2016	360 €	436,9	1,75 %	—
Obligations convertibles 2019	2012	2019	360 €	399,7	1,25 %	—
<b>Sous-total Obligations convertibles</b>				<b>836,6</b>		
Prêt à terme et crédit renouvelable de 200 millions de dollar US	2013	2018	200 US\$	186,5	4,44 %	—
Autres emprunts bancaires	—	—	—	170,3	—	—
<b>Sous-total emprunts bancaires</b>				<b>356,8</b>		
Autres emprunts	—	—	—	173,9	—	—
<b>Sous-total emprunts bancaires</b>				<b>173,9</b>		
Crédit-bail immobilier	2010	2015	75 €	88,4	—	—
Autres crédits-baux	—	—	—	32,8	—	—
<b>Sous-total crédits-baux</b>				<b>121,2</b>		
<b>TOTAL DETTE FINANCIÈRE</b>				<b>2 723,4</b>		

L'analyse des lignes de crédit au 31 décembre 2013 est la suivante :

	Date d'émission	Échéance	Montant autorisé <i>(en millions de dollars US)</i>	Montant mobilisé <i>(en millions de dollars US)</i>	Montant disponible <i>(en millions de dollars US)</i>	Montant utilisé <i>(en millions de dollars US)</i>	Dernier amendement
Crédit renouvelable US	2013	2018	165,0	—	165,0	—	—
Crédit renouvelable France	2013	2016	325,0	—	173,0	152,0	—
Autre Crédit renouvelable	2013	2018	100,0	—	5,0	95,0	—
<b>TOTAL</b>			<b>590,0</b>	<b>—</b>	<b>343,0</b>	<b>247,0</b>	
Lignes de crédit à court terme (découverts bancaires)	—	—	12,5	—	8,0	4,5	—

Parmi les lignes de crédit à taux fixes, aucune ligne significative ne doit être renouvelée dans les prochains 12 mois (voir note 18).

Le Groupe considère que l'excédent de trésorerie provenant de l'exploitation, les ressources financières additionnelles générées par les émissions d'obligations et par les conventions de crédit renégociées (165 millions de dollars US pour la facilité de crédit US et 325 millions de dollars US pour la facilité de crédit français) suffiront à couvrir ses besoins en liquidité pour les douze prochains mois. L'impact des instruments de couverture n'est pas inclus dans les chiffres des tableaux ci-dessus.

L'ensemble des ratios financiers étaient respectés au 31 décembre 2013.

## Obligations à haut rendement

Depuis 2007, CGG SA a émis plusieurs obligations à haut rendement en dollars US à échéance 2016, 2017 et 2021.

Ces obligations font l'objet d'une cotation au Luxembourg sur le marché non réglementé Euro MTF et sont garanties par certaines filiales du Groupe.

Ces obligations contiennent certaines clauses restrictives, notamment sur la souscription d'endettement supplémentaire, la constitution de sûretés réelles, la réalisation d'opérations de cession et de crédit-bail adossé, l'émission et la vente de titres subsidiaires et le règlement de dividendes et autres paiements par certaines des entités du Groupe. De plus, le ratio de l'EBITDAS rapporté aux charges financières brutes doit être égal ou supérieur à 3.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières taxes, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-clients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est considéré hors éléments non récurrents pour le calcul des ratios.

Les charges financières brutes correspondent aux charges financières consolidées hors amortissement de dépenses différées.

Tous ces ratios sont respectés aux 31 décembre 2013, 2012 et 2011.

### Obligations à haut rendement (350 millions de dollars US, 9,5 % Senior Notes, échéance 2016)

Le 21 août 2013, CGG a procédé au remboursement anticipé de 125 millions de dollars U.S sur un montant total de 350 millions de dollars U.S. de l'emprunt Senior 9½% à échéance 2016. L'amortissement accéléré des frais d'émission ainsi que les pénalités pour remboursement anticipé se sont élevés respectivement à 4,3 millions de dollars US et 5,9 millions de dollars US.

Le 9 juin 2009, CGG SA avait émis un emprunt obligataire par placement privé international d'un nominal de 350 millions de dollars US à échéance 2016 et portant intérêt à 9,5 %. Cette émission a été réalisée au prix de 97,0 %, correspondant à un rendement de 10,125 %. Le remboursement est à échéance du 15 mai 2016.

### Obligations à haut rendement (400 millions de dollars US, 7,75 % Senior Notes, échéance 2017)

Le 9 février 2007, CGG SA avait émis sur les marchés internationaux de capitaux un emprunt obligataire de 400 millions de dollars US à échéance 2017 au taux nominal de 7,75 %. Les fonds reçus avaient permis au Groupe de rembourser une partie du prêt relais de 700 millions de dollars US ayant financé l'acquisition de Veritas.

### Obligations à haut rendement (650 millions de dollars US, 6,5 % Senior Notes, échéance 2021)

Le 31 mai 2011, CGG SA avait émis par placement privé international un emprunt obligataire d'un nominal de 650 millions de dollars US à échéance juin 2021 et portant intérêt au taux de 6,5 %. Les obligations avaient été émises à un prix de 96,45 % du pair, correspondant à un rendement de 7,0 %. Le produit net de cette émission avait été affecté au remboursement total du crédit *Senior Term Loan B* de 508 millions de dollars US et au remboursement à hauteur de 70 millions de dollars US de l'emprunt obligataire à échéance 2015.

## Obligations convertibles

### Obligations convertibles (360 millions d'euros, 1,75 % Senior Notes, échéance 2016)

Le 27 janvier 2011, CGG SA avait procédé à l'émission de 12 949 640 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance 1<sup>er</sup> janvier 2016, d'un montant nominal de 360 millions d'euros. Le produit net de l'émission avait été affecté au remboursement partiel de l'emprunt obligataire 7,5 % d'un montant de 530 millions de dollars US à échéance mai 2015, permettant de réduire les frais financiers décaissés par CGG SA.

La valeur nominale unitaire des obligations avait été fixée à 27,80 euros, ce qui faisait apparaître une prime d'émission de 25 % par rapport au cours de référence de l'action CGG sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris. Les obligations portent intérêt à un taux annuel de 1,75 % payable semestriellement à terme échu le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Les obligations donneront droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes CGG à raison d'une action pour une obligation, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. Les obligations pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de CGG SA, sous certaines conditions.

Au 27 janvier 2011, le montant de la dette financière s'élevait à 364 millions de dollars US (266 millions d'euros) et la composante en capitaux propres à 121 millions de dollars US (89 millions d'euros), nets de frais d'émission. La juste valeur de la dette avait été estimée avec un taux d'intérêt à 8,15 %.

### Obligations convertibles (360 millions d'euros, 1,25 % Senior Notes, échéance 2019)

Le 20 novembre 2012, CGG SA avait procédé à l'émission de 11 200 995 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance 1<sup>er</sup> janvier 2019, d'un montant nominal de 360 millions d'euros. Le produit net de l'émission avait été affecté au financement partiel de l'acquisition de la division Géoscience (hors librairie multi-clients et OBN) de Fugro.

La valeur nominale unitaire des obligations avait été fixée à 32,14 euros, ce qui faisait apparaître une prime d'émission de 40 % par rapport au cours de référence de l'action CGG sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris. Les obligations portent intérêt à un taux annuel de 1,25 % payable semestriellement à terme échu le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Les obligations donneront droit à l'attribution d'actions nouvelles ou existantes CGG à raison d'une action pour une obligation, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. Les obligations pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de CGG SA, sous certaines conditions.

Au 20 novembre 2012, le montant de la dette financière s'élevait à 359 millions de dollars US (277 millions d'euros) et la composante en capitaux propres à 98 millions de dollars US (75 millions d'euros), nets de frais d'émission. La juste valeur de la dette avait été estimée avec un taux d'intérêt à 5,47 %.

## Emprunts bancaires et facilités de crédit

Au 31 décembre 2013, 365,9 millions de dollars US d'emprunts bancaires sur un montant total de 530,7 millions de dollars US sont garantis par des immobilisations corporelles et des créances.

### Facilité de crédit « Revolver US »

Le 15 juillet 2013, une facilité de crédit « US revolver » de 165 millions de dollars US sur 5 ans a été conclue. Aucun tirage n'a été effectué au 31 décembre 2013. Selon cet accord les ratios financiers suivants ont été définis :

- ^ le seuil maximal du ratio Dette financière nette sur EBITDA par trimestre et sur douze mois glissants a été fixé à 3,00 jusqu'au 30 Juin 2018 ;
- ^ le seuil minimal du ratio EBITDA rapporté aux charges d'intérêts par trimestre et sur douze mois glissants a été fixé à 4,00 jusqu'au 30 Juin 2018.

Les ratios financiers sont respectés au 31 décembre 2013.

## Crédit Senior Term Loan B et facilités de crédit renouvelable américain

Le 18 juillet 2013, CGG a mis un terme à la facilité de crédit renouvelable américain lors de la mise en place de la nouvelle facilité de crédit « Revolver US » décrite immédiatement ci-dessus.

Le 11 décembre 2012, le crédit syndiqué américain avait fait l'objet d'un avenant permettant l'acquisition de la division Géoscience de Fugro. Cet avenant assouplit certaines restrictions autorisant ainsi la mise en place de la joint-venture Seabed Geosolutions BV, la fourniture de garanties et l'émission de nouvelles dettes dans le cadre de la transaction avec Fugro.

Le 15 décembre 2011, nos facilités de crédit avaient fait l'objet d'un avenant ayant étendu l'échéance de 2 ans à janvier 2014 et ramené à 79 millions de dollars US notre ligne de crédit.

Suite à cet avenant, les ratios financiers avaient été redéfinis de la façon suivante :

- ^ le seuil maximal de ratio EBITDAS / dette financière nette par trimestre et sur douze mois glissants est fixé à 2,50 jusqu'à fin 2013 ;
- ^ le seuil minimal de ratio EDITDAS rapporté aux charges financières par trimestre et sur douze mois glissants est fixé à 3,00 jusqu'à fin 2013.

Le 2 juin 2011, le Groupe avait procédé au remboursement du crédit *Senior Term Loan B* de 508 millions de dollars US, en émettant l'emprunt obligataire à échéance 2021 décrit ci-dessus.

Le 15 juillet 2010, nos facilités de crédit *Senior Term Loan B* avaient fait l'objet d'un avenant. Cet avenant avait étendu l'échéance de 348 millions de dollars US des 515 millions de dollars US restants dus au 30 juin 2010, de janvier 2014 à janvier 2016, et assoupli la plage de ratios financiers (covenants) à respecter. En contrepartie, les taux d'intérêts applicables à l'ensemble des facilités de crédit senior avaient augmenté de 1 % pour les montants dont la maturité avait été étendue. La tranche dont la maturité avait été étendue à 2016 verrait sa maturité accélérée à février 2015 si les obligations à haut rendement à échéance de mai 2015 n'étaient toujours pas refinancées en février 2015.

Les 21 et 27 mai 2009, nos facilités de crédit *Senior Term Loan B* et crédit renouvelable français avaient fait l'objet d'avenants. Ces avenants, s'inscrivant dans le cadre de la politique financière prudente du Groupe, ont eu pour principaux effets le remboursement anticipé de 100 millions de dollars US, l'augmentation de 1,0 % des taux d'intérêts bancaires applicables aux montants tirés de ces contrats de crédit et l'assouplissement de la plage des ratios financiers à respecter (covenants).

Le 12 décembre 2008 avait été signé un avenant aux dispositions respectives du contrat de crédit *Senior Term Loan B* signé le 12 janvier 2007 et du contrat de crédit syndiqué français signé le 7 février 2007. Les modifications apportées aux accords de financement avaient donné au Groupe une plus grande flexibilité en termes (i) d'acquisition de sociétés par voie d'offre publique, (ii) de rachats d'actions propres et (iii) de recapitalisation des filiales n'étant pas garantes dans le cadre des accords de financement.

Le 12 janvier 2007, le Groupe avait signé une convention de crédit sécurisée de 1 140 millions de dollars US avec Crédit Suisse, comme agent administratif et agent collatéral, et des prêteurs, organisant la mise à disposition d'une ligne de crédit *Senior Term Loan B* d'un montant de 1 000 millions de dollars US et d'une ligne de crédit renouvelable américaine de 140 millions de dollars US (dont une partie peut être utilisée pour l'émission de lettres de crédit). Le 29 juin 2007, le Groupe avait remboursé 100 millions de dollars US de la ligne de crédit *Senior Term Loan B*.

Les obligations de CGG Holding (U.S.) Inc. au titre de la convention de crédit sont garanties par CGG SA et certaines de ses filiales, en ce compris certaines des filiales de l'ancien groupe Veritas. Les titres de CGG Holding (U.S.) Inc. et de certaines autres des filiales directes de CGG SA sont nantis au profit des prêteurs ainsi que les titres de certaines des filiales directes de CGG Holding (U.S.) Inc. En outre, certaines des filiales garantes ont consenti des nantissements sur certains de leurs actifs corporels et incorporels, y compris (sans que cette liste soit exhaustive), certains navires, propriétés immobilières, droits minéraux, comptes bancaires et propriétés intellectuelles. Pour certaines des filiales, en particulier CGG Holding (U.S.) Inc. et certaines filiales américaines et canadiennes, le nantissement peut porter sur la quasi-totalité de leurs actifs.

## Facilité de crédit «French Revolver »

Le 31 juillet 2013, une facilité de crédit « French revolver » de 325 millions de dollars US sur 3 ans avec 2 options d'extension d'une année chacune a été conclue. A fin décembre 2013, 110 millions d'euros ont été tirés sur cette ligne de crédit.

Selon cet accord, les ratios suivants ont été définis :

- ^ le seuil maximal du ratio Dette financière nette sur EBITDA par trimestre et sur douze mois glissants a été fixé à 3,00 jusqu'au 30 Juin 2016 ;
- ^ le seuil minimal du ratio EBITDA rapporté aux charges d'intérêts par trimestre et sur douze mois glissants a été fixé à 4,00 jusqu'au 30 Juin 2016

Les ratios financiers sont respectés au 31 décembre 2013.

## Ligne de crédit renouvelable de 200 millions de dollars US (contrat de crédit syndiqué Français)

Le 18 juillet 2013, CGG a mis un terme à cette ligne de crédit lors de la mise en place de la nouvelle facilité de crédit « French Revolver » décrite immédiatement ci-dessus.

Durant l'année 2013, 85 millions d'euros ont été tirés et entièrement remboursés. Durant l'année 2012, 30 millions d'euros et 40 millions de dollars US ont été tirés et entièrement remboursés respectivement courant juin et novembre.

Le 21 décembre 2012, le crédit syndiqué français avait fait l'objet d'un avenant assouplissant certaines restrictions et autorisant l'acquisition de la division Géoscience de Fugro. Suite à cet avenant, le montant des investissements nets réalisés chaque année par le Groupe ne doit pas dépasser la plus forte des valeurs entre 750 millions de dollars US et 50 % de l'EBITDA.

Le 15 décembre 2011, les crédits syndiqués français et américain avaient été modifiés afin d'assouplir certaines restrictions et convenants.

Les covenants avaient été redéfinis comme suit : le montant des investissements nets réalisés chaque année par le Groupe ne doit pas dépasser la plus forte des valeurs entre 600 millions de dollars US et 50 % de l'EBITDA. L'investissement net signifie l'acquisition d'immobilisations moins les préfinancements des ventes multi-clients.

Le 4 novembre 2010, ce crédit renouvelable avait fait l'objet d'un avenant afin d'aligner le niveau des ratios financiers (covenants) à ceux de nos facilités de crédit *Senior Term Loan B* et d'étendre la maturité de 2 ans, de février 2012 à février 2014. L'avenant avait modifié les ratios financiers à respecter de la façon suivante :

- ^ le ratio dette financière nette / EBITDA est passé de 2,25 à 2,75 en 2010, baissant ensuite à 2,0 en 2014 ;
- ^ le ratio EBITDA / intérêts financiers passe de 4,0 à 3,50 en 2010 et augmente ensuite à 4,50 en 2014.

Suite à cet avenant, les taux d'intérêts avaient augmenté de 25 points de base à Libor +325, ajustés en fonction du rating de CGG par les agences de notation.

Deux avenants aux dispositions du crédit syndiqué avaient été signés les 21 et 27 mai 2009 et le 12 décembre 2008 : voir ci-dessus.

Le 7 février 2007, CGG SA avait signé une convention de crédit renouvelable de 200 millions de dollars US avec Natixis comme agent administratif et Crédit Suisse comme agent collatéral. Cette ligne de crédit, mobilisable en dollars US et en euros, a pour objet de financer les opérations courantes de l'emprunteur.

### **Prêt à terme et crédit renouvelable de 200 millions de dollars US**

Le 1er juillet 2013, une convention de crédit de 5 ans d'un montant de 200 millions de dollars US et garantie par des actifs (navires), a été signée afin notamment de rembourser l'échéance 2013 de notre crédit vendeur Fugro.

Un contrat de swap de taux d'intérêt a été contracté afin de figer le taux annuel à 4,4%.

Selon cet accord, les ratios financiers à respecter sont les suivants :

- ^ le seuil minimal de Trésorerie et équivalents de trésorerie est fixé à 75 millions de dollars US ;
- ^ le seuil maximum du ratio Dette financière nette sur EBITDA est fixé à 3,00 ;
- ^ et le seuil minimal du ratio EBITDA rapporté aux charges financières est fixé à 3,00.

Le solde restant à rembourser, au 31 décembre 2013 est de 186,5 millions de dollars US, net des frais d'émission.

Les ratios financiers sont respectés au 31 décembre 2013.

### **Facilité de crédit sécurisée de 25 millions de dollars US**

Le 19 décembre 2013, un contrat de prêt en plusieurs tirages d'un montant maximum de 25 millions de dollars US a été signé afin de financer l'acquisition d'équipements maritimes en un maximum de douze lots mensuels pendant une période d'un an. Ce prêt est remboursable sur 5 ans après la date limite de tirage. Au 31 décembre 2013, cette ligne n'était pas encore tirée.

### **Facilité de crédit sécurisée de 45 millions de dollars US**

Le 18 décembre 2013, cette facilité de crédit a fait l'objet d'un avenant afin d'aligner le niveau des ratios financiers (covenants) sur ceux du prêt à terme et crédit renouvelable de 200 millions de dollars US mentionné immédiatement ci-dessus. Le montant résiduel au 31 décembre 2013 est de 22,2 millions de dollars US.

Le 13 janvier 2011, la société Exploration Vessel Resources II AS avait signé une convention de crédit sécurisée de 45 millions de dollars US faisant l'objet d'une garantie émise en faveur des banques, et devant respecter des ratios financiers similaires à ceux de la facilité de crédit renouvelable américain.

### **Facilité de crédit sécurisée de 25 millions de dollars US**

Le 30 avril 2007, Geomar avait signé une convention de crédit sécurisée de 25 millions de dollars US. Cette ligne de crédit avait pour objet de refinancer le navire sismique *Alizé*. Cette ligne de crédit était tirée en totalité au 31 décembre 2007. Le montant résiduel au 31 décembre 2013 est de 1,8 millions de dollars US.

## **Autres emprunts**

### **Crédit vendeur accordé par Fugro**

Dans le cadre de l'acquisition de la Division Géoscience du groupe Fugro le 31 janvier 2013, Fugro a accordé au Groupe un crédit vendeur de 125 millions d'euros avec une maturité de 5 ans et portant intérêts au taux de 5,5% par an, porté à 225 millions d'euros lors de l'acquisition effective de l'activité aéroportée.

Le 21 août 2013, le Groupe a procédé au remboursement partiel du crédit vendeur de Fugro pour 112,5 millions d'euros. Le solde restant dû au 31 décembre 2013 s'élève à 112,5 millions d'euros.

Du fait de son activité internationale, le Groupe est exposé à des risques généraux liés aux opérations à l'étranger. Les principaux risques de marché auxquels le Groupe est exposé sont notamment l'évolution des taux d'intérêt et des taux de change. Le Groupe ne conclut pas de contrats d'instruments financiers à des fins spéculatives.

Pour une information détaillée, voir également le Chapitre 3 « Facteurs de risques » de notre document annuel de Référence.

### **Gestion du risque de change**

Voir également le chapitre 3.4.1 « Risque de change » du document annuel de référence.

CGG tire une partie substantielle de son chiffre d'affaires de ventes à l'étranger et est donc soumise aux risques relatifs aux fluctuations des taux de change. Les recettes et dépenses de CGG sont libellées de manière prépondérante en dollars US et en euros, et dans une moindre mesure en devises telles que le dollar canadien, le real brésilien, le dollar australien, la couronne norvégienne, le dollar singapourien, la livre sterling et le yuan chinois. Historiquement, une part importante du chiffre d'affaires facturé en euros par CGG est en fait dérivée de contrats contenant des prix en dollars US, dès lors que le dollar US sert souvent de monnaie de référence dans les réponses aux appels d'offres pour des contrats de fourniture de services géophysiques.

### **Analyse de sensibilité**

Les fluctuations du cours du dollar US par rapport aux autres devises, en particulier l'euro, ont eu et continueront à avoir un impact significatif sur nos résultats financiers qui étaient reportés en euros avant le 1er janvier 2012. Depuis cette date, la devise de présentation des états financiers du Groupe est le dollar US. Dès lors notamment que la plupart des appels d'offres pour des contrats d'acquisition auxquels participe le groupe CGG sont libellés en dollars US, l'appréciation de l'euro par rapport au dollar US nuit à la position concurrentielle du Groupe par rapport aux sociétés dont les coûts et les dépenses sont plus largement libellés en dollars US. À ce jour, la base de coût euro du groupe est estimée à 500 millions d'euros après prise en compte des couvertures. Aussi, une variation défavorable de 10 cents du dollar par rapport à l'euro diminuerait notre résultat d'exploitation et nos fonds propres de 50 millions de dollars.

À travers l'IAS 12, le Groupe se trouve par ailleurs sur le plan comptable exposé aux variations de change au niveau de l'imposition différée lorsque la monnaie fonctionnelle de l'entité propriétaire d'actifs non monétaires ne coïncide pas avec la monnaie fiscale.

### **Contrats de ventes à terme**

Le Groupe conclut également divers contrats pour couvrir les risques de change sur ses activités futures. Il mène notamment une politique de vente à terme de dollars US en fonction des excédents escomptés dans cette devise, compte tenu de son carnet de commandes à échéance de six mois en moyenne. Dans une moindre mesure, une politique de couverture similaire est appliquée aux excédents en livres sterling, en yuans chinois, couronne norvégienne, en dollars de Singapour et en francs suisses. Cette stratégie de réduction des risques de change a permis d'atténuer, sans l'éliminer, l'impact positif ou négatif de la variation des cours de change sur ces devises.

Le détail des contrats de vente à terme est le suivant :

	Au 31 décembre		
	2013	2012	2011
<b>Contrats de vente à terme de dollars US en euros</b>			
Montant notionnel (en millions de dollars US)	5,0	35,0	157,8
<i>dont ventes à terme éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	5,0	35,0	157,8
<i>dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	—	—
Échéance moyenne pondérée	11 jours	22 jours	57 jours
Taux de couverture moyen pondéré (US\$/€)	1,3711	1,2840	1,3492
<b>Contrats de vente à terme de dollars US en livres sterling</b>			
Montant notionnel (en millions de dollars US)	11,4	3,0	17,2
<i>dont ventes à termes éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	11,4	3,0	17,2
<i>dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	—	—
Échéance moyenne pondérée	21 jours	20 jours	41 jours
Taux de couverture moyen pondéré (US\$/£)	1,5919	1,6022	1,5635
<b>Contrats de vente à terme de dollars US en yuans chinois</b>			
Montant notionnel (en millions de dollars US)	5,4	2,0	21,5
<i>dont ventes à termes éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	5,4	2,0	21,5
<i>dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	—	—
Échéance moyenne pondérée	42 jours	29 jours	20 jours
Taux de couverture moyen pondéré (US\$/RMB)	0,1646	0,1595	0,1576
<b>Contrats de vente à terme de dollars US en dollars de couronne norvégienne</b>			
Montant notionnel (en millions de dollars US)	—	15,6	—
<i>dont ventes à terme éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	15,6	—
<i>dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	—	—
Échéance moyenne pondérée	—	21 jours	—
Taux de couverture moyen pondéré (US\$/NOK)	—	5,6505	—
<b>Contrats de vente à terme de dollars US en dollars de Singapour</b>			
Montant notionnel (en millions de dollars US)	7,9	8,2	2,3
<i>dont ventes à terme éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	7,9	8,2	2,3
<i>dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	—	—
Échéance moyenne pondérée	35 jours	38 jours	50 jours
Taux de couverture moyen pondéré (US\$/SGD)	0,7936	0,8199	0,7735
<b>Contrats de vente à terme de dollars US en francs suisses</b>			
Montant notionnel (en millions de dollars US)	—	1,1	3,8
<i>dont ventes à termes éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	1,1	3,8
<i>dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	—	—
Échéance moyenne pondérée	—	53 jours	41 jours
Taux de couverture moyen pondéré (US\$/CHF)	—	0,9120	0,8713
<b>Contrats de vente à terme de dollars US en dollars australien</b>			
Montant notionnel (en millions de dollars US)	1,8	—	—
<i>dont ventes à termes éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	1,8	—	—
<i>dont ventes à terme non éligibles à la comptabilité de couverture (couverture de flux)</i>	—	—	—
Échéance moyenne pondérée	24 jours	—	—
Taux de couverture moyen pondéré (US\$/AUD)	0,9085	—	—

L'impact des contrats de vente à terme sur les états financiers est le suivant :

	Au 31 décembre		
(En millions de dollars US)	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Montant au bilan des contrats de vente à terme de devises à la juste valeur (voir notes 5 et 12)	0,8	2,2	(6,0)
Profits (pertes) enregistrés en résultat (voir note 21)	1,9	0,8	4,8
Profits (pertes) enregistrés directement en capitaux propres (avant impôts différés)	—	3,7	(4,4)

Le tableau ci-dessus ne tient pas compte des instruments financiers des sociétés mises en équivalence.

Les profits (pertes) enregistrés en résultat pour ces entités sont inclus dans la ligne « résultat des sociétés mises en équivalence » du compte de résultat consolidé.

Les profits (pertes) enregistrés directement en capitaux propres sont présentés sur la ligne « quote-part de variation du résultat étendu des sociétés mises en équivalence » sur l'état du compte de résultat global consolidé.

## Contrats d'option d'achat

Le Groupe ne disposait d'aucun contrat d'option d'achat de devises aux 31 décembre 2013, 2012 et 2011

## Gestion du risque de taux

Voir également le chapitre 3 3 7 « Risque de taux » du document annuel de référence

La stratégie du Groupe est de gérer le risque de taux par l'utilisation maximale de dettes à taux fixe. Ainsi, l'exposition aux fluctuations des taux d'intérêts est limitée dans la mesure où 94% de la dette financière au 31 décembre 2013 est constituée d'emprunts obligataires à taux fixe ainsi que d'un certain nombre de contrats de crédit-bail et de lignes de crédit bancaires à moyen terme à taux fixes et de maturités variables. Cependant, le Groupe peut être amené à souscrire à une partie de ses dettes financières auprès d'institutions financières à taux d'intérêts variables indexés sur des durées de tirage allant d'un à douze mois, et il peut en résulter une variation de la charge d'intérêt correspondante en fonction de l'évolution des taux d'intérêt à court terme. Le Groupe peut également avoir recours à des contrats de swap de taux d'intérêts afin d'ajuster l'exposition lorsque les conditions de marché sont favorables.



## Analyse de sensibilité

Les sources de financement du Groupe CGG sont constituées d'emprunts garantis et de facilités de crédit soumis à des taux d'intérêts variables. En conséquence, les charges financières du Groupe peuvent augmenter si les taux d'intérêts augmentent. L'analyse de sensibilité porte sur une exposition nette après prise en compte des couvertures de 160 millions de dollars US. Ainsi, toute augmentation de 0,80% des taux d'intérêts augmenterait les produits financiers du Groupe de près de 1,3 million de dollars US par an, alors qu'une baisse de 0,80% diminuerait les charges d'intérêt de 1,3 million de dollars US.

## Contrats de cap de taux d'intérêts

Le Groupe ne dispose d'aucun contrat de cap de taux d'intérêt au 31 décembre 2013.

## Gestion du risque de crédit

Afin de minimiser le risque de crédit, ou risque de contrepartie, le Groupe conclut des contrats de couverture uniquement avec des institutions financières et des banques commerciales parmi les mieux évaluées. Bien que le risque de crédit puisse être formé par le coût de remplacement à la juste valeur estimée de l'instrument, le Groupe considère que le risque de subir une perte reste mineur, et que la perte en question ne serait de toute façon pas significative.

Les créances clients du Groupe ne représentent pas un risque de crédit significatif, du fait de la large variété de clients, des différents marchés dans lesquels le Groupe opère, et de sa présence dans plusieurs zones géographiques. Les deux plus importants clients du Groupe contribuent en 2013 pour respectivement 5,1% et 3,9% au chiffre d'affaires consolidé. Ils contribuaient respectivement pour 7,1 % et 5,8 % en 2012 et 13,0 % et 3,0 % en 2011.

## Gestion du risque de liquidité

Les principaux besoins financiers du Groupe sont liés au financement des opérations d'exploitation courantes, des investissements industriels (en particulier les opérations de réparations et d'amélioration de performances des navires sismiques), des investissements dans les études non exclusives, et des opérations d'acquisition.

Les opérations d'exploitation courante ainsi que le service d'intérêts de la dette sont financés par les flux de trésorerie provenant de l'exploitation. La capacité du Groupe à effectuer des remboursements réguliers du principal des emprunts, à payer d'éventuels intérêts exceptionnels, à restructurer son endettement, ou à financer ses investissements dépendra de ses performances futures, qui, dans une certaine mesure, restent liées à des facteurs économiques, financiers, de compétitivité, juridiques et de réglementation. Le Groupe considère que l'excédent de trésorerie provenant de l'exploitation, les ressources financières additionnelles générées par les émissions d'obligations et par les conventions de crédit renouvelable (165 millions de dollars pour le crédit US et 325 millions de dollars pour le crédit France) suffiront à couvrir ses besoins en liquidité pour les douze prochains mois (voir note 13).

Voir également le chapitre 3.3.6 « Risque de liquidité » du document annuel de référence.

## Impact et ventilation des instruments financiers sur le bilan

L'impact et la ventilation sur le bilan des instruments financiers du Groupe au 31 décembre 2013 se présentent comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre 2013							
	Hierarchie des justes valeurs	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs détenus en vue de la vente	Prêts, créances et dettes d'exploitation	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres non consolidés	Niveau 3	8,5	8,5		8,5			
Actifs financiers non courants	Niveau 3	39,3	39,3			39,3		
Clients et comptes rattachés	Niveau 3	987,4	987,4			987,4		
Actifs financiers courants	Niveau 2	1,8	1,8					1,8
Équivalents de trésorerie	Niveau 2	90,2	90,2	90,2				
Trésorerie	Niveau 2	439,9	439,9	439,9				
<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>1 567,1</b>	<b>1 567,1</b>	<b>530,1</b>	<b>8,5</b>	<b>1 026,7</b>		<b>1,8</b>
Dettes financières (note 13) <sup>1)</sup>	Niveau 2	2 723,4	3 367,8				2 723,4	
Fournisseurs et comptes rattachés	Niveau 3	557,6	557,6			557,6		
Passifs financiers courants	Niveau 2	1,0	1,0					1,0
<b>TOTAL PASSIFS</b>		<b>3 282,0</b>	<b>3 926,4</b>			<b>557,6</b>	<b>2 723,4</b>	<b>1,0</b>

Le classement des éléments du bilan selon la hiérarchie des justes valeurs n'a fait l'objet d'aucune modification.

## Valeurs de marché des instruments financiers

Les montants au bilan et la valeur de marché des instruments financiers du Groupe sont les suivants :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre 2013		Au 31 décembre 2012 (retraité)		Au 31 décembre 2011 (retraité)	
	Montant au bilan	Valeur de marché	Montant au bilan	Valeur de marché	Montant au bilan	Valeur de marché
Titres de placement et autres disponibilités	530,0	530,0	1 520,2	1 520,2	531,4	531,4
Découverts bancaires	4,5	4,5	4,2	4,2	6,0	6,0
Dettes financières	2 723,4	3 367,8	2 284,3	3 400,6	1 919,9	2 840,6
Contrats de vente à terme de devises	0,8	0,8	2,2	2,2	(6,0)	(6,0)

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs et passifs peut être considérée comme la valeur de marché la plus représentative, à l'exception des dettes financières.

Pour les emprunts bancaires à taux fixe, la valeur de marché a été estimée en fonction de l'actualisation des flux de trésorerie futurs (paiement des intérêts et remboursement du principal) aux taux d'intérêts de marché correspondant à leurs caractéristiques. Au 31 décembre 2013, le taux de marché utilisé pour actualiser les obligations à haut rendement est de 6,8 % (source Thomson Reuters), de 4,3 % (source BNP) pour les obligations convertibles, de 5,0% (source: Thomson Reuters) pour le prêt à terme et crédit renouvelable de 200 millions de dollars US, et de 5,75% (source: CA-CIB) pour le crédit vendeur accordé par Fugro.

La valeur de marché des contrats de vente à terme est estimée à partir des cours à terme, négociables sur les marchés financiers, pour des échéances comparables.

### NOTE 15 CAPITAL SOCIAL ET PLANS D'OPTIONS

Au 31 décembre 2013, le capital social de CGG SA se composait de 176 890 866 actions ordinaires de valeur nominale 0,40 euros. Au 31 décembre 2012, il se composait de 176 392 225 actions ordinaires et au 31 décembre 2011, de 151 861 932 actions ordinaires.

CGG cherche à optimiser de manière continue sa structure financière par un équilibre optimal entre son endettement financier net et ses capitaux propres totaux tels que figurant dans le bilan consolidé. Le Groupe gère sa structure financière et procède à des ajustements au regard de l'évolution des conditions économiques. Les objectifs, politiques et procédures de gestion sont demeurés identiques depuis plusieurs exercices. CGG SA n'est sujet à aucune exigence externe en termes de capitaux propres minimum, excepté les exigences légales.

#### Droits et privilèges associés aux actions ordinaires

Les actions ordinaires donnent droit à dividendes. Les actions ordinaires en nominatif détenues depuis plus de deux ans donnent un droit de vote double.

Les dividendes peuvent être distribués à partir des réserves disponibles de la société mère, en conformité avec la loi française et les statuts de la Société.

Au 31 décembre 2013, le montant des réserves libres de la société mère s'élevait à 2 313,6 millions d'euros (3 190,8 millions de dollars US).

Aucun dividende n'a été versé en 2013, 2012 et 2011.

#### Émission d'actions

En 2013, CGG SA a émis 498 641 actions ordinaires entièrement libérées liées aux opérations suivantes :

- ^ 122 561 actions ordinaires entièrement libérées, liées à des stock-options exercées ;
- ^ 376 080 actions ordinaires entièrement libérées, liées à l'attribution d'actions gratuites sous conditions de performance ;

#### Plans d'options

Suite à diverses résolutions adoptées par le Conseil d'administration, le Groupe a attribué des options de souscription d'actions ordinaires à certains de ses salariés, cadres et administrateurs.

Les options attribuées dans le cadre du plan de mai 2006 ont une durée de 8 ans. Les droits aux options ont été acquis par quart tous les ans à compter de mai 2006, lesdites options pouvant être exercées à tout moment mais les actions résultant de la levée desdites options ne pouvant quant à elles être vendues avant mai 2010. Des 1 012 500 options attribuées en mai 2006, 680 000 ont été attribuées aux dirigeants du Groupe.

Les options attribuées dans le cadre du plan de mars 2007 ont une durée de 8 ans. Les droits aux options sont acquis par tiers tous les ans à compter de mars 2007, lesdites options pouvant être exercées à tout moment à hauteur des droits acquis mais, pour les résidents fiscaux français, les actions résultant de la levée des dites options ne pouvant quant à elles être vendues avant le 24 mars 2011. Des 1 308 750 options attribuées en mars 2007, 675 000 ont été attribuées aux dirigeants du Groupe.

Les options attribuées dans le cadre du plan de mars 2008 ont une durée de 8 ans. Les droits aux options sont acquis par tiers pendant une période de 3 ans, lesdites options pouvant être exercées à tout moment à hauteur des droits acquis mais, pour les résidents fiscaux français, les actions résultant de la levée des dites options ne pouvant quant à elles être vendues avant le 14 mars 2012. Des 1 188 500 options attribuées en mars 2008, 584 742 ont été attribuées aux dirigeants du Groupe.

Les options attribuées dans le cadre du plan de mars 2009 ont une durée de 8 ans. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan. 1 002 000 actions ont été attribuées aux cadres dirigeants et autres salariés du Groupe, 200 000 options ont été attribuées au Président-Directeur Général, et 125 000 options au Directeur Général Délégué.

Le Conseil d'administration du 6 janvier 2010 avait décidé d'attribuer 220 000 options de souscription d'actions à un bénéficiaire. Le prix de souscription avait été fixé à 14,71 euros. Les options ont une durée de 8 ans ; 110 000 de ces options de souscription d'actions sont acquises immédiatement, 55 000 seront acquises le 7 janvier 2011 et 55 000 le 7 janvier 2012.

Le Conseil d'administration du 22 mars 2010 avait décidé d'attribuer :

- ^ 1 348 150 options de souscription d'actions à 338 bénéficiaires. Le prix de souscription avait été fixé à 19,44 euros. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les 3 premières années du plan ;

- ^ 200 000 options de souscription d'actions au Président-Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 19,44 euros. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les 3 premières années du plan, d'une durée de 8 ans. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants :
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services Sector<sup>SM</sup> (OSX<sup>SM</sup>),
  - » un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des mandataires sociaux.

Le 21 octobre 2010, le Conseil d'administration avait décidé d'attribuer 120 000 options de souscription d'actions à trois bénéficiaires. Le prix de souscription avait été fixé à 16,88 euros. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan.

Le 24 mars 2011, le Conseil d'administration avait décidé d'attribuer :

- ^ 964 363 options de souscription d'actions à 364 bénéficiaires. Le prix de souscription avait été fixé à 25,48 euros. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan ;
- ^ 66 667 options de souscription d'actions au Président et 133 333 options de souscription d'actions au Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 25,48 euros. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan, d'une durée de 8 ans. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants :
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services Sector<sup>SM</sup> (OSX<sup>SM</sup>),
  - » un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des mandataires sociaux.

Le prix d'exercice de chaque option est la valeur de marché moyenne de l'action établie durant les vingt jours de cotation se terminant le jour précédant la date d'attribution de l'option.

Le 26 juin 2012, le Conseil d'administration avait décidé d'attribuer :

- ^ 590 625 options de souscription d'actions à certains salariés du Groupe. Le prix d'exercice desdites options est de 18,77 €. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées). Les options ont une durée de 8 ans ;
- ^ 420 000 options de souscription d'actions aux membres du Comité Exécutif. Le prix d'exercice desdites options est de 18,77 €. Les options ont une durée de 8 ans. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance suivantes :
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action, en rythme annuel, sur la période d'acquisition des droits,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services Sector<sup>SM</sup> (OSX<sup>SM</sup>),
  - » un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des mandataires sociaux.
- ^ 200 000 options de souscription d'actions au Directeur Général et 100 000 options à chacun des Directeurs Généraux Délégués. Le prix d'exercice desdites options est de 18,77 €. Les options ont une durée de 8 ans. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance suivantes :
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action, en rythme annuel, sur la période d'acquisition des droits,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services Sector<sup>SM</sup> (OSX<sup>SM</sup>),
  - » un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des mandataires sociaux.

Le 24 juin 2013, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer :

- ^ 1 062 574 options de souscription d'actions à certains salariés du Groupe. Le prix d'exercice desdites options est de 18,47 €. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2015 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2017 (à hauteur de 25% des options attribuées). Les options ont une durée de 8 ans.
- ^ 180 000 options de souscription d'actions aux autres membres du Comité Corporate. Le prix d'exercice desdites options est de 18,47 €. Les options ont une durée de 8 ans. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2015 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2017 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance suivantes :
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action, en rythme annuel, sur la période d'acquisition des droits,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services Sector<sup>SM</sup> (OSX<sup>SM</sup>),
  - » un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des mandataires sociaux.
- ^ 200 000 options de souscription d'actions au Directeur Général et 100 000 options à chacun des Directeurs Généraux Délégués. Le prix d'exercice desdites options est de 18,47 €. Les options ont une durée de 8 ans. Les droits aux dites options sont acquises en trois fois, en juin 2015 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2017 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance suivantes :
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action, en rythme annuel, sur la période d'acquisition des droits,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
  - » un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services Sector<sup>SM</sup> (OSX<sup>SM</sup>),
  - » un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en dollars US et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des mandataires sociaux.

Le prix d'exercice de chaque option est la valeur de marché moyenne de l'action établie durant les vingt jours de cotation se terminant le jour précédant la date d'attribution de l'option.

Le tableau qui suit résume l'information relative aux options non exercées au 31 décembre 2013 :

	Options initialement attribuées	Options non exercées au 31/12/2013 <sup>(a)</sup>	Prix d'exercice <sup>(a)</sup> par action	Date d'expiration	Durée de vie résiduelle
Plan du 11 mai 2006	1 012 500	1 001 048	24,95 €	10 mai 2014	4,3 mois
Plan du 23 mars 2007	1 308 750	1 220 109	28,89 €	23 mars 2015	14,7 mois
Plan du 14 mars 2008	1 188 500	1 117 594	30,95 €	14 mars 2016	26,4 mois
Plan du 16 mars 2009	1 327 000	828 039	8,38 €	16 mars 2017	38,5 mois
Plan du 6 janvier 2010	220 000	231 538	13,98 €	6 janvier 2018	48,2 mois
Plan du 22 mars 2010	1 548 150	1 415 977	18,47 €	22 mars 2018	50,7 mois
Plan du 21 octobre 2010	120 000	126 291	16,05 €	21 octobre 2018	57,7 mois
Plan du 24 mars 2011	1 164 363	1 130 380	24,21 €	24 mars 2019	62,8 mois
Plan du 26 juin 2012	1 410 625	1 458 208	17,84 €	26 juin 2020	77,9 mois
Plan du 24 juin 2013	1 642 574	1 622 636	18,47 €	24 juin 2021	89,8 mois
<b>TOTAL</b>	<b>10 942 462</b>	<b>10 151 820</b>			

(a) Suite à l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription intervenue en octobre 2012, les plans d'options ont été ajustés de la manière suivante :

	Ajustement du nombre d'options au 23 octobre 2012	Prix d'exercice avant ajustement (€)	Prix d'exercice ajusté (€)
Plan du 11 mai 2006	1 001 048	26,26	24,95
Plan du 23 mars 2007	1 221 425	30,40	28,89
Plan du 14 mars 2008	1 120 226	32,57	30,95
Plan du 16 mars 2009	950 179	8,82	8,38
Plan du 6 janvier 2010	231 538	14,71	13,98
Plan du 22 mars 2010	1 430 622	19,44	18,47
Plan du 21 octobre 2010	126 291	16,88	16,05
Plan du 24 mars 2011	1 150 636	25,48	24,21
Plan du 26 juin 2012	1 483 424	18,77	17,84
<b>TOTAL</b>	<b>8 715 389</b>		

Le tableau suivant résume l'information relative à l'évolution des plans de stock-options au 31 décembre 2013, 2012 et 2011 :

	2013		2012 (retraité)		2011 (retraité)	
(En euros, sauf nombre d'options)	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice
Options non exercées en début d'exercice	8 711 012	21,67 €	7 062 320	23,16 €	6 428 504	22,17 €
Attributions	1 642 574	18,47 €	1 410 625	18,77 €	1 164 363	25,48 €
Ajustements liés à l'augmentation de capital			435 498	21,68 €		
Exercées	(122 561)	8,42 €	(132 758)	13,06 €	(318 823)	7,31 €
Échues non exercées	(79 205)	20,30 €	(64 673)	23,98 €	(211 724)	20,21 €
Options non exercées en fin d'exercice	10 151 820	21,33 €	8 711 012	21,67 €	7 062 320	23,16 €
Options exerçables en fin d'exercice	6 694 183	14,91 €	5 943 122	22,60 €	4 535 303	16,11 €

Le cours moyen de l'action CGG s'est élevé à 17,46 euros en 2013, 21,89 euros en 2012 et 20,17 euros en 2011.

## Actions gratuites sous conditions de performance

### Plan d'attribution du 24 mars 2011

Le 24 mars 2011, le Conseil d'administration avait décidé l'attribution de 488 586 actions gratuites sous conditions de performance, dont 13 750 attribuées au Président et 27 500 attribuées au Directeur Général. L'attribution définitive était soumise (i) la réalisation d'un EBIT net consolidé moyen sur les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2012 et (ii) la réalisation d'un EBITDAS moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Équipement, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs, sur les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2012. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Suite à l'augmentation de capital publique intervenue en octobre 2012, le nombre d'actions existantes ou à émettre au profit des bénéficiaires, en ce compris les Mandataires Sociaux et les membres du Comité Exécutif a été ajusté à 472 846.

Le Conseil d'administration du 27 février 2013 a constaté que les conditions de performance fixées pour le plan mis en place le 24 mars 2011 étaient partiellement remplies et que 376 080 actions ont été attribuées au titre de ce plan le 3 mai 2013.

## Plan d'attribution du 26 juin 2012

Le 26 juin 2012, le Conseil d'administration avait décidé l'attribution de 516 550 actions gratuites sous conditions de performance, dont 27 500 attribuées au Directeur Général, 11 250 attribuées à chacun des Directeurs Généraux Délégués, 57 000 attribuées aux membres du Comité Exécutif et 409 550 attribuées à certains employés. Cette attribution définitive interviendra sous réserve de la constatation par le Conseil d'administration de (i) la réalisation d'un Résultat retraité des Eléments Financiers net consolidé moyen sur les exercices clos le 31 décembre 2012 et 2013 et (ii) la réalisation d'un EBITDAS moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Équipement, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs, sur les exercices clos le 31 décembre 2012 et 2013. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Suite à l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription intervenue en octobre 2012, le nombre d'actions existantes ou à émettre au profit des bénéficiaires, en ce compris les Mandataires Sociaux et les membres du Comité Exécutif a été ajusté à 535 018.

Ces actions seront attribuées à l'issue d'une période d'acquisition de deux ans expirant à la plus tardive des deux dates suivantes, le 26 juin 2014 ou la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

## Unités de performance

### Plan d'attribution du 24 juin 2013

Le conseil d'administration de la Société, sur proposition du comité de nomination-rémunération a mis en place, le 24 juin 2013, un système de rémunération variable pluriannuelle sous la forme d'unités de performance, remplaçant les plans d'actions gratuites sous conditions de performance passés, et ce, avec un double objectif :

- mettre en place un système de rémunération variable harmonisé globalement et plus en ligne avec l'internationalisation croissante du groupe,
- lier plus étroitement la rémunération des principaux dirigeants avec la performance combinée du titre et la performance économique du groupe dans son ensemble et sur le moyen terme (3 ans).

Sont éligibles à ce système les membres du C-COM (incluant les mandataires sociaux) ainsi que les cadres dirigeants et les salariés ayant contribué aux performances du Groupe ou qui présentent un fort potentiel d'évolution au sein du Groupe.

Les unités de performance sont définitivement acquises aux bénéficiaires à l'issue d'une période de 3 ans à compter de la date d'attribution sous réserve du respect d'une condition de présence dans le groupe au moment de l'attribution définitive et de l'atteinte de conditions de performance. Ces conditions de performance sont liées à la réalisation d'objectifs groupe en matière de rentabilité des capitaux employés et de structure de bilan et à la réalisation d'objectifs financiers de chacune des divisions, en ligne avec les orientations stratégiques pour le groupe à 3 ans.

L'atteinte des objectifs groupe permet de déterminer un nombre d'unités de performance 2013 qui sera définitivement acquis aux Bénéficiaires à hauteur de 60%. L'acquisition du solde dépendra de l'atteinte des objectifs des divisions.

Les unités de performance définitivement acquises seront valorisées sur la base de la moyenne des cours de clôture de l'action CGG sur Euronext au cours des cinq jours de bourse précédant la date d'acquisition définitive. Le règlement des unités de performance interviendra pour moitié en numéraire et pour moitié en actions CGG existantes.

## Coût de compensation sur les options et actions gratuites sous condition de performance

Les hypothèses retenues pour évaluer les plans d'options 2011, 2012 et 2013, le plan 2012 d'attribution d'actions gratuites et le plan 2013 d'unités de performance sont reprises dans les tableaux suivants :

	Options attribuées	Volatilité	Taux sans risque	Prix d'exercice par actions (en euros)*	Durée de vie résiduelle (ans)	Juste valeur par action à la date d'attribution (en euros)	Dividendes
Plan d'options 2011	1 164 363	37%	2,52 %	25,48	4	8,48	0,0 %
Plan d'options 2012	1 410 625	42%	1,23 %	18,77	4	5,98	0,0 %
Plan d'options 2013	1 642 574	42%	1,11 %	18,47	4	5,14	0,0 %

\* Prix d'exercice ne tenant pas compte de l'ajustement opéré à la suite de l'augmentation de capital du 23 octobre 2012.

	Actions gratuites attribuées	Accomplissement des conditions de performance	Juste valeur par action à la date d'attribution (en euros)	Dividendes
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2012	516 550	35 % <sup>(b)</sup>	18,13 <sup>(a)</sup>	0,0 %
Plan d'unités de performance sous condition de performance 2013	625 500	50 % <sup>(b)</sup>	16,80 <sup>(a)</sup>	0,0 %

(a) Correspond au cours de clôture de l'action CGG en date d'attribution.

(b) Estimé.

Selon IFRS 2, la juste valeur des options attribuées depuis le 7 novembre 2002 est reconnue en charge sur la durée de vie du plan. Le détail de ces charges est présenté dans le tableau suivant :

(En millions de dollars US)	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Plan d'options 2008 <sup>(a)</sup>	—	—	0,4
Plan d'options 2009 <sup>(b)</sup>	—	0,1	0,6
Plan d'options 2010 <sup>(c)</sup>	0,6	3,2	7,6
Plan d'option 2011 <sup>(d)</sup>	1,7	4,3	5,6
Plan d'option 2012 <sup>(e)</sup>	3,8	1,9	—
Plan d'option 2013 <sup>(f)</sup>	1,8	—	—
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2009 <sup>(g)</sup>	—	—	0,1
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2010 <sup>(h)</sup>	—	0,1	(1,8)
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2011 <sup>(i)</sup>	1,9	9,9	3,2
Plan d'actions gratuites sous condition de performance 2012 <sup>(j)</sup>	1,7	1,4	—
Plan d'unités de performance sous condition de performance 2013 <sup>(k)</sup>	0,7	—	—
<b>Charge totale des transactions dénouées par remise d'instruments de capitaux propres</b>	<b>12,2</b>	<b>20,9</b>	<b>15,7</b>

(a) Dont 0,3 million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2011.

(b) Dont 0,1 million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2012 et 0,3 million de dollars en 2011.

(c) Dont 0,3 millions de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2013, 1,4 million de dollars en 2012 et 3,8 millions de dollars en 2011.

(d) Dont 1,1 millions de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2013, 2,9 millions de dollars 2012 et 3,8 millions de dollars en 2011.

(e) Dont 1,8 million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2013 et 0,9 million de dollars en 2012.

(f) Dont 0,6 million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2013.

(g) Néant.

(h) Dont (0,3) million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2011.

(i) Dont 0,5 millions de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2013, 2,4 millions de dollars en 2012 et 0,7 million de dollars en 2011.

(j) Dont 0,3 million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2013 et 0,3 millions de dollars en 2012.

(k) Dont 0,1 million de dollars pour les dirigeants du Groupe en 2013.

## NOTE 16 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le détail et la variation des provisions pour risques et charges s'établissent comme suit :

(En millions de dollars US)	Solde au 31/12/2012 (retraité)	Dotations	Reprise (utilisée)	Reprise (non utilisée)	Autres (a)	Solde au 31/12/2013
Provisions pour frais de restructuration	0,8	24,0	(5,2)	(12,9)	—	6,7
Provisions pour contrats déficitaires	4,8	35,0	(1,7)	—	—	38,1
Provisions pour litiges	2,1	0,8	(1,0)	—	0,2	2,1
Provisions pour risques fiscaux	—	—	—	—	6,3	6,3
Autres provisions relatives à des contrats	8,5	14,6	(10,7)	—	6,6	19,0
Provisions pour charge de démobilitation des navires	4,8	0,9	(0,5)	—	(4,3)	0,9
<b>Total provisions court-terme</b>	<b>21,0</b>	<b>75,3</b>	<b>(19,1)</b>	<b>(12,9)</b>	<b>8,8</b>	<b>73,1</b>
Provision pour unités de performance réglées en numéraire (note 15)	—	3,8	—	—	—	3,8
Provisions pour départ à la retraite	73,2	10,5	(13,0)	(2,5)	15,4	83,6
Provisions pour risques fiscaux	7,1	2,9	(2,3)	—	(1,7)	6,0
Provisions pour contrats défavorables	4,8	—	(5,0)	—	6,8	6,6
Provisions pour garantie clients	20,6	9,6	(12,4)	—	(0,1)	17,7
Provisions pour risques douaniers et autres impôts	17,8	8,5	(1,3)	—	(0,2)	24,8
<b>Total provisions long-terme</b>	<b>123,5</b>	<b>35,3</b>	<b>(34,1)</b>	<b>(2,5)</b>	<b>20,2</b>	<b>142,5</b>
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>144,5</b>	<b>110,6</b>	<b>(53,1)</b>	<b>(15,4)</b>	<b>29,0</b>	<b>215,6</b>

(a) Inclut les effets des variations de taux de change et des changements de périmètre, les reclassements entre comptes ainsi que les gains ou pertes de change actuariels.

### Provisions pour frais de restructuration

En 2013, une provision pour restructuration relative à l'acquisition de la Division Géoscience de Fugro a été comptabilisée

## Provisions pour contrats déficitaires

Une provision pour contrat déficitaire de 34,0 millions liée au plan de réduction de 25% de la flotte du groupe a été comptabilisée en 2013.

## Provisions pour garantie clients

Le poste « Provisions pour garantie clients » correspond aux garanties données par Sercel à ses clients externes.

## Provisions pour engagements de retraite

Le Groupe provisionne des engagements de retraite et autres avantages similaires qu'il accorde à ses salariés en France, aux Etats-Unis, aux Pays-Bas, au Royaume Uni, au Mexique et en Norvège.

De plus, un régime de retraite complémentaire a été mis en place en décembre 2004 pour les membres du Comité Exécutif et les membres du Directoire de Sercel Holding. En 2013, 4,6 millions de dollars US ont été versés et 6,9 millions de dollars US en 2011. Il n'a fait l'objet d'aucun versement en 2012.

Le Groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite sur la base des hypothèses actuarielles suivantes :

- prise en compte de facteurs de rotation du personnel et de mortalité ;
- âge de départ en retraite entre 60 et 65 ans pour la France, 67 ans pour la Norvège ;
- taux d'actualisation et taux moyen d'augmentation des émoluments futurs.

Au 31 décembre 2013, le montant de la provision pour engagement de retraite nette s'élève à 83,6 millions de dollars US.

Les engagements relatifs aux droits accumulés et les provisions constituées au titre de l'ensemble des engagements de retraite du Groupe se présentent comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre			
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)	2010 (retraité)
<b>Éléments enregistrés dans le bilan</b>				
Obligation <sup>(a)</sup>	163,0	145,5	115,9	117,1
Juste valeur des actifs de régime	(79,4)	(72,3)	(63,5)	(61,3)
<b>Obligation nette</b>	<b>83,6</b>	<b>73,2</b>	<b>52,4</b>	<b>55,8</b>
<b>Passif net (actif) enregistré dans le bilan</b>				
	<b>83,6</b>	<b>73,2</b>	<b>52,4</b>	<b>55,8</b>
<b>Éléments enregistrés en résultat de la période</b>				
Charge annuelle des prestations de services	5,7	4,4	4,9	4,0
Charge (produit) d'intérêt pour l'exercice	2,2	2,5	2,0	2,4
Effets des réductions/liquidations	(4,1)	—	(0,3)	(0,9)
Taxes	—	0,1	0,1	—
<b>Charge nette de la période</b>	<b>3,8</b>	<b>7,0</b>	<b>6,7</b>	<b>5,5</b>
<b>Variation de la provision enregistrée dans le bilan</b>				
<b>Provision au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>73,2</b>	<b>52,4</b>	<b>55,8</b>	<b>66,3</b>
Charge nette de la période	3,8	7,0	6,7	5,5
Écarts actuariels enregistrés en autres éléments du résultat global <sup>(b)</sup>	6,3	14,4	1,8	—
Cotisations payées	(6,6)	(1,4)	(7,3)	(6,1)
Paiement d'indemnités	(2,1)	(2,3)	(2,9)	(4,4)
Entrées de périmètre, reclassements et écarts de conversion	8,4	2,8	(1,3)	(4,1)
Autres	0,6	0,3	(0,4)	(1,4)
<b>Provision nette au 31 décembre</b>	<b>83,6</b>	<b>73,2</b>	<b>52,4</b>	<b>55,8</b>
<b>Variation de l'obligation</b>				
<b>Obligation au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>145,5</b>	<b>115,9</b>	<b>117,1</b>	<b>123,1</b>
Taxes	—	0,1	0,2	(0,2)
Charge annuelle des prestations de services	6,0	4,4	4,9	4,0
Cotisations payées	0,3	0,4	1,1	0,4
Charge d'intérêt pour l'exercice	5,2	5,6	5,6	5,5
Coût des services passés	(0,3)	—	—	—
Paiement d'indemnités	(7,2)	(2,7)	(15,3)	(4,8)
Écarts actuariels enregistrés en autres éléments du résultat global	7,1	16,0	4,5	2,8
Effets des réductions/liquidations	(6,4)	—	(0,6)	(5,7)
Entrées de périmètre, reclassements et écarts de conversion	12,2	5,8	(1,6)	(8,3)
Autres	0,6	—	—	0,3
<b>Engagement au titre des droits accumulés au 31 décembre</b>	<b>163,0</b>	<b>145,5</b>	<b>115,9</b>	<b>117,1</b>
<b>Variation des actifs de régime</b>				
<b>Juste valeur des actifs de régime au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>72,3</b>	<b>63,5</b>	<b>61,3</b>	<b>56,8</b>
Produit d'intérêt pour l'exercice	3,0	3,1	3,6	3,1
Cotisations payées	6,9	1,8	8,4	6,5
Paiement d'indemnités	(5,1)	(0,4)	(12,4)	(0,4)
Écarts actuariels enregistrés en autres éléments du résultat global	0,8	1,6	2,7	2,8
Effets des réductions/liquidations	(2,3)	—	(0,3)	(4,8)
Entrées de périmètre, reclassements et écarts de conversion	3,8	3,0	(0,3)	(2,6)
Autres	—	(0,3)	0,5	(0,1)
<b>Juste valeur des actifs de régime au 31 décembre <sup>(c)</sup></b>	<b>79,4</b>	<b>72,3</b>	<b>63,5</b>	<b>61,3</b>

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre			
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)	2010 (retraité)
<b>Paramètres de base utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite du Groupe :</b>				
Taux d'actualisation <sup>(d)</sup>	3,00 %	3,00 %	4,75 %	4,75 %
Taux moyen d'augmentation des émoluments futurs <sup>(e)</sup>	3,31 %	3,04 %	2,93 %	2,89 %

- (a) En 2013, l'obligation s'élève à 163,0 millions de dollars US, dont 54,3 millions de dollars US pour des plans à prestations définies non couverts (46,9 millions de dollars US en 2012, 37,1 millions de dollars US en 2011 et 39,4 millions de dollars US en 2010).

La durée moyenne des régimes d'indemnités de fin de carrière est de 15,3 ans au 31 décembre 2013 et de 16,6 ans au 31 décembre 2012.

**(b) Autres éléments du résultat global**

Au 31 décembre 2013, le total cumulé des pertes actuarielles enregistrées dans les autres éléments du résultat global s'élève à 22,8 millions de dollars US.

L'estimation des écarts actuariels enregistrés en autres éléments du résultat global est déterminée comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre	
	2013	2012 (retraité)
<b>Écarts actuariels enregistrés en autres éléments du résultat global</b>		
Ajustements issus de l'expérience	4,0	—
Changement d'hypothèses démographiques	3,1	4,8
Changement d'hypothèses financières	(0,1)	11,8
Écarts actuariels sur les fonds de préfinancement	(0,7)	(2,2)
<b>Sous-total enregistré en autres éléments du résultat global</b>	<b>6,3</b>	<b>14,4</b>

**(c) Actifs de régime**

Les principales catégories d'actifs exprimées en pourcentage de la juste valeur des actifs de régime sont les suivantes :

	Au 31 décembre			
	2013	2012	2011	2010
Actions	48 %	47 %	35 %	45 %
Obligations	22 %	22 %	29 %	50 %
Immobilier	8 %	8 %	4 %	4 %
Autres	22 %	23 %	32 %	1 %

**(d) Taux d'actualisation**

Le taux d'actualisation pour les entités de la zone euro est de 3,00 %. Il a été déterminé par référence aux taux suivants au 31 décembre 2013 :

- ^ Bloomberg Corporate 15 ans : 3,02 % ;
- ^ IBOXX 10 + AA : 3,17 % ;
- ^ IBOXX 10 + AA financier : 3,31 % ;
- ^ IBOXX 10 + AA Non financier : 3,03 %.

Pour les entités hors zone euro, les taux d'actualisation utilisés sont de 4,65% pour le Royaume-Uni, de 4,45 % pour les États-Unis, 3,5 % pour la Norvège et 7,50% pour le Mexique.

Une augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation entraînerait une diminution de l'obligation de 5,8 millions de dollars US, tandis qu'une diminution de 0,25 % du taux d'actualisation entraînerait une augmentation de l'obligation de 6,4 millions de dollars US.

Une variation de de 0,25 % du taux d'actualisation aurait un impact non significatif sur la charge annuelle des prestations de services et sur charge ou le produit d'intérêt de l'exercice (impact calculé inférieur à 0,3 millions de dollars US).

**(e) Émoluments futurs**

Une augmentation de 0,25 % du taux moyen d'augmentation des émoluments futurs entraînerait une augmentation de l'obligation de 3,6 millions de dollars US, tandis qu'une diminution de 0,25 % entraînerait une diminution de l'obligation de 3,4 millions de dollars US.

Une variation de de 0,25 % du taux moyen d'augmentation des émoluments futurs aurait un impact non significatif sur la charge annuelle des prestations de services et sur charge ou le produit d'intérêt de l'exercice (impact calculé inférieur à 0,3 millions de dollars US).

**NOTE 17 AUTRES PASSIFS NON COURANTS**

Le détail des autres passifs non-courants se présente comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Dépôts et garanties reçus	—	—	4,4
Subventions d'État à la recherche	4,2	5,5	6,7
Intéressement et participation des salariés	37,5	41,1	38,7
<b>AUTRES PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>41,7</b>	<b>46,6</b>	<b>49,8</b>



## NOTE 18 ENGAGEMENTS AU TITRE D'OBLIGATIONS CONTRACTUELLES, ENGAGEMENTS HORS BILAN ET RISQUES

Les obligations contractuelles du Groupe sont présentées dans le tableau suivant :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Obligations liées aux dettes financières	3 388,8	3 013,5	2 606,8
Obligations issues des locations-financements	120,3	136,6	170,8
Obligations issues des locations simples <sup>(a)</sup>	-1 211,1	1 174,3	1 100,3
<b>TOTAL</b>	<b>4 720,2</b>	<b>4 324,4</b>	<b>3 877,9</b>

(a) Y compris 807,4 millions de dollars US relatifs aux contrats d'affrètement « coque nue » des navires sismiques en 2013, 898,3 millions de dollars US en 2012 et 863,5 millions de dollars US en 2011.

Le tableau suivant présente sur les périodes à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 31 décembre 2013 :

(En millions de dollars US)	Paiements dus par période				Total
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans	
Obligations liées aux dettes financières :					
Remboursements dettes à taux fixe	60,7	879,1	547,6	1 146,5	2 633,8
Remboursements dettes à taux variable <sup>(a)</sup>	161,5	14,6	-	-	176,2
Intérêts sur emprunts obligataires	126,8	225,6	117,7	108,7	578,8
<b>Total obligations liées aux dettes financières</b>	<b>349,0</b>	<b>1 119,3</b>	<b>665,3</b>	<b>1 255,2</b>	<b>3 388,8</b>
Obligations issues des locations-financements :					
Obligations issues des locations-financements à taux fixe	15,2	30,2	30,0	44,9	120,3
Obligations issues des locations-financements à taux variable	-	-	-	-	-
<b>Total obligations issues des locations-financements</b>	<b>15,2</b>	<b>30,2</b>	<b>30,0</b>	<b>44,9</b>	<b>120,3</b>
Obligations issues des locations simples <sup>(b)</sup> :					
Contrats d'affrètement coque nue des navires	227,9	250,4	177,0	152,1	807,4
Obligations issues des locations simples	84,7	112,4	78,5	128,1	403,7
<b>Total obligations issues des locations simples</b>	<b>312,6</b>	<b>362,8</b>	<b>255,5</b>	<b>280,2</b>	<b>1 211,1</b>
<b>TOTAL OBLIGATIONS CONTRACTUELLES <sup>(c)</sup></b>	<b>676,8</b>	<b>1 512,3</b>	<b>950,8</b>	<b>1 580,3</b>	<b>4 720,2</b>

(a) Les paiements futurs sont déterminés sur la base des taux variables en vigueur au 31 décembre 2013.

(b) Inclut le contrat marine d'une durée de 5 ans signé le 28 juin 2011 avec Bourbon pour six nouveaux navires dont 3 délivrés en 2013.

(c) Les paiements futurs en devises sont convertis en dollars sur la base des taux de change du 31 décembre 2013.

### Obligations contractuelles — locations-financements

Le Groupe a des engagements sur des contrats long-terme concernant principalement des terrains, bâtiments et équipements géophysiques. Les dates d'expiration de ces différents contrats de crédit-bail s'étendent entre une et les dix prochaines années.

Au 31 décembre 2013, la réconciliation entre les obligations issues des locations-financements et les dettes de crédit-bail se présente comme suit :

(En millions de dollars US)	Moins d'un an	1-5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Obligations issues des locations-financements</b>	<b>15,2</b>	<b>60,2</b>	<b>44,9</b>	<b>120,3</b>
Effet de l'actualisation	(6,2)	(13,6)	(15,6)	(35,4)
Option d'achat du siège social	-	-	36,3	36,3
<b>DETTES DE LOCATIONS-FINANCEMENTS (VOIR NOTE 13)</b>	<b>9,0</b>	<b>46,6</b>	<b>65,6</b>	<b>121,2</b>

### Obligations contractuelles — locations simples

Les contrats de locations simples correspondent principalement aux contrats d'affrètement « coque nue » des navires sismiques, aux équipements géophysiques et aux bureaux et matériels informatiques.

Le coût total des locations est de 586,8 millions de dollars US en 2013, 466,1 millions de dollars US en 2012 et 445,6 millions de dollars US en 2011.

### Contrats de crédit

Voir note 13.

## Garanties

Les garanties émises sont les suivantes :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
<b>Opérations</b>			
Garanties émises en faveur des clients <sup>(a)</sup>	789,0	720,2	577,1
Autres garanties et divers engagements <sup>(b)</sup>	215,0	184,2	220,5
<b>Financement</b>			
Garanties émises en faveur des banques <sup>(c)</sup>	1,5	3,9	3,3
<b>TOTAL</b>	<b>1 005,5</b>	<b>908,3</b>	<b>800,9</b>

- (a) Les garanties en faveur des clients concernent principalement des cautions données dans le cadre d'appels d'offres ou de la réalisation de contrats.
- (b) Liées essentiellement à des garanties données en faveur des douanes et des administrations locales dans des filiales étrangères et sociétés liées.
- (c) Les garanties en faveur des banques concernent principalement la mise en place de lignes de découverts bancaires.

En décembre 2011, le contrat d'affrètement du navire *Elnusa Finder*, d'une durée de 8 ans, était été transféré à la joint-venture PT Elnusa-CGGVeritas Seismic. Dans le cadre de cette transaction, le Groupe avait émis une garantie au profit du propriétaire du navire (Swire Pacific Offshore) à hauteur de l'engagement, estimé à 62 millions d'euros. Cette garantie a fait l'objet d'une contre-garantie émise par notre partenaire PT Elnusa Tbk à hauteur de sa participation dans la joint-venture. Le 13 juillet 2012, le contrat d'affrètement du navire avait été retransféré à la société Exploration Investment Ressources II, filiale consolidée par intégration globale. Le navire a été renommé *Pacific Finder*.

Les échéances concernant les engagements donnés dans le cadre de l'activité sont présentées dans le tableau suivant :

(En millions de dollars US)	France				Total
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans	
<b>Opérations</b>					
Garanties émises en faveur des clients	680,3	52,8	3,4	52,5	789,0
Autres garanties et divers engagements	108,9	10,2	0,6	95,3	215,0
<b>Financement</b>					
Garanties émises en faveur des banques	1,5	-	-	-	1,5
<b>TOTAL</b>	<b>790,7</b>	<b>63,0</b>	<b>4,0</b>	<b>147,8</b>	<b>1 005,5</b>

## Autres

Le 28 juin 2013, une extension du contrat d'affrètement du navire *Venturer* a été signée pour une année supplémentaire jusqu'en décembre 2014.

Les navires sismiques *Bergen Surveyor* et *Geo Atlantic* ont été restitués à leur propriétaire respectivement le 17 octobre 2013 et le 30 octobre 2013.

Il n'existe pas d'engagement hors bilan significatif non décrit ci-dessus selon les normes comptables en vigueur.

## Litiges et autres risques

Le Groupe est défendeur dans des litiges liés à l'activité courante. L'issue de ces procès et actions en responsabilité n'est pas connue à ce jour. Le Groupe estime que les éventuels coûts en résultant, compensés par les indemnités d'assurance ou autres remboursements, ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur ses résultats consolidés ou sur sa position financière.

### *Demandes d'informations du Bureau of Industry and Security du Département du Commerce américain*

Afin de fournir des réponses précises et complètes à des demandes d'informations formulées par des représentants du *Bureau of Industry and Security* (BIS) du Département du Commerce américain, nous avons procédé à une revue des circonstances entourant certaines expéditions faites à destination de nos navires opérant dans les eaux cubaines ou à leur proximité. Au cours de cette revue, nous avons découvert que, en dépit des précautions que nous avons prises, certaines expéditions pouvaient ne pas avoir été effectuées dans le respect de nos procédures internes et avoir potentiellement violé la réglementation américaine relative aux exportations et embargos commerciaux. Nous avons fourni au BIS l'ensemble des informations requises à ce jour et coopérons pleinement avec l'Administration. Nous avons, en outre, informé de façon volontaire l'*US Office of Foreign Assets Control*.

Le Groupe estime que les éventuels coûts en résultant ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur ses résultats ou sur sa situation financière.

Jusqu'au 1<sup>er</sup> février 2013, l'information financière était précédemment présentée conformément à l'organisation du groupe en deux secteurs d'activité : les services géophysiques et les équipements géophysiques. Compte tenu de l'acquisition de la division Géoscience de Fugro le 31 janvier 2013, le Groupe a changé son organisation ainsi que la façon dont la performance est mesurée. Depuis le 1<sup>er</sup> février 2013, le Groupe est organisé en trois divisions qui sont les secteurs utilisés dans notre reporting financier. Ces secteurs sont :

- **Acquisition** qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
  - Acquisition marine : services d'acquisition sismique menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ou pour le compte de notre activité Multi-client ;
  - Acquisition terrestre et aéroportée : autres services d'acquisition sismique menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ou pour le compte de notre activité Multi-client ;
  - **Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »)**. Ce secteur opérationnel regroupe les activités données multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous menons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive); et Imagerie et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques; solutions de gestion de données géologiques).
- **Équipement**, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine. Nous opérons cette activité au travers de notre filiale Sercel.

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Par ailleurs, en plus de notre réorganisation en trois secteurs, le résultat avant charges d'intérêts et d'impôts (« EBIT ») a remplacé le résultat d'exploitation comme principal indicateur de performance du Groupe en raison d'une part significative de nos activités gérées au travers de nos sociétés mises en équivalence. L'EBIT est défini comme le résultat d'exploitation plus le résultat des sociétés mises en équivalence.

L'information par secteur d'activité des périodes précédentes a été retraitée afin de refléter les nouveaux secteurs d'activité.

Les ventes internes entre les trois secteurs d'activité sont effectuées aux prix du marché et correspondent principalement à des ventes de matériels effectuées par le secteur Equipement pour le secteur Acquisition, et à des services rendus par le secteur Acquisition pour le secteur GGR relatifs à la librairie multi-clients sismique.

Ces revenus inter-secteurs et le résultat opérationnel en découlant sont éliminés en consolidation, et présentés dans la colonne « Éliminations et autres ».

Les ventes inter-secteurs du secteur Equipement et le résultat opérationnel en découlant, sont éliminés en consolidation et présentés comme suit dans les tableaux ci-dessous : (i) l'EBIT relatif à notre secteur Acquisition est présenté après élimination des dépenses d'amortissement correspondant aux marges inter segments incluses dans les immobilisations vendues par le secteur Équipement au secteur Acquisition; et (ii) les dépenses en immobilisation de notre secteur Acquisition sont présentées après élimination de la marge inter-secteur.

L'EBIT inclut des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne "Éliminations et autres" dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs sont suivis au niveau de la société-mère.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux actifs financiers et disponibilités. Le Groupe ne présente pas ces actifs par zone géographique.

Les capitaux employés représentent le total des actifs hors trésorerie et équivalents de trésorerie, moins (i) les passifs courants hors concours bancaires et dettes financières court terme et (ii) les passifs non courants hors dettes financières.

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires et le résultat avant intérêts et taxes par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par zone géographique (localisation client). En 2013, les deux clients les plus importants du Groupe représentent respectivement 5,1% et 3,9% du chiffre d'affaires consolidé en 2013 contre 7,1% et 5,8% en 2012 et 13,0% et 3,0% en 2011.

## Analyse par secteur d'activité

2013

En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	Éliminations et autres				Total consolidé
	Acquisition	GGR	Équipement	autres	
<b>Chiffre d'affaires tiers</b>	<b>1 635,5</b>	<b>1 296,0</b>	<b>834,3</b>	<b>—</b>	<b>3 765,8</b>
Chiffre d'affaires inter secteur	590,5	—	210,6	(801,1)	—
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>2 226,0</b>	<b>1 296,0</b>	<b>1 044,9</b>	<b>(801,1)</b>	<b>3 765,8</b>
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(1 106,0)	(62,8)	(44,2)	—	(1 213,0)
Dotation aux amortissements multi-clients	—	(398,7)	—	—	(398,7)
Résultat des sociétés mises en équivalence <sup>(a)</sup>	22,2	0,2	—	(21,8)	0,6
<b>Résultat avant intérêts et taxes<sup>(b)</sup></b>	<b>(744,0)</b>	<b>317,2</b>	<b>293,0</b>	<b>(260,5)</b>	<b>(394,3)</b>
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) <sup>(c)</sup>	249,8	49,6	55,0	(7,2)	347,2
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients	—	479,4	—	—	479,4
<b>Capitaux employés</b>	<b>2,4</b>	<b>2,8</b>	<b>0,9</b>	<b>—</b>	<b>6,1</b>
<b>Total actifs identifiables</b>	<b>3,1</b>	<b>3,1</b>	<b>1,2</b>	<b>0,3</b>	<b>7,7</b>

- (a) La quote part du groupe du résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'est élevé à (0,7) million de dollars US pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.
- (b) Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, l'EBIT du secteur Acquisition inclut (800,0) millions de dollars US d'éléments exceptionnels : (i) un montant de (721,0) millions de dollars US lié à l'activité Marine, dont (139,0) millions de dollars US de dépréciations d'actifs et provisions pour contrats déficitaires et (582,0) millions de dollars US de dépréciations d'écarts d'acquisition en raison du plan de réduction de 25% de la flotte et d'un changement des perspectives de marché; et (ii) un montant de (79,0) millions de dollars US de dépréciations d'actifs et d'écarts d'acquisition relatifs à l'activité Terrestre en raison des conditions de marché plus difficiles.

L'EBIT du secteur GGR comprend un gain de 19,8 millions de dollars US relatif à la vente de notre participation dans la société Spectrum ASA.

La colonne « Éliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (54,0) millions de dollars US, des éliminations inter secteur pour (189,1) millions de dollars US, et des éléments exceptionnels relatifs à la transaction avec Fugro pour (17,4) millions de dollars US incluant : (i) une plus-value de 84,5 millions de dollars US générée par les apports du Groupe lors de la création de la joint-venture Seabed Geosolutions BV ; compensée par (ii) la quote-part du résultat de la joint-venture Seabed Geosolutions BV mise en équivalence pour (21,8) millions de dollars US ; et (iii) des frais d'acquisition et d'intégration, nets de reprises de provisions, de (80,1) millions de dollars US dont (41,1) millions relatifs à l'activité Marine et principalement à la flotte Fugro acquise.

- (c) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent les coûts de développement capitalisés de (56,9) millions de dollars US pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

2012 (retraité)

En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	Éliminations et autres				Total consolidé
	Acquisition	GGR	Équipement	autres	
<b>Chiffre d'affaires tiers</b>	<b>1 507,3</b>	<b>949,5</b>	<b>953,7</b>	<b>—</b>	<b>3 410,5</b>
Chiffre d'affaires inter secteur	370,9	—	250,6	(621,5)	—
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>1 878,2</b>	<b>949,5</b>	<b>1 204,3</b>	<b>(621,5)</b>	<b>3 410,5</b>
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(258,2)	(36,5)	(43,3)	(30,0)	(368,0)
Dotation aux amortissements multi-clients	—	(340,9)	—	—	(340,9)
Résultat des sociétés mises en équivalence <sup>(a)</sup>	34,1	3,3	—	—	37,4
<b>Résultat avant intérêts et taxes<sup>(b)</sup></b>	<b>20,5</b>	<b>182,7</b>	<b>380,4</b>	<b>(215,6)</b>	<b>368,0</b>
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) <sup>(c)</sup>	296,3	33,4	44,1	(5,0)	368,8
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients	—	363,8	—	—	363,8
<b>Capitaux employés</b>	<b>2,9</b>	<b>1,8</b>	<b>0,7</b>	<b>—</b>	<b>5,4</b>
<b>Total actifs identifiables<sup>(d)</sup></b>	<b>3,3</b>	<b>2,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,5</b>	<b>6,8</b>

- (a) Y compris 49,2 millions de dollars US de résultat opérationnel pour l'année 2012.
- (b) Y compris des frais de siège s'élevant à (53,8) millions de dollars US pour l'année 2012 et (30,0) millions de dollars US de dépréciation de la marque Veritas.
- (c) Y compris des coûts de développement capitalisés pour un total de (29,1) millions de dollars US pour l'année 2012.
- (d) Y compris des actifs nets correspondant à nos activités apportées, reclassées en « actifs détenus en vue de la vente » pour un montant de 376,4 millions de dollars US en 2012 (voir note 5).

2011 (retraité)

En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)				Éliminations et autres	Total consolidé
	Acquisition	GGR	Équipement		
<b>Chiffre d'affaires tiers</b>	1 350,5	939,0	891,4	—	3 180,9
Chiffre d'affaires inter secteur	167,7	—	250,6	(418,3)	—
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>1 518,2</b>	<b>939,0</b>	<b>1 142,0</b>	<b>(418,3)</b>	<b>3 180,9</b>
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(245,0)	(47,6)	(51,1)	—	(343,7)
Dotation aux amortissements multi-clients	—	(285,3)	—	—	(285,3)
Résultat des sociétés mises en équivalence <sup>(a)</sup>	15,4	1,0	—	—	16,4
<b>Résultat avant intérêts et taxes<sup>(b)</sup></b>	<b>(178,9)</b>	<b>229,1</b>	<b>354,0</b>	<b>(180,6)</b>	<b>223,6</b>
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) <sup>(c)</sup>	338,7	31,0	27,1	(31,2)	365,6
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients	—	203,2	—	—	203,2
<b>Capitaux employés</b>	<b>2,9</b>	<b>1,8</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>5,3</b>
<b>Total actifs identifiables</b>	<b>3,5</b>	<b>2,0</b>	<b>0,9</b>	<b>0,2</b>	<b>6,6</b>

(a) Y compris 17,4 millions de dollars US de résultat opérationnel pour l'année 2011.

(b) Y compris des frais de siège s'élevant à (57,4) millions de dollars US pour l'année 2011.

(c) Y compris des coûts de développement capitalisés pour un total de (23,0) millions de dollars US pour l'année 2011.

### Analyse du chiffre d'affaires par zone géographique (de destination)

(En millions de dollars US)	2013		2012 (retraité)		2011 (retraité)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Amérique du Nord	872,2	23,2%	730,3	21,4 %	704,8	22,2 %
Amérique latine	309,9	8,2%	499,7	14,7 %	641,0	20,2 %
Europe, Afrique et Moyen-Orient	1 666,2	44,2%	1 245,8	36,5 %	1 134,5	35,6 %
Asie-Pacifique	917,5	24,4%	934,7	27,4 %	700,6	22,0 %
<b>TOTAL CONSOLIDÉ</b>	<b>3 765,8</b>	<b>100%</b>	<b>3 410,5</b>	<b>100 %</b>	<b>3 180,9</b>	<b>100 %</b>

Le chiffre d'affaires de la France est de 38,6 millions de dollars US pour l'exercice clos au 31 décembre 2013.

### Analyse du chiffre d'affaires par catégorie

(En millions de dollars US)	2013		2012 (retraité)		2011 (retraité)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Ventes de biens et équipements	825,7	21,9%	913,4	26,8 %	857,2	27,0 %
Ventes de prestations de services <sup>(a)</sup>	2 674,8	71,1%	2 281,0	67,2 %	1 962,7	61,7 %
Après-ventes d'études multi-clients	259,9	6,9%	208,0	5,8 %	334,9	10,5 %
Loyers et locations	5,4	0,1%	8,1	0,2 %	26,1	0,8 %
<b>TOTAL CONSOLIDÉ</b>	<b>3 765,8</b>	<b>100%</b>	<b>3 410,5</b>	<b>100 %</b>	<b>3 180,9</b>	<b>100 %</b>

(a) Inclus les services rendus et les royalties.

## NOTE 20 COÛTS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement s'analysent de la manière suivante

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Frais de recherche et développement	(181,0)	(135,1)	(117,2)
Frais de développement capitalisés	56,9	29,1	23,0
<b>Dépenses de recherche et développement</b>	<b>(124,1)</b>	<b>(106,0)</b>	<b>(94,2)</b>
Aide à la recherche constatée en résultat	18,2	13,2	17,2
<b>COÛTS NETS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT</b>	<b>(105,9)</b>	<b>(92,8)</b>	<b>(77,0)</b>

Les coûts de recherche et développement se rapportent principalement :

^ pour les segments Acquisitions & GGR, à des projets rattachés aux activités Traitement de données et Acquisition Marine ;

^ pour le segment Équipements, à des projets relatifs aux systèmes d'enregistrement de données sismiques.

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Dépréciation des écarts d'acquisitions	(640,0)	—	—
Dépréciation d'actifs	(130,0)	(30,0)	—
Charges de restructuration	(5,6)	(6,9)	(21,8)
Variation des provisions pour restructuration	(40,0)	6,1	24,4
Autres produits (charges) non récurrents	(21,8)	(6,1)	3,3
<b>Éléments non récurrents nets</b>	<b>(837,4)</b>	<b>(36,9)</b>	<b>5,9</b>
Gains (pertes) de change sur contrats de couverture	1,9	0,8	4,8
Plus (moins) values sur cessions d'actifs	90,3	9,4	23,6
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS (CHARGES) NET</b>	<b>745,2</b>	<b>(26,7)</b>	<b>34,3</b>

## Exercice clos le 31 décembre 2013

### Dépréciation des écarts d'acquisitions

En 2013, des dépréciations d'écarts d'acquisitions ont été comptabilisées pour un montant de 640,0 millions de dollars US dont 582,0 millions de dollars US relatifs à l'activité Marine en raison du plan de réduction de 25% de la flotte et d'un changement des perspectives de marché ; et 58,0 millions de dollars US relatifs à l'activité Terrestre en raison des conditions de marchés plus difficiles (voir note 11).

### Dépréciation d'actifs

Le groupe a également comptabilisé des dépréciations de navires et d'équipements sismiques pour 105,0 millions de dollars US et des dépréciations de fichiers clients Terrestre pour 21,0 millions de dollars US (voir notes 9 et 19).

### Variation des provisions pour restructuration

Une provision pour contrat déficitaire de 34,0 millions liée au plan de réduction de 25% de la flotte du groupe a été comptabilisée en 2013 (voir note 16).

### Autres produits (charges) non récurrents

Les « Autres produits (charges) non récurrents » correspondent essentiellement aux frais d'acquisition de la Division Géoscience de Fugro.

### Plus ou moins-values sur cessions d'actifs

En 2013, ce poste inclut un gain de 84,5 millions de dollars US réalisé lors de l'apport de nos activités Shallow Water et OBC à la joint-venture Seabed Geosolutions BV créée avec Fugro le 16 Février 2013 (voir note 2).

Il comprend également une plus-value d'un montant de 19,8 millions de dollars US provenant de la vente de l'intégralité de notre participation résiduelle dans Spectrum ASA à un prix par action de 47,50 NOK (voir note 2), et la mise au rebut de matériel géophysique.

## Exercice clos le 31 décembre 2012

### Plan de performance 2012

En 2012, le Groupe décaissait 6,9 millions de dollars US au titre du plan de performance 2010. Ces coûts avaient été compensés par les reprises de provisions correspondantes.

### Plus ou moins-values sur cessions d'actifs

En 2012, les plus-values sur cessions d'actifs comprenaient une plus-value d'un montant de 15,0 millions de dollars US provenant de la vente des titres Spectrum. Un gain de 6,1 millions de dollars US était également réalisé lors de l'apport du navire sismique Amadeus à notre joint-venture vietnamienne avec PTSC au cours du 1er trimestre (voir note 2).

Ce poste incluait également la mise au rebut de matériel géophysique pour un montant de 10,6 millions de dollars US.

### Autres produits (charges) non récurrents

Ce poste incluait les frais engagés dans le cadre de l'acquisition de la Division Géoscience de Fugro pour un montant de 6,3 millions de dollars US.

Une dépréciation d'un montant 30 millions de dollars US relative à la marque Veritas avait également été constituée suite à la décision de changement du nom du groupe.

## Exercice clos le 31 décembre 2011

### Plan de performance 2011

En 2011, le Groupe avait décaissé 20,9 millions de dollars US au titre du plan de performance 2010. Ces coûts avaient été compensés par les reprises de provisions correspondantes.

## Plus ou moins-values sur cessions d'actifs

En 2011, les plus-values sur les actifs comprenaient la plus-value d'un montant de 10,9 millions de dollars US provenant de la cession d'actifs à Norfield AS. Un gain de 18,8 millions de dollars US avait également été réalisé lors de l'apport de notre bibliothèque multi-clients marine 2D à Spectrum ASA, ainsi qu'un gain de 4,2 millions de dollars US lors de la vente des actions Cybernetix (voir note 2).

Ce poste incluait également des sorties d'actifs principalement liées à des incidents impliquant nos navires sismiques (6,7 millions de dollars US). Les indemnités correspondantes perçues des assurances d'un montant de 4,2 millions de dollars US étaient présentées en « autres produits (charges) non récurrents ».

## NOTE 22 COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le coût de l'endettement financier net inclut l'ensemble des charges relatives aux dettes financières (celles-ci incluant les emprunts obligataires, les prêts et découverts bancaires, les contrats de crédit-bail), net des produits financiers provenant des dépôts bancaires et valeurs mobilières de placement.

Le coût de l'endettement financier s'analyse comme suit :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Charges d'intérêt relatives aux dettes financières	(179,4)	(151,5)	(149,0)
Amortissement des frais d'émission des emprunts	(13,9)	(7,5)	(28,2)
Produits financiers sur dépôts bancaires et valeurs mobilières de placement	1,6	2,3	2,7
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>(191,7)</b>	<b>(156,7)</b>	<b>(174,5)</b>

Le 21 août 2013, CGG a procédé au remboursement anticipé de 125 millions de dollars U.S sur un montant total de 350 millions de dollars U.S. de l'emprunt Senior 9½% à échéance 2016. L'amortissement accéléré des frais d'émission lié à ce remboursement anticipé s'élève à 4,3 millions de dollars US et est inclus dans la ligne «Amortissement des frais d'émission des emprunts » du tableau ci-dessus.

Le 1<sup>er</sup> mars 2011, le Groupe avait remboursé 460 millions de dollars US sur les 530 millions de l'emprunt obligataire portant intérêt à 7 1/2 % et à échéance 2015. Le 30 juin 2011, le Groupe avait remboursé les 70 millions de dollars US restants. Un amortissement accéléré des frais d'émission d'emprunt liés de 6,2 millions de dollars US avait été comptabilisé sur l'exercice dans la ligne «Amortissement des frais d'émission des emprunts » du tableau ci-dessus.

Le 2 juin 2011, le Groupe avait remboursé intégralement les 508 millions de dollars US de la ligne de crédit *Term Loan B* en émettant un emprunt obligataire à échéance 2021. Un amortissement accéléré des frais d'émission d'emprunt liés de 15,4 millions de dollars US avait été comptabilisé sur l'exercice dans la ligne «Amortissement des frais d'émission des emprunts » du tableau ci-dessus.

## NOTE 23 AUTRES PRODUITS (CHARGES) FINANCIERS

Les autres produits et autres charges financiers se décomposent de la manière suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Gains et pertes de change, nets	(4,6)	0,7	21,9
Autres produits (charges) financiers nets	(17,7)	(20,4)	(21,1)
<b>AUTRES PRODUITS (CHARGES) FINANCIERS NETS</b>	<b>(22,3)</b>	<b>(19,7)</b>	<b>0,8</b>

Les autres charges financières comprennent les coûts d'un prêt relais, mis en place initialement pour financer une partie de l'acquisition de la Division Géoscience de Fugro (voir note 2), de respectivement 3,7 millions de dollars US et 12 millions de dollars US en 2013 et 2012.

En 2013, les autres charges financières comprennent en outre la pénalité pour remboursement partiel anticipé de l'emprunt obligataire à échéance 2016 pour 5,9 millions de dollars US.

## NOTE 24 IMPÔTS

Le produit (charge) d'impôt total se détaille ainsi :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
<b>France</b>			
Charge courante	—	(9,9)	(13,2)
Ajustements sur la charge d'impôt reconnue dans la période pour les périodes antérieures	5,4	3,9	(10,2)
Impôts différés — différences temporelles nées sur l'exercice <sup>(a)</sup>	11,8	(9,9)	(8,1)
Impôts différés reconnus dans la période pour les périodes antérieures <sup>(b)</sup>	(21,6)	(18,6)	66,1
Impôts différés sur variations de change	16,6	2,6	(1,5)
<b>Total France</b>	<b>12,2</b>	<b>(31,9)</b>	<b>33,1</b>
<b>Étranger</b>			
Charge courante <sup>(c)</sup>	(110,7)	(107,7)	(117,5)
Ajustements sur la charge d'impôt reconnue dans la période pour les périodes antérieures	2,8	0,1	(4,6)
Impôts différés — différences temporelles nées sur l'exercice	21,1	45,1	32,6
Impôts différés reconnus dans la période pour les périodes antérieures	(6,2)	(8,1)	(5,8)
Impôts différés sur variations de change	(2,1)	3,3	(0,9)
<b>Total Étranger</b>	<b>(95,1)</b>	<b>(67,3)</b>	<b>(96,2)</b>
<b>PRODUIT (CHARGE) D'IMPÔT TOTAL</b>	<b>(82,9)</b>	<b>(99,2)</b>	<b>(63,1)</b>

(a) En 2013, la succursale française de l'entité Néerlandaise a rejoint le groupe fiscal France.

(b) En 2013, comprend une reprise d'impôt différé actif sur déficits fiscaux reportables pour un montant de 19,9 millions de dollars US. En 2012, comprenait une reprise d'impôt différé actif de 14,5 millions de dollars US liée à la correction du déficit du groupe fiscal français suite à un ajustement du carry back et du crédit d'impôt recherche. En 2011, comprenait un impôt différé actif de 73,0 millions de dollars US reconnu sur le montant résiduel des déficits reportables du groupe fiscal français, sur la base d'une nouvelle planification fiscale 2012-2015.

(c) Comprend les retenues à la source.

CGG SA et ses filiales calculent l'impôt sur les bénéfices conformément aux législations fiscales des nombreux pays où le Groupe opère. Les régimes fiscaux et les taux d'impôt en vigueur varient largement d'une législation à l'autre. À l'étranger, l'impôt sur le bénéfice est souvent calculé sur la base d'un résultat estimé et exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, tel que défini par les autorités fiscales locales.

La grande mobilité de l'activité d'acquisition de données sismiques ne permet pas de considérer que la charge d'impôt de l'exercice est indicatrice de la charge d'impôt relative aux exercices futurs.

La réconciliation entre le produit (charge) d'impôt dans le compte de résultat et le produit (charge) d'impôt théorique est présentée ci-dessous :

(En millions de dollars US)	2012		
	2013	(retraité)	2011 (retraité)
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>(691,2)</b>	<b>92,4</b>	<b>(13,2)</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>(82,9)</b>	<b>(99,2)</b>	<b>(63,1)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(608,3)</b>	<b>191,6</b>	<b>49,9</b>
<b>Différences sur les bases imposables :</b>			
Résultat des mises en équivalence	(0,6)	(37,4)	(16,4)
<b>Base imposable théorique</b>	<b>(608,9)</b>	<b>154,2</b>	<b>33,5</b>
Taux d'impôt applicable en France	38,00%	36,10%	36,10 %
<b>Impôt théorique</b>	<b>231,4</b>	<b>(55,6)</b>	<b>(12,1)</b>
<b>Différences sur les impôts :</b>			
Écarts de taux entre le taux français et les taux étrangers	(4,3)	25,6	1,0
Quote-part de frais et charges sur dividendes	(4,7)	(1,5)	(5,3)
Ajustements sur la charge d'impôt reconnue dans la période pour les périodes antérieures	8,2	4,0	(14,9)
Ajustements sur la charge d'impôt différé reconnue dans la période pour les périodes antérieures <sup>(a)</sup>	(27,9)	(26,7)	59,8
Autres différences permanentes <sup>(b)</sup>	(269,7)	(33,1)	(50,7)
Impôts différés non reconnus sur les pertes de l'exercice du groupe d'intégration fiscale français	(20,2)	—	—
Impôts différés non reconnus sur les pertes de l'exercice de sociétés étrangères <sup>(c)</sup>	(10,3)	(12,4)	(27,1)
Impôts différés non reconnus en résultat sur les exercices antérieurs	3,0	0,7	10,0
Impôt courant et différé sur le résultat d'Argas (mise en équivalence) <sup>(d)</sup>	(3,0)	(6,1)	(1,4)
Impôt différé sur les effets de variation de taux de change <sup>(e)</sup>	14,6	5,9	(4,6)
Autres <sup>(f)</sup>	—	—	(17,8)
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>(82,9)</b>	<b>(99,2)</b>	<b>(63,1)</b>

(a) En 2013, comprend une reprise d'impôt différé actif des déficits fiscaux reportables pour un montant de 19,9 millions de dollars US. En 2012, comprenait une reprise d'impôt différé actif de 14,5 millions de dollars US liée à la correction du déficit du groupe fiscal français suite à l'ajustement du carry back et du crédit d'impôt recherche. En 2011, comprenait un impôt différé actif de 73,0 millions de dollars US reconnu sur le montant résiduel des déficits reportables du groupe fiscal français.

(b) En 2013, les différences permanentes incluent principalement la dépréciation de l'écart d'acquisition de l'activité Acquisition pour 640 millions de dollars US. Les différences permanentes incluent également les retenues à la source.

(c) Correspond à l'impôt différé non reconnu sur les pertes de l'exercice de certains pays compte tenu des incertitudes à court et moyen terme.

(d) CGG SA, en tant qu'actionnaire d'Argas, est directement redevable à hauteur de sa quote-part de l'impôt sur les bénéfices d'Argas en Arabie Saoudite.

(e) Correspond à la variation de taux de change liée à la conversion en monnaie fonctionnelle des comptes sociaux des entités françaises et norvégiennes.

(f) En 2011, comprenait l'impact de la réintégration fiscale de 10 % du montant de la plus-value sur cession de titres de participation.



## Déficits fiscaux reportables

Les reports déficitaires utilisables et non activés au 31 décembre 2013 s'élèvent à 285,2 millions de dollars US.

Ils viendront à échéance selon le calendrier suivant :

(En millions de dollars US)	France	Étranger
2014	—	5,0
2015 et au-delà	—	98,0
Utilisables sans limite	64,4	118,3
<b>TOTAL</b>	<b>64,4</b>	<b>221,3</b>

Le Groupe provisionne les actifs d'impôt différé nets sur les pertes reportables des entités avec un historique de pertes récurrentes, sans perspective probables d'utilisation de ces déficits ou pour lesquels il existe un litige avec l'administration fiscale.

## Impôts différés actifs et passifs

Les impôts différés actifs et passifs se présentent comme suit :

(En millions de dollars US)	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Reports fiscaux déficitaires activés	151,7	137,7	143,0
Impôts différés actifs relatifs aux différences temporelles	70,9	33,7	45,8
<b>Total impôts différés actifs</b>	<b>222,6</b>	<b>171,4</b>	<b>188,8</b>
Impôts différés passifs relatifs aux différences temporelles	148,9	106,0	104,4
<b>Total impôts différés passifs</b>	<b>148,9</b>	<b>106,0</b>	<b>104,4</b>
<b>TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS, NET</b>	<b>73,7</b>	<b>65,4</b>	<b>84,4</b>

Les impôts différés actifs et passifs nets se réconcilient de la façon suivante :

(En millions de dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Provisions non déductibles (y compris provisions pour retraite et participation)	50,8	52,1	60,0
Immobilisations corporelles	93,0	100,0	68,3
Effets des variations des taux de change non reconnus en résultat	6,1	(2,2)	(5,3)
Études multi-clients (y compris revenus différés)	(60,9)	(86,5)	(50,2)
Actifs réévalués dans le cadre d'une acquisition	(102,1)	(83,2)	(78,3)
Coûts de développement capitalisés	(22,4)	(15,1)	(11,5)
Autres revenus différés	(7,8)	(10,1)	(14,2)
Emprunts convertibles et autres instruments financiers, yc couverture des investissements dans une activité à l'étranger	(42,5)	(60,9)	(32,0)
Autres	7,8	33,6	4,6
<b>Total impôts différés actifs (passifs) nets des impôts différés passifs (actifs) sur différences temporelles</b>	<b>(78,0)</b>	<b>(72,3)</b>	<b>(58,6)</b>
Reports fiscaux déficitaires activés	151,7	137,7	143,0
<b>TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS (PASSIFS) NETS DES IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS (ACTIFS)</b>	<b>73,7</b>	<b>65,4</b>	<b>84,4</b>

L'impact de l'intégration des entités Fugro acquises le 31 Janvier est non significatif.

Au 31 décembre 2013, les impôts différés actifs (passifs) par groupe fiscal se présentent de la façon suivante :

(En millions de dollars US)	France	Norvège	États-Unis	Autres	Total
Impôts différés actifs nets (passifs) sur différences temporelles	7,6	3,4	(101,8)	12,8	(78,0)
Impôts différés actifs sur report déficitaires activés	98,8	27,6	—	25,3	151,7
<b>TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS (PASSIFS)</b>	<b>106,4</b>	<b>31,0</b>	<b>(101,8)</b>	<b>38,1</b>	<b>73,7</b>

Les impôts différés reconnus sur les déficits fiscaux sont indéfiniment recouvrables.

Les impôts différés actifs sur les déficits reportables du groupe fiscal français ont été reconnus sur la base de la planification fiscale révisée 2014-2018

## Contrôles fiscaux et litiges

### États-Unis

Le contrôle fiscal de la société CGGServic es Holding (U.S.) Inc. portant sur l'exercice 2007 a été étendu aux exercices 2008-2011 avec un périmètre d'audit limité. La vérification sur place est terminée et la procédure est toujours en cours jusqu'à la réception des conclusions sur le litige concernant CGG Americas.

Le redressement proposé dans le cadre du contrôle fiscal de CGG Americas portant sur les exercices 2006 et 2007 est contesté par le Groupe. Il n'est pas attendu de conséquences significatives. Toutes les requêtes, les motions, les objections et les réfutations ont été remplies courant 2012 et une décision de la Cour est attendue pour 2014.

CGG Holding (U.S.) Inc. a reçu un avis de redressement d'un montant de 3,4 millions de dollars US au titre de la taxe de l'État du Texas concernant les exercices 2007 et 2008. Le Groupe a contesté cette position devant la Cour Civile. Les objections ont été déposées en juin 2013 et ont été favorables au Groupe, le jugement a eu lieu en février 2014. Le groupe est maintenant en attente de la décision.

## Brésil

La municipalité de Rio de Janeiro (Brésil) a réclamé 48 millions de dollars US (103 millions de real brésiliens) à Veritas do Brazil et 30 millions de dollars US (63 millions de real brésiliens) à CGG do Brazil au titre de la taxe sur les services (ISS) pour les années 2001 à 2008, ce que le Groupe a contesté.

La Cour d'Appel a rendu des décisions en faveur de Veritas Do Brazil en août 2011 et mai 2012. La municipalité a fait appel de la décision auprès de la Cour Suprême en juin 2012, et Veritas Do Brazil a présenté son mémoire en défense en août 2012. La Cour de Justice Supérieure a rejeté le droit de la Municipalité de faire appel sur ce litige. La Municipalité de Rio peut faire appel de cette décision auprès de la cour suprême.

Suite à un contrôle conduit en 2012 sur l'exercice 2009, CGG do Brazil a été redressé d'un montant de 7,9 millions de dollars US au titre de la retenue à la source et de 5,3 millions de dollars US au titre de la CIDE. Ce redressement a été contesté par le Groupe. Il n'y a pas eu d'évènement nouveau sur ce litige en 2013.

## Moyen-Orient

En Égypte, les négociations avec les autorités fiscales concernant les 25 millions de dollars US d'impôts réclamés sur le chiffre d'affaires passé, sans déduction des charges encourues, n'ont abouti à aucune nouvelle décision en 2013. Le jugement du Groupe est que ce litige ne devrait pas avoir de conséquences significatives.

## Inde

Le Groupe est en litige avec l'administration fiscale indienne sur les règles spécifiques régissant toute activité connexe à l'exploration pétrolière (soumis à une retenue à la source de 4,2 %) pour les années 2006 à 2010. L'administration fiscale indienne a en effet modifié son interprétation en imposant une retenue à la source de 10 % sans qu'aucun texte officiel n'ait été publié. L'ensemble du secteur sismique est concerné, et ce dossier doit être présenté devant la Cour Suprême indienne.

En janvier 2012, le *Delhi Income Tax Appellate Tribunal* a rendu une décision défavorable sur la base d'hypothèses que nous ne considérons pas refléter la situation actuelle du Groupe. CGG a fait appel de cette décision auprès de la *Nainital High Court*. L'audience n'a pas pu se tenir en 2013.

Néanmoins, en décembre 2012, dans le cadre d'un litige similaire au notre, la Cour Suprême de Delhi a rendu un jugement en faveur d'une société sismique. Ce jugement atteste officiellement que les activités sismiques sont assujetties au régime spécifique abstraction faite du cadre légal régissant l'exercice de ces activités sur le territoire indien.

Le jugement du Groupe est que ce litige ne devrait pas avoir de conséquences significatives.

## NOTE 25 EFFECTIFS DU GROUPE

La ventilation des effectifs du Groupe est la suivante :

	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Personnel statut France	1 960	1 929	1 828
Personnel contrat local	7 728	5 631	5 370
<b>TOTAL EFFECTIFS</b>	<b>9 688</b>	<b>7 560</b>	<b>7 198</b>
<i>dont personnel terrain :</i>	<i>1 617</i>	<i>1 500</i>	<i>1 476</i>

Le total des coûts de personnel employé s'élevait à 1 142,6 millions de dollars US en 2013, 911,5 millions de dollars US en 2012 et 905,8 millions de dollars US en 2011.

2 305 personnes ont rejoint le Groupe suite à l'acquisition de la division Géoscience de Fugro.

A compter du 1<sup>er</sup> février, le Comité Exécutif du Groupe est remplacé par le Comité Corporate ou « C-Com », présidé par le Directeur Général et regroupant les deux Directeurs Généraux Délégués du Groupe ainsi que les responsables des Divisions.

La rémunération des membres du C-Com pour l'année 2013 et le Comité Exécutif pour les exercices 2012 et 2011 est la suivante :

(En dollars US)	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Avantages court terme <sup>(1)</sup>	4 714 636	8 337 564	10 354 542
Jetons de présence	967 542	941 700	1 024 561
Avantages postérieurs à l'emploi — retraite <sup>(2)</sup>	69 015	62 293	79 388
Avantages postérieurs à l'emploi — retraite complémentaire <sup>(3)</sup>	954 088	1 221 058	1 266 967
Rémunération en actions <sup>(4)</sup>	4 495 433	7 254 272	8 834 400

(1) Hors charges patronales.

(2) Coût des services rendus et charge d'intérêt.

(3) Coût des services rendus, charge d'intérêt du plan de retraite complémentaire mis en place fin 2004.

(4) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'options sur titres et des plans d'actions gratuites sous conditions de performance.

## Indemnité contractuelle de rupture en cas de cessation des fonctions

### A. Directeur Général

Le Conseil d'administration du 10 mai 2012 ayant renouvelé le mandat de M. Jean-Georges MALCOR pour une durée de deux ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013, a également renouvelé pour la durée de ce mandat, les termes et conditions des avantages consentis à M. Jean-Georges MALCOR en cas de cessation de son mandat social tels qu'ils avaient été arrêtés par le Conseil d'administration du 24 février 2011 et ratifiés par l'assemblée générale mixte du 4 mai 2011. Ces avantages ont été ratifiés par l'assemblée générale du 3 mai 2013.

Ils présentent les caractéristiques suivantes :

► M. Jean-Georges MALCOR ne bénéficie d'une indemnité contractuelle de rupture qu'en cas de départ contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie. Le montant de cette indemnité est fixé à la différence entre :

(a) un montant brut égal à 200 % de la rémunération fixe versée par la Société au cours de douze mois précédents sa date de départ, auquel s'ajoute la moyenne de la rémunération variable versée par la Société à M. Jean-Georges MALCOR au titre des exercices échus au cours de la période de trente-six mois précédant la date de départ de M. Jean-Georges MALCOR (ci-après la « Rémunération annuelle de référence ») ; et

(b) toutes sommes auxquelles M. Jean-Georges MALCOR pourrait prétendre du fait de la cessation de son mandat social, en particulier, l'indemnité susceptible d'être versée au titre de son engagement de non-concurrence.

Le montant total de l'indemnité spéciale de rupture est donc plafonné à 200 % de la Rémunération annuelle de référence ;

► conformément aux dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, le versement de l'indemnité contractuelle de rupture est soumis à la réalisation des conditions de performance suivantes appréciées au regard des performances de la Société :

\* la moyenne du ratio entre le cours de l'ADS CGG et celui de l'indice PHLX Oil Service Sector<sup>SM</sup> (« OSX<sup>SM</sup> ») au cours des soixante jours de bourse précédant la date de départ de M. Jean-Georges MALCOR doit être au moins égale aux deux tiers de la moyenne du même ratio évaluée sur la même période de soixante jours de bourse quatre ans avant la date de départ,

\* la moyenne du ratio entre le cours de l'action CGG et celui de l'indice SBF 120 au cours des soixante jours de bourse précédant la date de départ de M. Jean-Georges MALCOR doit être au moins égale aux deux tiers de la moyenne du même ratio évaluée sur la même période de soixante jours de bourse quatre ans avant la date de départ,

\* la moyenne des taux de marge d'EBITDAS au cours des quatre années précédant la date de départ de M. Jean-Georges MALCOR doit être supérieure à 25 %.

Le paiement de l'intégralité du montant de l'indemnité est subordonné à la réalisation de deux conditions sur trois. Dans l'hypothèse où une seule condition serait remplie, M. Jean-Georges MALCOR n'aurait alors droit qu'à 50 % de ce montant.

Enfin, le Conseil d'administration devra constater, conformément aux dispositions dudit article L. 225-42-1 du Code de commerce, préalablement au versement de l'indemnité spéciale de rupture, (i) que les conditions de performance décrites ci-dessus sont bien remplies et (ii) que l'indemnité spéciale de rupture est conforme au Code de gouvernement d'entreprise en vigueur à la date du départ de l'intéressé.

### B. Directeurs Généraux Délégués

Les avantages consentis à MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER en cas de départ du Groupe ont été approuvés par le Conseil d'administration du 29 février 2012 et ratifiés par l'assemblée générale du 10 mai 2012. Ils présentent les caractéristiques suivantes :

MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER ne bénéficient d'une indemnité contractuelle de rupture qu'en cas de départ contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie. Le montant de cette indemnité est fixé à la différence entre

(i) un montant brut égal à 200 % de leur rémunération annuelle de référence et

(ii) toutes sommes auxquelles MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER pourraient prétendre en cas de départ du Groupe, en particulier l'indemnité susceptible d'être versée au titre de leur engagement de non-concurrence à laquelle il est fait référence ci-après.

Le montant total de l'indemnité spéciale de rupture est donc plafonné à 200 % de la rémunération annuelle de référence.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, le versement de l'indemnité contractuelle de rupture est soumis à la réalisation d'une condition de performance appréciée au regard des performances de la Société sur la base de la réalisation d'au moins deux des trois objectifs suivants :

► la moyenne du ratio entre le cours de l'ADS CGG et celui de l'indice PHLX Oil Service Sector<sup>SM</sup> (« OSX<sup>SM</sup> ») au cours des soixante jours de bourse précédant la date de départ de MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER doit être au moins égale aux deux tiers de la moyenne du même ratio quatre ans auparavant ;

- ▶ la moyenne du ratio entre le cours de l'action CGG et celui de l'indice SBF 120 au cours des soixante jours de bourse précédant la date de départ de MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER doit être au moins égale aux deux tiers de la moyenne du même ratio quatre ans auparavant ;
- ▶ la moyenne de marge d'EBITDAS au cours des quatre années précédant la date de départ de MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER doit être supérieure à 25 %.

Le paiement de l'intégralité du montant de l'indemnité est subordonné à la réalisation de deux conditions sur trois. Dans l'hypothèse où seule une de ces conditions serait remplie, MM. Stéphane-Paul FRYDMAN et Pascal ROUILLER n'auraient alors droit qu'à 50 % de l'indemnité spéciale de rupture.

Enfin, le Conseil d'administration devra constater, conformément aux dispositions dudit article L. 225-42-1 du Code de commerce, préalablement au versement de l'indemnité spéciale de rupture, (i) que les conditions de performance décrites ci-dessus sont bien remplies et (ii) que l'indemnité spéciale de rupture est conforme au Code de gouvernement d'entreprise en vigueur à la date du départ de l'intéressé.

Les transactions du Groupe avec des sociétés liées se font dans le cadre de contrats conclus aux conditions de marché.

(En millions de dollars US)

	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
Ventes de matériel géophysique à Argas	1,4	10,9	4,2
Location de matériel et prestations de conseil à Argas	9,7	10,4	15,2
Revenus d'affrètement de l'Alizé perçus de LDA	15,3	12,2	13,8
Services rendus à Gardline CGG Pte Ltd.	—	3,3	—
Location de matériel et prestations de conseil à PTSC CGGV Geophysical Survey Company	27,8	13,6	—
Location de matériel et prestations de conseil à PT Elnusa-CGGVeritas Seismic	—	6,0	17,3
Location de matériel et prestations de conseil à Seabed Geosolutions BV	11,9	—	—
<b>Produits</b>	<b>66,1</b>	<b>56,4</b>	<b>50,5</b>
Location de matériel auprès d'Argas	4,4	6,2	8,7
Coûts d'affrètement et de gestion vis-à-vis de LDA	22,0	34,3	28,1
Coûts d'affrètement vis-à-vis d'Eidesvik Seismic Vessels AS	14,6	14,6	17,3
Coûts d'affrètement vis-à-vis d'Oceanic Seismic Vessels AS	18,1	15,4	4,5
Achats de prestations de services à CGG Eidesvik Ship Management AS	80,3	67,8	9,0
Achats de prestations de services à GeofieLD Ship Management Services SAS	11,3	—	—
Achats de prestations de services à PT Elnusa-CGGVeritas Seismic	—	10,8	13,5
Achats de matériel géophysique à Tronic's	5,0	10,9	8,8
Location de matériel auprès de PTSC CGGV Geophysical Survey Company	42,6	23,4	—
Achat de prestations de services à Gardline CGG Pte Ltd.	1,7	5,6	1,4
<b>Charges</b>	<b>200,0</b>	<b>189,0</b>	<b>91,3</b>
Créance commerciale sur Argas	8,0	6,9	4,0
Créance commerciale sur PT Elnusa-CGGVeritas Seismic	5,1	6,1	14,7
Créance commerciale sur PTSC CGGV Geophysical Survey Company	1,8	4,2	—
Créance commerciale sur LDA	10,6	11,9	7,1
Créance commerciale sur Seabed Geosolutions BV	8,5	—	—
<b>Clients et comptes rattachés</b>	<b>34,0</b>	<b>29,1</b>	<b>25,8</b>
Contrat d'intermédiaire avec Seabed Geosolutions B.V.	5,0	—	—
Contrat d'intermédiaire avec Argas	5,4	—	—
<b>Autres Actifs</b>	<b>10,4</b>	—	—
Prêt à PTSC CGGV Geophysical Survey Company	25,0	28,3	—
<b>Prêts et avances consenties</b>	<b>25,0</b>	<b>28,3</b>	—
Dette commerciale vis-à-vis d'Argas	8,6	5,4	3,0
Dette commerciale vis-à-vis de LDA	—	2,7	3,9
Dette commerciale vis-à-vis de Spectrum ASA	—	0,9	3,4
Dette commerciale vis-à-vis de PTSC CGGV Geophysical Survey Company	10,2	10,9	—
Dette commerciale vis-à-vis de PT Elnusa CGGVeritas Seismic	—	—	12,9
Dette commerciale vis-à-vis de Seabed Geosolutions BV	2,6	—	—
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>21,4</b>	<b>19,9</b>	<b>23,2</b>
Contrat d'intermédiaire avec Seabed Geosolutions BV	15,4	—	—
Contrat d'intermédiaire avec Argas	5,4	—	—
<b>Autres Passifs</b>	<b>20,8</b>	—	—
Dette de crédit-bail vis-à-vis d'Eidesvik Seismic Vessel AS	10,9	11,7	12,4
Dette de crédit-bail vis-à-vis d'Oceanic Seismic Vessels AS	9,0	9,6	10,2
<b>Dettes financières</b>	<b>19,9</b>	<b>21,3</b>	<b>22,6</b>
Engagements des loyers futurs vis-à-vis d'Oceanic Seismic Vessels AS	163,7	180,1	149,3
Engagements des loyers futurs vis-à-vis d'Eidesvik Seismic Vessels AS	139,9	155,9	172,5
Engagements de prestations de service vis-à-vis de LDA, net	—	4,6	8,2
Engagements de prestations de service vis-à-vis de CGG Eidesvik Ship Management AS	241,9	222,9	258,2
Engagements de prestations de service vis-à-vis de GeofieLD Ship Management Services SAS	12,2	—	—
<b>Engagements hors-bilan</b>	<b>557,5</b>	<b>563,5</b>	<b>588,2</b>

Louis Dreyfus Armateurs (« LDA ») a fourni des services de gestion de flotte marine au Groupe. Par ailleurs, LDA était avec CGG, actionnaire de Geomar, qui détient elle-même le navire sismique *Alizé* (voir Note 2). Geomar a fourni des services d'affrètement de navire à LDA.

Argas, Eidesvik Seismic Vessel AS, Oceanic Seismic Vessel AS, Gardline CGG Pte Ltd., Spectrum ASA, CGG Eidesvik Ship Management AS, PT Elnusa-CGGVeritas Seismic, PTSC CGG Geophysical Survey Company, GeofieLD Ship Management Services SAS et Seabed Geosolutions BV sont des sociétés mises en équivalence. Le Groupe détient une participation financière de 16 % dans Tronic's.

Aucune facilité de paiement ou prêt n'ont été accordés au Groupe par les actionnaires pendant les trois dernières années

En 2013, les « amortissements et dépréciations » comprennent des dépréciations d'écart d'acquisition pour 640 million de dollars US et des dépréciations d'autres actifs pour 126 million de dollars US (voir note 21). En 2012 les « amortissements et dépréciations » comprenaient la dépréciation de la marque Veritas pour 30 millions de dollars US.

Les « plus-values sur cession d'actifs » comprennent un gain de 84,5 millions de dollars US générée par l'apport des activités Shallow Water et OBC du Groupe lors de la création de la joint-venture Seabed Geosolutions BV (voir note 2).

Les « acquisitions » en 2013 sont principalement liées à l'acquisition de la division Fugro Géoscience le 31 janvier 2013. Le montant brut de cette transaction s'élève à 703 millions d'euros et a donné lieu au décaissement de 937,6 millions de dollars US (incluant les 8,8 millions de dollars US de trésorerie apportés à la joint-venture Seabed Geosolutions BV) net des 23,6 millions de dollars US de trésorerie acquise. L'activité Aéroportée a été acquise le 2 septembre 2013 et financée par le crédit-vendeur octroyé par Fugro. La finalisation des ajustements de prix relatifs notamment au besoin en fonds de roulement acquis a donné lieu au versement par Fugro de 5,1 millions de dollars US à CGG. Ainsi le montant définitif payé pour cette acquisition s'élève à 933 millions de dollars US.

Les acquisitions en 2012 comprenaient 52,5 millions de dollars US d'investissement dans Geophysical Research Corporation, LLC (« GRC »). Les acquisitions en 2011 comprenaient 4,8 millions de dollars US d'obligations convertibles dans Spectrum ASA, 4,5 millions de dollars US d'obligations convertibles dans Oceanic Seismic Vessel AS et 0,8 millions de dollars US d'investissement dans Petrodata Consulting LLC.

La ligne « valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles » correspondait en 2011 principalement à la cession de notre bibliothèque multi-clients 2D à Spectrum ASA, payée en numéraire.

La ligne « plus ou moins-values sur immobilisations financières » correspond en 2013 à la cession de 10,14 % de nos parts dans Spectrum ASA. En 2012, la ligne « plus ou moins-values sur immobilisations financières » correspondait à la cession de 18,82 % de nos parts dans Spectrum ASA. En 2011, elle correspondait à la cession de 33 % de nos investissements dans Cybernetix.

Les « charges financières payées » comprennent principalement les charges et intérêts relatifs aux emprunts bancaires et facilités de crédit et aux obligations convertibles (voir note 13).

La ligne « impact du change sur les actifs et les passifs financiers » correspond notamment à l'élimination du gain ou de la perte de change latent sur la dette financière brute en dollars portée par les filiales dont la monnaie de reporting est l'euro.

Les opérations de financement et d'investissement sans effet sur la trésorerie et non repris dans le tableau de flux de trésorerie sont les suivantes :

	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
<i>(En millions de dollars US)</i>			
Équipement acquis en crédit-bail	—	2,8	29,1

La trésorerie est composée comme suit :

	Au 31 décembre		
	2013	2012 (retraité)	2011 (retraité)
<i>(En millions de dollars US)</i>			
Disponibilités et dépôts bancaires	439,9	952,5	431,9
Valeurs mobilières de placement	90,1	567,7	99,5
<b>TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>530,0</b>	<b>1 520,2</b>	<b>531,4</b>

La trésorerie comprend des soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie non disponibles pour le Groupe à hauteur de 92,4 millions de dollars US. Cette trésorerie correspond aux soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie détenus par des filiales implantées dans des pays où le contrôle des changes ou des contraintes légales ne permettent pas de rendre disponibles ces montants de trésorerie pour une utilisation par le Groupe ou une autre de ses filiales.

## NOTE 29 RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le tableau suivant reprend les chiffres utilisés dans le calcul du résultat net par action de base et dilué :

	Au 31 décembre		
(En millions de dollars US, sauf les données par action)	2013	2012 (retraité) <sup>(4)</sup>	2011 (retraité) <sup>(4)</sup>
<b>Résultat net consolidé</b>			
Résultat net — part du Groupe <sup>(a)</sup>	(698,8)	75,2	(27,1)
Déduction faite des dépenses liées aux obligations convertibles, nettes d'impôt	36,2	21,7	18,9
Résultat net — part du Groupe ajusté <sup>(b)</sup>	(662,6)	96,9	(8,2)
<b>Effet Dilutif</b>			
Actions ordinaires en circulation en début d'année, ajusté <sup>(a)</sup>	176 392 225	158 665 347	158 293 583
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises durant l'année, ajusté <sup>(d)</sup>	342 764	3 412 261	277 740
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, ajusté (e) = (c) + (d)	176 734 989	162 077 608	158 571 323
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2006	(1)	(1)	(1)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2007	(1)	(1)	(1)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2008	(1)	(1)	(1)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2009	(2)	586 385	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2010	(2)	241 517	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2011	(1)	(1)	—
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2012	—	—	—
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'options de 2013	—	—	—
Nombre total d'actions potentielles liées aux plans d'options	—	827 902	—
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'attribution d'actions gratuites de 2011	(2)	236 423	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'attribution d'actions gratuites de 2012	(2)	267 509	(2)
Nombre d'actions potentielles liées au plan d'attribution d'actions gratuites de 2013	(2)	—	—
Nombre total d'actions potentielles liées aux plans d'attribution d'actions gratuites	—	503 932	—
Nombre d'actions potentielles liées aux obligations convertibles 2011	(2)	(3)	(2)
Nombre d'actions potentielles liées aux obligations convertibles 2012	(2)	(3)	—
Nombre moyen ajusté d'actions potentielles liées aux instruments financiers ayant un effet dilutif <sup>(f)</sup>	176 734 989	163 409 442	158 571 323
<b>Résultat net par action</b>			
Base (a) / (e)	(3,95)	0,46	(0,17)
Dilué (b) / (f)	(3,95)	0,46	(0,17)

(1) Le prix d'exercice de ces options étant plus élevé que le cours moyen de l'action, il est considéré qu'aucune action potentielle liée à ce plan n'aurait été émise sur l'exercice.

(2) Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites et d'obligations convertibles ont un effet relatif, par conséquent les actions potentielles liées à ces plans n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

(3) Les obligations convertibles avaient un effet accrétif ; par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination du résultat dilué par action.

(4) Retraitement lié à l'application d'IAS 19 révisée – voir note 1 - Changement de méthodes comptables

Le calcul du résultat net par action de base et dilué de 2012 et 2011 a été ajusté suite à l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription réalisée par CGG SA en 2012. Le nombre d'actions ordinaires émises a été ajusté rétrospectivement.

## NOTE 30 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Aucune évènement majeur significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

**NOTE 31 LISTE DES PRINCIPALES FILIALES CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Les filiales sont consolidées par intégration globale à partir de leur date d'acquisition lors de la prise de contrôle par le Groupe.

Certaines sociétés mises en sommeil n'ont pas été listées.

Le pourcentage d'intérêt correspond généralement au pourcentage de contrôle dans la société.

Siren <sup>(a)</sup>	Nom des Sociétés	Siège	% d'intérêt
	CGG Holding BV	Amsterdam, Pays-Bas	100,0
	CGG Marine BV	Amsterdam, Pays-Bas	100,0
	CGG Services Ressources BV	Amsterdam, Pays-Bas	100,0
	CGG Data Management (Netherlands) BV <sup>(2)</sup>	Montfoort, Pays-Bas	100,0
	CGG Jason (Netherlands) BV <sup>(2)</sup>	Gravenhague, Pays-Bas	100,0
	De Regt Marine Cables BV <sup>(2)</sup>	Leidschendam, Pays-Bas	100,0
403 256 944	CGG Services SA	Massy, France	100,0
410 072 110	CGG Explo SARL	Massy, France	100,0
413 926 320	Geomar SAS <sup>(1)</sup>	Paris, France	49,0
	CGG Electromagnetics(Italy) Srl <sup>(2)</sup>	Milan, Italie	100,0
	CGG International SA	Genève, Suisse	100,0
	CGG Data Services AG <sup>(2)</sup>	Zug, Suisse	100,0
	CGG Geoscience GmbH <sup>(2)</sup>	Zug, Suisse	100,0
	Wavefield Inseis AS	Bergen, Norvège	100,0
	CGG Marine Resources Norge AS	Hovik, Norvège	100,0
	CGG Geo Vessel AS <sup>(2)</sup>	Bergen, Norvège	100,0
	CGG Marine (Norway) AS <sup>(2)</sup>	Oslo, Norvège	100,0
	CGG Seismic Imaging (Norway)AS <sup>(2)</sup>	Oslo, Norvège	100,0
	CGG Services (Norway) AS	Oslo, Norvège	100,0
	Profocus Systems AS <sup>(2)</sup>	Fyllingsdalen, Norvège	100,0
	Robertson Geolab Nor AS <sup>(2)</sup>	Trondheim, Norvège	100,0
	Exploration Vessel Resources AS	Bergen, Norvège	100,0
	Exploration Investment Resources II AS	Bergen, Norvège	100,0
	Exploration Vessel Resources II AS	Bergen, Norvège	100,0
	CGG Services (UK) Ltd.	Crawley, Royaume-Uni	100,0
	CGG Data Management (UK) Limited <sup>(2)</sup>	Conwy, Royaume-Uni	100,0
	CGG Jason (UK) Limited <sup>(2)</sup>	Wallingford, Royaume-Uni	100,0
	CGG NPA Satellite Mapping Limited <sup>(2)</sup>	Edenbridge, Royaume-Uni	100,0
	CGG Seismic Imaging (UK) Limited <sup>(2)</sup>	Swanley, Royaume-Uni	100,0
	Robertson (UK)Limited <sup>(2)</sup>	Llandudno, Royaume-Uni	100,0
	Robertson Geospec International <sup>(2)</sup>	Llandudno, Royaume-Uni	100,0
	Veritas Caspian LLP <sup>(1)</sup>	Almaty, Kazakhstan	50,0
	CGG do Brasil Participações Ltda	Rio do Janeiro, Brésil	100,0
	Veritas do Brasil Ltda.	Rio do Janeiro, Brésil	100,0
	LASA Prospeccoes S.A <sup>(2)</sup>	Rio do Janeiro, Brésil	100,0
	Geomag S.A.Prospeccoes Aerogeofisicas <sup>(2)</sup>	Rio do Janeiro, Brésil	100,0
	CGGVeritas Services de Mexico SA de CV	Mexico, Mexique	100,0
	CGG Geoscience de Mexico S.A.de CV <sup>(2)</sup>	Mexico, Mexique	100,0
	Exgeo CA	Caracas, Venezuela	100,0
	CGG Holding (U.S.) Inc	Delaware, Etats Unis	100,0
	CGG Services (U.S.) Inc.	Delaware, Etats Unis	100,0
	CGG Land (U.S.) Inc.	Delaware, Etats Unis	100,0
	CGG Jason (U.S.) Inc. <sup>(2)</sup>	Houston, Etats Unis	100,0
	CGG Canada Services Ltd.	Calgary, Canada	100,0
	Viking Maritime Inc.	Houston, Etats Unis	100,0
	CGG Services (Canada) Inc.	Alberta, Canada	100,0
	Hampson-Russel Ltd.	Alberta, Canada	100,0
	CGG Services (Australia) Pty. Ltd.	Perth, Australie	100,0
	CGG Seismic Imaging (Australia) Pty Ltd <sup>(2)</sup>	Perth, Australie	100,0
	CGG Marine (Australia) Pty Ltd <sup>(2)</sup>	Perth, Australie	100,0
	CGG Jason (Australia) Pty Ltd. <sup>(2)</sup>	Perth, Australie	100,0
	CGG Ground Geophysics (Australia) Pty Ltd <sup>(2)</sup>	Perth, Australie	100,0
	PT CGG Services Indonesia <sup>(1)</sup>	Djakarta, Indonésie	95,0
	CGG Services India Private Ltd.	Navi Mumbai, Inde	100,0
	CGGVeritas Technology Services (Beijing) Co. Ltd.	Beijing, Chine	100,0
	CGG Geosciences Beijing Ltd <sup>(2)</sup>	Beijing, Chine	100,0
	CGG Services (Singapore) Ple Ltd	Singapour	100,0
	Ardiseis FZCO	Dubai, Émirats arabes unis	51,0
	CGG Vostok	Moscou, Russie	100,0
	CGG (Nigeria) Ltd.	Lagos, Nigeria	100,0
	CGG Airborne Survey (Pty) Ltd <sup>(2)</sup>	Johannesburg, Afrique du Sud	100,0
866 800 154	Sercel Holding SA	Carquefou, France	100,0
378 040 497	Sercel SA	Carquefou, France	100,0



Siren <sup>(a)</sup>	Nom des Sociétés	Siège	% d'intérêt
	Sercel England Ltd.	Edimbourg, Royaume-Uni	100,0
	Sercel - GRC	Houston, Etats unis	100,0
	Optoplan AS	Trondheim, Norvège	100,0
	Sercel Inc.	Houston, Etats unis	100,0
	Sercel Canada Ltd.	Fredericton, Canada	100,0
	Sercel Australia Pty. Ltd.	Sydney, Australie	100,0
	Xian Sercel Petroleum Exploration Instrument Co. Ltd. <sup>(1)</sup>	Xian, Chine	51,0
	Sercel (Beijing) Technological Services Co. Ltd.	Beijing, Chine	100,0
	Sercel Singapore Pte Ltd.	Singapour	100,0
	De Regt Germany Gmbh	Dortmund, Allemagne	100,0

(a) Le numéro Siren est un numéro d'identification individuelle des sociétés sous la loi française.

(1) Le pourcentage de contrôle dans ces entités est de 100 %. Les participations ne donnant pas le contrôle ne sont pas significatives.

(2) Nouvelles entités acquises auprès de Fugro

**NOTE 32 INFORMATION CONSOLIDÉE CONDENSÉE RELATIVE À CERTAINES FILIALES**

Au 31 décembre 2013, l'obligation de rembourser nos emprunts obligataires à haut rendement est garantie par certaines filiales du Groupe : CGG Canada Services Ltd, CGG Marine Resources Norge AS, CGG Holding (U.S.) Inc., Alitheia Resources Inc, CGG Land (U.S.) Inc, CGG Services (U.S.) Inc, Veritas Geophysical (Mexico) LLC, Veritas Investments Inc., Viking Maritime Inc., CGG Marine BV, CGG Holding BV au titre des « Garants Services », et Sercel Inc., Sercel Australia Pty Ltd, Sercel Canada Ltd et Sercel - GRC au titre des "Garants Equipements".

Le tableau suivant présente l'information financière consolidée condensée en IFRS au 31 décembre 2013 pour la société (« CGG »), pour les Garants, les Non-Garants et les Ajustements de consolidation pour arriver au Groupe CGG consolidé.

**IFRS**

(En millions de dollars US)	CGG	Garants Services	Garants Equipements	Non Garants	Ajustements de Consolidation	Groupe Consolidé
Écarts d'acquisition des entités consolidées	—	2 210,6	91,6	181,0	—	2 483,2
Immobilisations incorporelles (y compris les études multi-clients)	26,3	652,6	30,8	759,8	(197,9)	1 271,6
Immobilisations corporelles	112,2	740,6	39,4	944,4	(278,8)	1 557,8
Participations dans les entités consolidées	4 505,2	1 938,0	6,1	504,2	(6 953,5)	—
Autres actifs non courants	2 440,2	582,1	7,6	482,7	(2 916,4)	596,2
Actifs courants	359,9	1 080,7	300,7	2 847,3	(2 234,6)	2 354,0
<b>Total actif</b>	<b>7 443,8</b>	<b>7 204,6</b>	<b>476,2</b>	<b>5 719,4</b>	<b>(12 581,2)</b>	<b>8 262,8</b>
Dette financière (y compris découverts bancaires, part à court et long terme)	2 504,0	2 381,1	0,2	734,8	(2 872,5)	2 747,6
Autres passifs non courants (hors dette financière)	26,5	98,2	24,3	194,7	(10,6)	333,1
Passifs courants (hors part à court terme de la dette financière)	1 023,2	693,7	121,8	1 872,0	(2 418,7)	1 292,0
<b>Total passif (hors capitaux propres)</b>	<b>3 553,7</b>	<b>3 173,0</b>	<b>146,3</b>	<b>2 801,5</b>	<b>(5 301,8)</b>	<b>4 372,7</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>3 890,1</b>	<b>4 031,6</b>	<b>329,9</b>	<b>2 917,9</b>	<b>(7 279,4)</b>	<b>3 890,1</b>
Chiffre d'affaires	110,8	914,3	440,2	4 539,5	(2 239,0)	3 765,8
Amortissements et dépréciations	7,2	1 133,6	12,5	533,0	(74,6)	1 611,7
Produit (perte) d'exploitation	(108,1)	(509,7)	120,1	100,1	2,7	(394,9)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(234,3)	152,9	—	0,2	81,2	—
<b>Produit net (perte nette) de l'ensemble consolidé</b>	<b>(691,2)</b>	<b>(559,8)</b>	<b>83,0</b>	<b>75,3</b>	<b>401,5</b>	<b>(691,2)</b>
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	798,9	194,3	7,8	467,7	(561,0)	907,7
Flux de trésorerie affectés aux investissements	(1 295,4)	(1 452,9)	(10,5)	(417,7)	1 457,0	(1 719,5)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	(528,8)	1 283,9	(2,1)	(37,4)	(914,7)	(197,1)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	—	—	—	—	21,4	21,4
Incidence des variations de périmètre	—	—	—	—	(2,7)	(2,7)
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>1 289,8</b>	<b>67,6</b>	<b>8,8</b>	<b>154,0</b>	<b>—</b>	<b>1 520,2</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>266,5</b>	<b>92,9</b>	<b>4,0</b>	<b>166,6</b>	<b>—</b>	<b>530,0</b>

Les tableaux suivants présentent l'information financière consolidée condensée en IFRS pour les périodes 2012 et 2011.

**31 décembre 2012 (retraité)**

(En millions de dollars US)	CGG	Garants Services	Garants Equipements	Non Garants	Ajustements de Consolidation	Groupe Consolidé
Écarts d'acquisition des entités consolidées	—	2 176,6	94,0	144,9	—	2 415,5
Immobilisations incorporelles (y compris les études multi-clients)	29,0	539,6	32,6	462,7	(129,0)	934,9
Immobilisations corporelles	106,1	655,0	41,7	604,9	(248,2)	1 159,5
Participations dans les entités consolidées	5 174,8	1 552,6	5,9	230,0	(6 963,3)	—
Autres actifs non courants	1 082,2	117,7	7,3	248,4	(1 106,0)	349,6
Actifs courants	1 396,4	1 220,2	256,5	3 443,6	(2 843,4)	3 473,3
<b>Total actif</b>	<b>7 788,5</b>	<b>6 261,7</b>	<b>438,0</b>	<b>5 134,5</b>	<b>(11 289,9)</b>	<b>8 332,8</b>
Dette financière (y compris découverts bancaires, part à court et long terme)	2 223,3	1 096,9	0,4	124,6	(1 140,0)	2 305,2
Autres passifs non courants (hors dette financière)	31,7	85,2	29,9	175,2	(45,9)	276,1
Passifs courants (hors part à court terme de la dette financière)	951,6	472,7	153,2	2 435,1	(2 843,0)	1 169,6
<b>Total passif (hors capitaux propres)</b>	<b>3 206,6</b>	<b>1 654,8</b>	<b>183,5</b>	<b>2 734,9</b>	<b>(4 028,9)</b>	<b>3 750,9</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>4 581,9</b>	<b>4 606,9</b>	<b>254,5</b>	<b>2 399,6</b>	<b>(7 261,0)</b>	<b>4 581,9</b>
Chiffre d'affaires	100,6	810,1	560,2	3 976,9	(2 037,3)	3 410,5
Amortissements et dépréciations	7,0	403,2	12,5	347,2	(61,0)	708,9
Produit (perte) d'exploitation	(52,7)	120,8	125,6	209,3	(72,4)	330,6
Résultat des sociétés mises en équivalence	31,7	101,8	—	0,2	(133,7)	—
<b>Produit net (perte nette) de l'ensemble consolidé</b>	<b>92,4</b>	<b>236,3</b>	<b>87,1</b>	<b>150,8</b>	<b>(474,2)</b>	<b>92,4</b>
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	573,0	75,2	67,2	699,5	(494,0)	920,9
Flux de trésorerie affectés aux investissements	27,1	(487,5)	(62,9)	(368,1)	146,8	(744,6)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	348,9	390,4	(3,8)	(270,2)	329,5	794,8
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	—	—	—	—	17,7	17,7
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>340,8</b>	<b>89,5</b>	<b>8,3</b>	<b>92,8</b>	<b>—</b>	<b>531,4</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>1 289,8</b>	<b>67,6</b>	<b>8,8</b>	<b>154,0</b>	<b>—</b>	<b>1 520,2</b>

## 31 décembre 2011 (retraité)

(En millions de dollars US)	CGG	Garants Services	Garants Equipements	Non Garants	Ajustements de Consolidation	Groupe Consolidé
Écarts d'acquisition des entités consolidées	—	2 476,3	70,5	141,4	—	2 688,2
Immobilisations incorporelles (y compris les études multi-clients)	24,7	486,6	3,1	460,0	(109,3)	865,1
Immobilisations corporelles	111,8	590,4	48,9	632,1	(200,0)	1 183,2
Participations dans les entités consolidées	4 601,8	1 471,5	5,3	234,3	(6 312,9)	—
Autres actifs non courants	1 194,0	137,7	4,3	100,8	(1 091,6)	345,2
Actifs courants	495,4	656,4	178,9	2 709,0	(1 929,9)	2 109,8
<b>Total actif</b>	<b>6 427,7</b>	<b>5 818,9</b>	<b>311,0</b>	<b>4 277,6</b>	<b>(9 643,7)</b>	<b>7 191,5</b>
Dette financière (y compris découverts bancaires, part à court et long terme)	1 819,9	1 094,3	0,8	246,1	(1 219,0)	1 942,1
Autres passifs non courants (hors dette financière)	36,4	94,6	18,0	168,0	(39,0)	278,0
Passifs courants (hors part à court terme de la dette financière)	689,7	551,8	52,5	1 621,3	(1 825,6)	1 089,7
<b>Total passif (hors capitaux propres)</b>	<b>2 546,0</b>	<b>1 740,7</b>	<b>71,3</b>	<b>2 035,4</b>	<b>(3 083,6)</b>	<b>3 309,8</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>3 881,7</b>	<b>4 078,2</b>	<b>239,7</b>	<b>2 242,2</b>	<b>(6 560,1)</b>	<b>3 881,7</b>
Chiffre d'affaires	14,6	784,1	524,8	3 443,1	(1 585,7)	3 180,9
Amortissements et dépréciations	4,9	393,8	17,4	263,3	(50,4)	629,0
Produit (perte) d'exploitation	(36,6)	125,8	150,6	587,3	(619,9)	207,2
Résultat des sociétés mises en équivalence	851,6	(155,8)	—	0,4	(696,2)	—
<b>Produit net (perte nette) de l'ensemble consolidé</b>	<b>(13,2)</b>	<b>257,5</b>	<b>102,6</b>	<b>763,5</b>	<b>(1 123,6)</b>	<b>(13,2)</b>
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	1 017,7	520,4	109,9	(47,0)	(811,1)	789,9
Flux de trésorerie affectés aux investissements	(502,9)	(438,7)	(7,0)	(36,7)	446,8	(538,5)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	(456,3)	(8,1)	(116,2)	47,5	371,2	(161,9)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	—	—	—	—	(6,9)	(6,9)
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>282,3</b>	<b>15,9</b>	<b>21,6</b>	<b>129,0</b>	<b>—</b>	<b>448,8</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>340,8</b>	<b>89,5</b>	<b>8,3</b>	<b>92,8</b>	<b>—</b>	<b>531,4</b>

**NOTE 33 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le tableau suivant présente les honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe en 2013, 2012 et 2011.

(En milliers de dollars US)	Mazars		EY		Total 2013		2012		2011	
	Audit 2013						Montant	%	Montant	%
	Montant	%	Montant	%	Montant	%				
<b>Audit</b>										
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :										
CGG SA	771		1 121		1 892		1 501		2 279	
Filiales consolidées	1 580		4 069		5 649		4 951		5 120	
<b>Total</b>	<b>2 351</b>	<b>93%</b>	<b>5 190</b>	<b>94%</b>	<b>7 541</b>	<b>94%</b>	<b>6 452</b>	<b>76%</b>	<b>7 399</b>	<b>82 %</b>
Missions accessoires :										
CGG SA	119		205		324		1 917		1 427	
Filiales consolidées	20		100		120		—		—	
<b>Total</b>	<b>139</b>	<b>6%</b>	<b>305</b>	<b>5%</b>	<b>444</b>	<b>5%</b>	<b>1 917</b>	<b>23%</b>	<b>1 427</b>	<b>16 %</b>
<b>Total audit</b>	<b>2 490</b>	<b>99%</b>	<b>5 495</b>	<b>99%</b>	<b>7 985</b>	<b>99%</b>	<b>8 369</b>	<b>99%</b>	<b>8 826</b>	<b>98 %</b>
<b>Autres prestations</b>										
Juridique, fiscal, social	36	1%	37	1%	73	1%	99	1%	229	2 %
Technologies de l'information	—		—		—		—		—	
Audit interne	—		—		—		—		—	
Autre	—		—		—		—		—	
<b>Total autres prestations</b>	<b>36</b>	<b>1%</b>	<b>37</b>	<b>1%</b>	<b>73</b>	<b>1%</b>	<b>99</b>	<b>1%</b>	<b>229</b>	<b>2 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 526</b>	<b>100 %</b>	<b>5 532</b>	<b>100 %</b>	<b>8 058</b>	<b>100 %</b>	<b>8 468</b>	<b>100 %</b>	<b>9 055</b>	<b>100 %</b>